

UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE
COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2011

UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2011



Siège du Secrétariat Général de la Commission Bancaire à Abidjan (Côte d'Ivoire)

COMMISSION BANCAIRE

Abidjan, le 22 octobre 2012

Le Président

En 2011, le système bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a évolué dans un environnement international caractérisé par la persistance des déséquilibres économiques et financiers dans les économies avancées, notamment de fortes tensions sur les marchés internationaux de capitaux.

Le désendettement progressif des agents économiques, conjugué aux fragilités des systèmes bancaires, ont entraîné une atonie de la demande mondiale qui s'est traduite par une activité économique peu dynamique dans les pays industrialisés et une décélération de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) dans les pays émergents et en développement.

S'agissant de la conjoncture interne à l'UMOA, elle a été essentiellement marquée par les effets conjugués de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la mauvaise campagne vivrière 2011-2012 dans la plupart des pays, notamment ceux du Sahel. Ainsi, le taux de croissance réel est ressorti à 0,6% en 2011 contre 4,4% en 2010.

En dépit de ce contexte, le système bancaire de l'UMOA a enregistré un accroissement de son activité dont témoigne le rythme de progression des crédits à la clientèle, passé en variation annuelle, de 12,5% en 2010 à 14,3% en 2011.

Cette situation résulte des effets conjugués des actions entreprises par les Autorités de l'Union. En effet, dès le début de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, les mesures appropriées, prises sur le fondement du principe de solidarité, ont permis d'en limiter les effets. En outre, l'organisation régionale de l'activité bancaire a favorisé la mise en place, par certains groupes bancaires, de dispositifs spécifiques ayant assuré, à partir d'autres sites distants, la continuité de services essentiels aux entreprises. Elle a également permis une reprise ordonnée et rapide des activités en Côte d'Ivoire.

Au titre de la supervision bancaire et de la stabilité financière, l'année 2011 a été marquée notamment par l'adoption et la mise en oeuvre des textes d'application relatifs à l'exercice de l'activité bancaire et de microfinance, découlant de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Ces nouvelles dispositions confortent le processus d'adaptation des normes prudentielles aux meilleures pratiques internationales.

La Commission Bancaire a fait le bilan de la première phase de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit, échue le 31 décembre 2010. Un grand nombre d'établissements de crédit sont ressortis conformes aux prescriptions réglementaires. Ils sont désormais à même de répondre plus

efficacement aux défis de l'accroissement de l'offre de services financiers et du financement sain des projets et programmes visant l'accélération de la croissance économique. Ainsi, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union a atteint 12,7%, pour un minimum de 8% requis pour chaque établissement, témoignant d'une nette amélioration de la résilience du système bancaire.

Après le processus d'évaluation finale, les établissements de crédit non-conformes ont fait l'objet de décisions appropriées par la Commission Bancaire et un dispositif de suivi spécifique a été mis en place.

Au plan de la coopération internationale, la Commission Bancaire a accru ses efforts de consolidation des relations de collaboration avec les Autorités de contrôle homologues, dans un contexte de diversification des liens de capitaux des établissements installés dans l'UMOA.

Tenant compte des évolutions observées au plan international, la Commission Bancaire a intensifié les actions engagées en vue d'améliorer et de renforcer les outils de suivi des risques. A cet égard, elle continue d'orienter progressivement sa méthodologie de surveillance vers l'identification des principaux risques auxquels les établissements sont exposés et l'évaluation des fonds propres nécessaires à leur couverture.

Au total, la mise en œuvre intégrale de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO ainsi que le renforcement de la qualité de la supervision bancaire constituent les axes majeurs autour desquels l'Autorité de supervision entend renforcer ses missions avec le souci permanent d'œuvrer à la consolidation du système bancaire de l'Union.

*Le Président de la Commission
Bancaire de l'UMOA*



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2011

Président : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS	MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
<p>M. Houéssou Yaovi HADONOU Directeur des Affaires Monétaires et Financières à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin</p> <p>M. Moumounou GNANKAMBARY Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina</p> <p>M. Adama KONE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire</p> <p>M. Emmanuel Benito Santos COSTA Directeur de la Monnaie, du Crédit et du Marché Financier Régional au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau</p> <p>M^{me} SIDIBE Zamilatou CISSE Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère des Finances du Mali</p> <p>M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Épargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger</p> <p>M^{me} Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal</p> <p>M^{me} Ahéba JOHNSON Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo</p> <p>M. Yves CHARPENTIER Conseiller Financier pour l'Afrique (Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique) au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie de la France</p>	<p>M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA Magistrat – Bénin</p> <p>M. Kouka Célestin ZALLE Ancien Directeur National de la BCEAO Burkina</p> <p>M^{me} Nestore Marie-Louise OBOUDOU Juriste, Inspecteur Général des Services Fiscaux Côte d'Ivoire</p> <p>M. Ousmane SIDIBE Inspecteur Commercial, diplômé MBA Mali</p> <p>M. Ibrahim KOUSSOU Inspecteur du Trésor, diplômé de l'ITB Niger</p> <p>M^{me} Kafui Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON Juriste, Consultante Togo</p> <p>M. Michel DABADIE Inspecteur Général à la Banque de France France</p>

Secrétaire Général : M. Charles Luanga KI-ZERBO

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2011

4 janvier	82 ^e session de la CB-UMOA à Bamako, au Mali
18 janvier	Consultation régionale BCEAO/FMI
27 – 28 janvier	Rencontre de haut niveau tenue à Cape Town sur le renforcement de la réglementation bancaire et de la stabilité financière
9 février	Fermeture des bureaux du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, en raison de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire
21 février	Session spéciale de la CB-UMOA à Dakar, au Sénégal (83 ^e session)
28 février – 11 mars	Séjours d'informations relatifs à la monnaie électronique et aux paiements par téléphone mobile auprès des Banques Centrales du Kenya et des Philippines
9 mai	Réouverture des bureaux du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
21 juin	84 ^e session de la CB-UMOA à Dakar, au Sénégal
12 – 14 octobre	9 ^e réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) à Paris, en France
13 – 14 octobre	85 ^e session de la CB-UMOA à Abidjan, en Côte d'Ivoire
13 décembre	86 ^e session de la CB-UMOA à Niamey, au Niger
13 – 14 décembre	16 ^e Assemblée annuelle à Conakry, en Guinée, du Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC)

QUELQUES CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE DE L'UMOA

1 - Structure du système bancaire au 31 décembre 2011

	2010	2011	Variation
- Nombre d'établissements de crédit agréés :	118	121	3%
dont :			
banques :	104	107	3%
dont succursales :	4	4	-
établissements financiers :	14	14	-
dont succursales	3	3	-
- Nombre d'établissements de crédit en activité :	111	109 ¹	2%
Banques généralistes :	81	80	1%
Banques spécialisées :	19	19	-
Etablissements financiers à caractère bancaire :	11	10	-9%
- Nombre de holdings bancaires² installés dans l'Union :	6	7	17%
- Nombre de groupes bancaires :	19	20	5%
- Réseau			
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	1 688	1 853	9%
GAB / DAB :	1 336	1 669	42%
Succursales d'établissements de crédit	3	7	133%
- Effectif du personnel du système bancaire :	19 375	19 725	-1%
- Nombre de comptes de la clientèle :	5 061 604	7.910.251	43%

2 - Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2009	2010	2011 (*)
Total bilan	11 453	13 333	15 361
Crédits à la clientèle	6 573	7 391	8 465
Autres emplois	2 392	3 263	3 889
Dépôts et emprunts	8 442	9 886	11 173
Fonds propres nets	938	1 159	1 308
Autres ressources	709	743	900
Produit net bancaire	776	856	969
Résultat brut d'exploitation après amortissements	240	259	337
Taux net de dégradation du portefeuille	7,3%	6,6%	6,2%
Taux de provisionnement des créances en souffrance	63,6%	65,5%	64,1%
Taux de provisionnement des créances douteuses et litigieuses	78,4%	80,6%	80,1%
Marge globale	7,6%	7,9%	7,3%
Coefficient net d'exploitation	73,5%	75,3%	70,5%

(*) : données provisoires

1- L'analyse portera néanmoins sur les données agrégées de 108 établissements de crédit, en raison de l'indisponibilité des états financiers de SAFCA qui représentait 0,4% du total bilan de l'Union en 2010.

2- Les holdings bancaires ne sont pas agréés comme des établissements de crédit, au sens de la réglementation bancaire.

RESUME

Sous l'effet de la crise de la dette souveraine dans la Zone euro et aux Etats-Unis d'Amérique qui perdure, l'environnement international s'est caractérisé par un ralentissement généralisé de la croissance au cours de l'année 2011. Cette situation a été exacerbée au niveau de l'UEMOA par la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire ainsi que les effets des mauvaises conditions météorologiques sur la production agricole au sein de la plupart des pays de l'Union. L'activité économique au sein des pays de l'UMOA s'en est ressentie en enregistrant, selon les données disponibles, un accroissement modéré du produit intérieur brut (PIB) de 0,6% contre 4,4% en 2010. La situation monétaire a été marquée à fin décembre 2011 par une consolidation de 195 Mds de la position extérieure nette des institutions monétaires, établie à 5.832 Mds et une hausse de 16,4% de crédit intérieur qui a atteint 10.144 Mds. La situation des finances publiques s'est traduite par une aggravation du déficit budgétaire, base engagement, hors dons, par rapport à 2010.

L'effectif des établissements de crédit agréés est passé de 118 à 121 unités (107 banques, dont 4 succursales et 14 établissements financiers à caractère bancaire, dont 3 succursales).

Les actifs du système bancaire se sont accrus de 15,2% sur l'année, passant de 13.333 Mds à 15.361 Mds. Parallèlement, le nombre de points d'accès du système bancaire a continué de s'accroître, le nombre de guichets et celui des comptes augmentant respectivement de 165 (+9,8%) et 2.848.647 (+56,3%) unités. Le nombre de guichets automatiques bancaires s'est établi à 1.669, en hausse de 333 unités.

Les emplois nets ont augmenté de 16,0%, pour atteindre 12.354 Mds. Ils sont constitués à 68,5% de crédit à la clientèle, dont la qualité s'est légèrement améliorée. Ainsi, le taux brut de dégradation a reculé de 17,1% en 2010 à 15,6% en 2011, tandis que le taux net s'est légèrement replié passant de 6,6% à 6,2%, à la suite d'une baisse du taux de couverture des créances en souffrance par des provisions.

Les ressources collectées se sont également accrues de 13,5%, après 16,8% en 2010. Elles sont chiffrées à 13.381 Mds, dont 83,5% de dépôts et emprunts de la clientèle. La part des dépôts à terme s'établit à 40,3% contre 42,8% en 2010. Le niveau des fonds propres nets a continué de bénéficier des entrées en activité et d'un effort de capitalisation de certaines unités notamment dans le cadre de la mesure de relèvement du capital social minimum. Aussi, les fonds propres ont-ils atteint globalement 1.308 Mds, contre 1.159 Mds un an auparavant.

La rentabilité des établissements de crédit demeure préservée durant l'année 2011. En effet, le résultat brut d'exploitation s'est accru de 30,2% pour s'établir à 337 Mds contre 259 Mds un an auparavant, en dépit de l'augmentation de 4,9% des dotations aux amortissements et aux provisions nets. Le coefficient net d'exploitation s'améliore, en atteignant 70,5% contre 75,3% en 2010.

Au plan prudentiel, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union a atteint 12,6%, pour un minimum de 8% requis pour chaque établissement pris individuellement. A fin 2011, dix-sept (17) établissements de crédit ne respectent pas ce ratio, contre dix-huit (18) en 2010.

Le bilan de la mise en œuvre de la première phase de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit de l'UMOA, échue le 31 décembre 2010, s'avère positif, grâce à l'implication soutenue des Autorités nationales et communautaires, ainsi que des dirigeants, actionnaires et nouveaux investisseurs au sein des établissements en activité. A la date du 31 décembre 2011, sur une population de 109 établissements en activité, le nombre d'établissements conformes à la mesure de relèvement du capital social minimum se situe à quatre-vingt-huit (88), contre soixante quatorze (74) à fin décembre 2010, en liaison notamment avec les efforts de recapitalisation enregistrés.

Dans le cadre de la surveillance prudentielle renforcée, la Commission Bancaire a pris les mesures qu'elle appelle la situation de certains établissements. La mise en œuvre de mesures administratives ou disciplinaires a abouti au prononcé six (6) mises en garde, sept (7) injonctions, treize (13) avertissements, dix-huit (18) blâmes et un (1) retrait d'agrément, après constat d'infractions à la réglementation bancaire. Les actions de coopération se sont poursuivies, en vue d'une meilleure réactivité, concernant notamment les implications transfrontières de l'activité bancaire. A ce titre, des contacts sont entretenus avec d'autres Autorités de contrôle, dans le cadre de forums et de conventions de coopération. L'accent est, également, mis sur le renforcement du suivi des groupes financiers et la prise en compte des exigences d'un contrôle basé sur les risques.

SOMMAIRE

	PAGES
I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE	15
1 - Environnement économique et financier en 2011	15
2 - Evolution du cadre légal et réglementaire	21
II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA	25
1 - Paysage bancaire	25
2 - Evolution de l'activité et des résultats	34
III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	45
1 - Fonctionnement de la Commission Bancaire et du Secrétariat Général	45
2 - Suivi du dispositif prudentiel	52
3 - Actes et mesures	57
IV - ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION	65
1 - Groupes régionaux de superviseurs	65
2 - Autres rencontres	66
CONCLUSION	68
LISTE DES ENCADRES	
ENCADRÉ N°1 : LA BANCASSURANCE DANS L'UMOA	23
ENCADRÉ N°2 : LA SUPERVISION BANCAIRE BASÉE SUR LES RISQUES	31
ENCADRÉ N°3 : RAPPEL DU CONTENU DES DOSSIERS D'AGRÈMENT BANCAIRE	43
ANNEXES	69

I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2011

En 2011, les économies des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont évolué dans un environnement marqué par un ralentissement généralisé de l'activité, en relation avec la poursuite de la crise de la dette souveraine dans la Zone euro et aux Etats-Unis d'Amérique, singulièrement au cours du deuxième semestre. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait à 3,9%, contre 5,3% en 2010, en liaison notamment avec le recul de la demande mondiale et la détérioration des conditions de financement des économies.

Cette dégradation de l'environnement international couplée aux conséquences économiques de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et à l'effet de la mauvaise pluviométrie sur la production agricole dans les pays du sahel, ont négativement impacté l'évolution de l'activité économique au sein de l'UEMOA.

1.1. SECTEUR REEL

Le produit intérieur brut de l'Union enregistrerait, en termes réels, une croissance de 0,6% en 2011 contre 4,4% un an plus tôt. Le ralentissement de la croissance économique a été perceptible, à des degrés divers, dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Bénin, de la Guinée-Bissau et du Togo. Concernant particulièrement l'économie ivoirienne, le PIB a enregistré un recul de 4,7% en 2011, en raison de la paralysie de l'activité économique et de la détérioration des outils de production au cours de la période de crise.

TABLEAU N°1 :
TAUX DE CROISSANCE RÉEL DU PIB DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2010	2,6%	7,9%	2,4%	4,5%	5,8%	8,0%	4,1%	4,0%	4,4%
2011	3,1%	4,1%	-4,7%	5,3%	2,7%	2,3%	2,6%	4,8%	0,6%

Source : Comités Nationaux de Produit Intérieur Brut

1.1.1 Secteur primaire

La production vivrière s'établirait à 41.457.906 tonnes durant la campagne agricole 2011/2012, en baisse de 12,4% par rapport à la campagne précédente. De mauvaises récoltes ont été relevées dans la moitié des Etats de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali et du Togo où elles ont augmenté respectivement de 1,8%, 11,6%, 6,0% et 4,4% d'une campagne à l'autre. Les récoltes de céréales ont baissé de 29,5% au Niger, 16,8% au Burkina

.....
La production vivrière a baissé
de 12,4%
.....

Faso, 15,4% au Sénégal et 15,0% au Bénin.

La production de coton-graine de l'Union s'est inscrite en hausse de 45,2%

Au titre des cultures d'exportation, la production de coton-graine de l'Union s'est inscrite en hausse de 45,2%, en rapport avec le regain d'activités au sein de la filière, consécutif au raffermissement des cours internationaux. Les données provisoires situent la production à 1.349.896 tonnes pour la campagne 2011/2012, contre 929.371 tonnes durant la campagne précédente, en rapport avec l'accroissement des superficies emblavées et l'augmentation des prix d'achat au producteur. Ce redressement de la production reflète également la poursuite des efforts dans l'Union, en vue de l'assainissement de la filière coton.

Les productions de cacao et de café sont ressorties en baisse respectivement de 11,2% et 60,9% d'une campagne à l'autre...

Les productions de cacao et de café essentiellement réalisées en Côte d'Ivoire, ont été impactées par la crise post-électorale qu'a connu le pays. Les déplacements de populations, surtout dans l'ouest du pays, ont entraîné un abandon des vergers. Ainsi, la production de cacao est ressortie à 1.352.491 tonnes au cours de la campagne 2011/2012, en baisse de 11,2% par rapport à la campagne précédente. Les quantités produites de café se sont chiffrées à 41.462 tonnes, en diminution de 60,9% d'une campagne à l'autre. En ce qui concerne la noix de cajou, sa production a connu une augmentation de 22,9% dans l'Union, pour s'établir à 740.995 tonnes.

La production d'arachide, en raison des mauvaises conditions pluviométriques, s'est établie en diminution dans les principaux pays producteurs...

La production d'arachide s'est établie à 2.281.038 tonnes, en diminution de 15,4% par rapport à la campagne 2010/2011, du fait de la baisse des récoltes au Sénégal, au Niger et au Burkina consécutive aux mauvaises conditions pluviométriques. Des régressions ont été enregistrées au Burkina et au Niger, où la production a fléchi respectivement de 9,5% et 5,6%. Au Sénégal, premier producteur de l'UEMOA, les récoltes ont diminué de 26,9%.

1.1.2 Secteur secondaire

La production industrielle des pays de l'UEMOA s'est inscrite en hausse en 2011. L'indice calculé par la BCEAO enregistre une progression de 1,9%, comparativement à 2010. Cette évolution est imputable aux performances dans la branche électricité, gaz et eau (+25,0%) consécutives aux efforts déployés pour le redressement de la production d'électricité, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal. En revanche, l'activité des industries manufacturières et des industries extractives accuserait des baisses respectives de 0,4% et 5,3%, en relation avec le ralentissement du rythme de la production dans les industries textiles, notamment au Burkina et en Côte d'Ivoire, ainsi que pour l'extraction d'uranium au Niger.

1.1.3 Secteur tertiaire

La conjoncture s'est globalement améliorée dans les services marchands en 2011, avec une bonne orientation constatée dans tous les Etats membres de l'Union. L'activité commerciale s'est également raffermie, d'une année à l'autre. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, calculé par la BCEAO, a augmenté de 6,6% en moyenne en 2011 contre 7,6% en 2010.

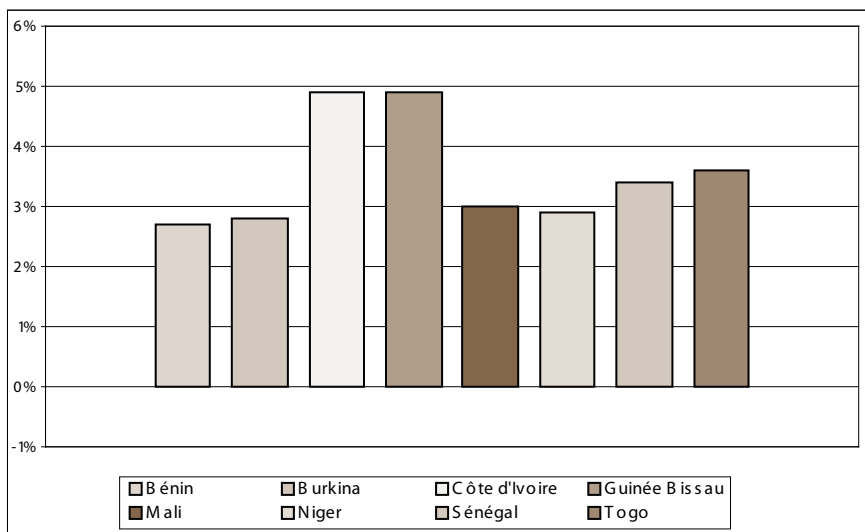
1.1.4 Prix

Les tensions observées sur les prix à la consommation en 2010 ont persisté dans l'Union, sous l'effet du renchérissement du prix des denrées alimentaires importées et des produits pétroliers, ainsi que du faible approvisionnement des marchés en produits de grande consommation, notamment en Côte d'Ivoire, du fait de la crise. A fin septembre 2011, le taux d'inflation a atteint, en moyenne, un pic de 4,1% contre 0,9% à la même période de l'année 2010. La baisse des prix amorcée durant le dernier trimestre de l'année a permis de ramener la progression du niveau général des prix, en moyenne sur l'ensemble de l'année 2011, à 3,9%.

Les tensions observées sur les prix à la consommation en 2010 ont persisté...

Par pays, le taux d'inflation s'est établi à 4,9% en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, 3,6% au Togo, 3,4% au Sénégal, 3,0% au Mali, 2,9% au Niger, 2,8% au Burkina et 2,7% au Bénin.

GRAPHIQUE N° 1 :
EVOLUTION MOYENNE DES PRIX PAR PAYS EN 2011



GRAPHIQUE N° 2

EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE ET DU TAUX D'INFLATION DANS L'UNION



1.2 FINANCES PUBLIQUES

La situation financière des Etats s'est détériorée.

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée par une aggravation des déficits publics. Le déficit global, base engagements, hors dons, est estimé à 2.354,1 milliards en 2011 contre 1.877,2 milliards un an auparavant. Rapporté au PIB, il ressort à 6,5% en 2011 contre 5,4% en 2010. Le solde budgétaire de base est déficitaire de l'ordre de 927,0 milliards, passant de 1,2% du PIB en 2010 à 2,5% du PIB. Cette situation reflète la persistance des pressions sur les dépenses courantes, en particulier la masse salariale, ainsi que les transferts et subventions.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union ont augmenté de 2,5% en 2011, ressortant à 6.375,1 milliards contre 6.220,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte de la progression des recettes budgétaires des sept (7) autres pays de l'Union, atténuée par la diminution de celles de la Côte d'Ivoire.

Pour leur part, les dépenses et prêts nets se sont accrus de 7,8%, en passant de 8.097,8 milliards à fin décembre 2010 à 8.729,2 milliards à fin décembre 2011. Cette situation s'explique par l'augmentation des dépenses courantes, notamment les dépenses salariales, de fonctionnement, ainsi que les charges sur les intérêts de la dette qui ont enregistré des hausses respectives de 3,3%, 9,1% et 17,5%. Exception faite de la Côte d'Ivoire, les dépenses en capital se sont accrues dans tous les pays de l'Union, en liaison avec la poursuite de l'exécution des investissements publics, notamment dans le domaine des infrastructures. Globalement, le niveau des dépenses en capital est ressorti à 2.615,3 milliards en 2011 contre 2.477,9 milliards en 2010.

Au titre de la surveillance multilatérale, aucun Etat membre n'a respecté l'ensemble des critères de convergence de premier rang retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité.

1.3 BALANCE DES PAIEMENTS

Les estimations de la balance des paiements font ressortir au cours de l'année 2011 un excédent de 195,4 milliards, sous l'effet d'une amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières consécutive à la hausse des ressources extérieures mobilisées en appui aux efforts de reconstruction de l'économie ivoirienne et d'investissement dans les autres Etats membres.

Le déficit du compte courant, hors dons, est estimé à 6,2% du PIB contre 6,0% du PIB en 2010. L'aggravation du déficit s'explique par la dégradation de la balance des services et des revenus nets, dont les effets seraient atténués par une amélioration de la balance commerciale et une légère hausse des transferts courants nets.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est renforcé, en relation avec l'augmentation des tirages sur prêts publics, dans le sillage de la normalisation des relations entre certains Etats membres de l'Union et la communauté financière internationale, ainsi que l'émission d'obligations de l'Etat sénégalais sur le marché financier international à hauteur de 500 millions de dollars. L'évolution favorable des flux de financement extérieurs serait, toutefois, modérée par la baisse des Investissements Directs Etrangers (IDE) et la détérioration des autres capitaux privés nets.

1.4 SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

Le profil des agrégats monétaires a été caractérisé par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires et une hausse du crédit intérieur. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est également ressortie en hausse.

Les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont accrus de 195,4 milliards pour s'établir à 5.831,5 milliards. Cette évolution est imputable au renforcement de 349,3 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO, qui se situent à 5.903,9 milliards à fin décembre 2011. La revalorisation du stock d'or et les produits générés par les avoirs en devises expliquent essentiellement l'augmentation des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale. La position extérieure nette des banques est, pour sa part, ressortie débitrice de 72,4 milliards à fin décembre 2011, contre un excédent de 81,5 milliards en 2010.

Par rapport à fin décembre 2010, le **crédit intérieur** a enregistré une hausse de 16,4% pour se situer à 10.144,1 milliards. Cet accroissement est essentiellement imputable à la dégradation de la position nette débitrice des Gouvernements, qui a fortement augmenté, pour ressortir à 2.330,4 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 22,2% par rapport au niveau atteint à la période correspondante de l'année 2010. Cette évolution est liée à la progression des concours des banques (+552,5 milliards), du fait de l'importance des bons du Trésor émis au cours de la période et au recours aux concours du FMI (+161,6 milliards).

L'encours des **crédits à l'économie s'est accru** de 14,8% d'une année à l'autre, pour s'établir à 7.813,7 milliards à fin décembre 2011. Cette hausse est imputable essentiellement aux crédits ordinaires (+14,8%) et aux crédits de campagne (+10,9%). La hausse des crédits ordinaires résulterait principalement des concours octroyés à des entreprises des secteurs de l'énergie, de l'agro-industrie, des télécommunications, des mines et du commerce.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** a connu une progression de 11,1%, pour s'établir à 13.675,0 milliards à fin décembre 2011. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par les dépôts en banque, qui ont augmenté de 14,2%, et par la circulation fiduciaire qui s'est consolidée de 3,3%.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2011, la **base monétaire** s'est renforcée de 10,0%, en se situant à 5.813,3 milliards à fin décembre 2011, en raison principalement de la progression des réserves des banques et de la circulation fiduciaire, respectivement de 21,1% et 3,3%.

Les **interventions globales** de l'Institut d'émission en faveur des banques, des établissements financiers et des Trésors nationaux sont ressorties à 1.992,1 milliards au 31 décembre 2011, en hausse de 20,3% par rapport au niveau enregistré en décembre 2010. Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers se sont établis à 587,7 milliards, en progression de 38,3%, sous l'effet de la poursuite par la BCEAO des opérations d'open market. Les concours aux Trésors nationaux se sont situés à 1.403,3 milliards, en hausse de 14,3% par rapport à leur niveau en 2010.

Dans un contexte caractérisé par le maintien du rythme de progression des prix à un niveau compatible avec les objectifs de la politique monétaire, en relation notamment avec le rétablissement des circuits de distribution en Côte d'Ivoire et le recul de l'inflation importée, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs tout au long de l'année 2011. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de prêt marginal sont demeurés respectivement à 3,25% et 4,25%.

Depuis l'harmonisation, le 16 décembre 2010, des coefficients de réserves obligatoires à 7% dans tous les Etats, le statu quo a été maintenu par le Comité de Politique Monétaire. Pour un niveau de réserves requises de 636,6 milliards au titre de la période de constitution prenant fin le 15 décembre 2011, les réserves effectivement constituées, appréhendées à travers le solde des comptes ordinaires et de règlement des banques auprès de la Banque Centrale, sont ressorties à 1.366,6 milliards. Ainsi, les réserves libres se sont situées à 729,2 milliards, contre 426,0 milliards pour la période échue le 15 décembre 2010.

L'évolution des taux sur le marché monétaire laisse apparaître une détente en 2011. En effet, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine s'est replié, passant de 3,52% à 3,41%.

Sur le marché interbancaire, l'encours des prêts s'est élevé à 120 Mds au cours

de la dernière semaine de l'année 2011 contre 102 Mds un an plus tôt. Les taux à une semaine se sont détendus, en ressortant en moyenne à 3,63% au quatrième trimestre 2011, après 3,65% au dernier trimestre 2010.

Le marché de titres publics a connu un important essor au cours de ces dernières années. D'un montant de 1.234 Mds au 31 décembre 2010, l'encours des titres publics (bons et obligations) s'est chiffré à 2.629 Mds au 31 décembre 2011. Contrairement à l'année 2010, le dynamisme du compartiment de court terme (bons du Trésor) a fait place à un regain d'activité sur le compartiment obligataire. Sur l'ensemble de l'année 2011, les émissions de bons du Trésor se sont chiffrées à 1.124 Mds contre 1.946 Mds un an auparavant. Par contre, les émissions d'obligations du Trésor sont ressorties à 809 Mds contre 250 Mds l'année précédente.

Au niveau du marché financier régional, les indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) se sont inscrits en baisse. Le principal indice boursier (BRVM10) a enregistré un repli de 24,47 points sur l'année 2011.

2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

2.1 Textes d'application issus de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO

La Commission Bancaire a pris sept (7) circulaires précisant les modalités d'application de certaines dispositions de la loi portant réglementation bancaire et/ou de celle portant réglementation des systèmes financiers décentralisés. Il s'agit de :

La Commission Bancaire a pris sept (7) circulaires précisant les modalités d'application de certaines dispositions de la loi bancaire.

- Circulaire n°001-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative à la procédure d'audition des dirigeants, administrateurs et représentants d'actionnaires des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés (SFD) ;
- Circulaire n°002-2011/CB/C du 4 janvier 2011 précisant les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants au sein des établissements de crédit de l'UMOA ;
- Circulaire n°003-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative à l'organisation du système de contrôle des établissements de crédit de l'UMOA ;
- Circulaire n°004-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit de l'UMOA ;
- Circulaire n°005-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative à la gouvernance des établissements de crédit de l'UMOA ;
- Circulaire n°006-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative à la mise sous administration provisoire des établissements de crédit et des SFD de l'UMOA ;

- Circulaire n°007-2011/CB/C du 4 janvier 2011 relative à la liquidation des établissements de crédit et des SFD de l'UMOA.

Ces circulaires, entrées en vigueur le 1er février 2011, ont été publiées sur le site web de la BCEAO.

La Commission Bancaire a également adopté, le 4 janvier 2011, les textes régissant son organisation interne, à savoir un règlement intérieur, un code de déontologie applicable à ses membres et un système de délégation et de subdélégation de pouvoirs, dans le cadre du processus de prise de décision.

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite de l'adaptation de la supervision bancaire aux mutations de l'environnement économique et financier, les nouvelles instructions, ci-après, ont été édictées par la BCEAO en vue de la mise en œuvre de certaines dispositions de la loi portant réglementation bancaire :

- Instruction n° 017-04-2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier d'agrément en qualité d'établissement de crédit ;
- Instruction n°018-04-2011 du 21 avril 2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de déclaration d'intention d'installation dans le cadre de l'agrément unique ;
- Instruction n°019-12-2011 du 27 décembre 2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat des établissements de crédit ;
- Instruction n°020-12-2011 du 27 décembre 2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'autorisation préalable pour la fusion ou la scission d'établissements de crédit ;
- Instruction n°021-12-2011 du 27 décembre 2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'autorisation préalable pour la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou du nom commercial des établissements de crédit.
- Instruction n° 22-12-2011 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'autorisation préalable pour l'extension des activités des établissements financiers à caractère bancaire

2.2 Autres réglementations régissant le secteur bancaire

En vue de faciliter la pleine application du règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO a pris, le 13 juillet 2011, onze (11) instructions présentées sur son site web.

ENCADRE N°1 : LA BANCASSURANCE DANS L'UMOA

La bancassurance pourrait être analysée d'une part comme une offre conjointe de services bancaires et de produits d'assurance par un même réseau de distribution, se traduisant par des accords de partenariat, et d'autre part comme le rapprochement structurel entre établissements bancaires et compagnies d'assurance à travers des politiques de diversification.

La Commission Bancaire de l'UMOA, pour davantage appréhender l'importance des activités de bancassurance, a procédé auprès d'un échantillon de trente-deux (32) banques (reparties dans six pays de l'Union) à une enquête, au cours du premier trimestre 2012. Vingt-trois (23) de ces banques appartiennent à un réseau bancaire ou financier.

Il en ressort que la quasi-totalité des banques, ayant répondu au questionnaire, commercialise des produits assurantiels pour compte de tiers, dans le cadre de contrat de partenariat et dans une moindre mesure d'intermédiation-distribution avec les sociétés d'assurances. Ces contrats sont rendus possibles par la délivrance d'autorisations préalables de la Conférence Interafricaine du Marché des Assurances (CIMA) aux sociétés d'assurance partenaires.

Les produits assurantiels commercialisés dans le cadre de ces contrats peuvent être regroupés en deux catégories à savoir les produits subordonnés à l'existence d'opérations bancaires (comptes de dépôts, moyens de paiement et opérations de crédit et de garantie) et d'autre part des produits à titre exclusif sans lien avec les opérations de banque.

La rémunération des banques sur la commercialisation de ces produits se fait principalement sous forme de commissions comprises entre 5% et 25% des primes nettes des frais de gestion, selon le type de produit. Une banque a, toutefois, signalé ne pas être rémunérée sur la commercialisation desdits produits. Par ailleurs, sur la base des statistiques, sur les trois dernières années, fournies par une minorité de ces banques, les revenus assurantiels atteignent difficilement 1% des produits nets bancaires.

S'agissant de la gestion des activités de bancassurance, la quasi-totalité des banques interrogées déclarent ne pas mettre en œuvre un dispositif spécifique de gestion de risques. En revanche, la surveillance des risques liés à cette activité est prise en charge par le contrôle interne ou la direction de l'exploitation. A cet égard, les risques recensés ont trait essentiellement aux risques opérationnels (erreurs, fraudes), risques de non conformité, risques juridiques et risques de ressources humaines.

Les banques relèvent néanmoins des avantages significatifs liés à l'exercice d'activités de bancassurance. En effet, la commercialisation de ces produits favorise la diversification des produits et services offerts à la clientèle, la fidélisation des clients à long terme et la collecte des placements des assureurs. Cependant, l'expansion de cette activité est confrontée notamment au faible taux de bancarisation, à la méconnaissance et la méfiance des populations vis-à-vis des produits d'assurance, exacerbées par la lenteur dans l'indemnisation des clients, en cas de réalisation des dommages.

II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA

1. PAYSAGE BANCAIRE

L'effectif des établissements de crédit agréés est passé de cent dix-huit (118) à cent vingt-et-une (121) unités (107 banques, dont 4 succursales et 14 établissements financiers à caractère bancaire (EF), dont 3 succursales).

Cette évolution résulte d'une part de l'agrément de deux (2) banques en Côte d'Ivoire, d'une (1) au Niger et d'un (1) établissement financier à caractère bancaire au Togo, et d'autre part, du retrait d'agrément d'un (1) établissement financier au Mali.

Ainsi, la répartition des établissements de crédit agréés par pays se présente comme suit :

103 banques et 11 établissements financiers à caractère bancaire bénéficient d'un agrément à fin 2011.

TABLEAU N° 2 :
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS PAR PAYS

Pays	Banques	Succursales bancaires	Établissements financiers	Succursales d'EF	Total
Bénin	13	-	-	-	13
Burkina	11	1	4	1	17
Côte d'Ivoire	22	1	1	-	24
Guinée-Bissau	4	-	-	-	4
Mali	13	-	1	1	15
Niger	11	-	1	-	12
Sénégal	18	1	1	1	21
Togo	11	1	3	-	15
Total	103	4	11	3	121

1.1. ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

TABLEAU N° 3 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE PAR PAYS (*)

Pays	Nombre d'établissements			Total bilans en M. F.CFA	Parts de marché (**)	Guichets (***)	GAB/DAB (****)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Banques	Etablissements financiers	Total						
Bénin	12	-	12	1 882 605	12,3%	175	153	640 118	2 150
Burkina	11	4	15	1 920 452	12,5%	199	180	747 965	1 966
Côte d'Ivoire	20	-	20	4 226 948	27,5%	513	527	3 150 941	5 543
Guinée-Bissau	4	-	4	141 855	0,9%	21	13	56 120	260
Mali	13	1	14	2 044 580	13,3%	347	263	1 416 129	2 737
Niger	10	1	11	710 916	4,6%	93	70	261 373	1 203
Sénégal	18	1	19	3 364 937	21,9%	336	345	986 009	4 144
Togo	11	2	13	1 069 022	7,0%	169	118	651 596	1 722
UMOA	99	9	108	15 361 315	100,0%	1 853	1 669	7 910 251	19 725

(*) Ce décompte n'intègre pas les succursales, de même qu'un établissement de crédit dont les états financiers ne sont pas disponibles.

(**) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(***) Agences, bureaux et points de vente

(****) Guichets Automatiques Bancaires / Distributeur Automatique de Billets

Sous l'effet conjugué de la fusion-absorption de Equibail-Mali par BOA-Mali, de l'arrêt des activités de African Investment Bank (AIB) et du Crédit du Niger (CDN), ainsi que du démarrage des activités des trois (3) succursales de Diamond Bank Bénin (en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo), de la succursale de la CBAO Attijariwafabank au Burkina et de la Banque Agricole du Niger (BAGRI), le nombre d'unités en activité dans l'Union a augmenté de deux (2) unités, ressortant ainsi à cent-seize (116) unités à fin décembre 2011 (103 banques dont 4 succursales et 13 établissements financiers dont 3 succursales).

En revanche, il convient de signaler que les données agrégées sont celles de cent-douze (112) unités **(103 banques dont 4 succursales et 9 établissements financiers à caractère bancaires)**, en raison de l'indisponibilité des états financiers de SAFCA-Alios finance et ses trois (3) succursales.

Au terme de l'exercice 2011, les établissements de crédit de l'Union affichent un total des bilans de 15.361 Mds, soit une augmentation de 15,2% par rapport à fin décembre 2010. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des actifs dans tous les pays (+15,9% au Bénin, +21,0% au Burkina, +15,8% en Côte d'Ivoire, +38,6% en Guinée-Bissau, +10,7% au Mali, +9,8% au Niger, +11,6% au Sénégal, +24,4% au Togo).

Le réseau bancaire (agences, bureaux et points de vente) s'est étoffé de 9,8%, pour atteindre 1.853 unités. Il s'est élargi dans l'ensemble des Etats de l'Union. Les augmentations sont comprises dans une fourchette allant de 6 guichets au Burkina à 60 au Mali. Les guichets automatiques bancaires ou les Distributeurs Automatiques de Billets (GAB/DAB) ont augmenté de 24,9% pour s'établir à 1.669 unités au 31 décembre 2011.

Le nombre d'agents employés par le système bancaire de l'Union a continué de s'accroître pour atteindre 19.725 personnes, avec un rythme moins important que celui de l'exercice 2010 (1,8% contre 10,2%). L'effectif des employés cadres, en hausse de 296 agents, représente 38,0% du total des employés de cette population.

Le nombre de comptes de la clientèle a affiché une progression de 56,3%, pour atteindre 7.910.251. Les comptes de particuliers ont augmenté de 54,3% contre 12,4% un an auparavant et ceux détenus par les personnes morales de 75,8% après avoir atteint 20,6% l'année précédente.

Le taux de bancarisation tenant compte des statistiques provisoires fournies par les établissements de crédit et d'une population de l'Union estimé 99,9 millions d'habitants, ressort à 7,9% en 2011.

Par pays, le taux de bancarisation se présenterait comme suit :

TABLEAU N°4 :
REPARTITION DU TAUX DE BANCARISATION ESTIMATIF PAR PAYS

Pays	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
Libellés									
Nombre des comptes des particuliers	640.118	747.965	3.150.941	56.120	1.416.129	261.373	986.009	651.596	7.910.251
Population en millions d'habitants	9,1	16,2	23,5	1,5	15,6	15,3	12,6	6,0	99,9
Taux de bancarisation estimatif	7,0%	4,6%	13,4%	3,8%	9,1%	1,7%	7,8%	10,8%	7,9%

1.2. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DU BILAN³

TABLEAU N° 5 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DU BILAN

Taille du bilan Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
- Supérieur à 200 Mds(banques uniquement)	3	4	8	-	4	-	5	1	25	61,6%	971	1 052	4 408 239	10 098
- Entre 100 Mds et 200 Mds (banques uniquement)	4	3	2	-	3	4	7	3	26	23,7%	531	374	2 635 591	4 922
- Inférieure à 100 Mds	5	8	10	4	7	7	7	9	57	14,7%	351	243	866 421	4 705
- Banques	5	4	10	4	6	6	6	7	48	14,3%	331	223	863 094	4 562
- Etablissements financiers	-	4	-	-	1	1	1	2	9	0,4%	20	20	3 327	143
Total	12	15	20	4	14	11	19	13	108	100,0%	1 853	1 669	7 910 251	19 725

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

Les établissements de crédit de l'Union sont classés, en fonction de la taille de leur bilan, en trois catégories : grands pour un total des bilans supérieur à 200 Mds, moyens pour un total compris entre 100 Mds et 200 Mds et petits pour un total inférieur à 100 Mds.

Le paysage bancaire est constitué de 25 grandes banques, 26 banques moyennes et 57 établissements de petite taille.

Sur la base des nouveaux seuils définis au 31 décembre 2011, le paysage bancaire se composait de 25 grandes banques, 26 banques moyennes et 57 établissements de petite taille.

Les grandes banques concentrent 61,6% des actifs de l'Union, couvrent 52,4% du réseau d'agences, 63,0% des GAB, 55,7% des comptes bancaires et 51,2% des effectifs.

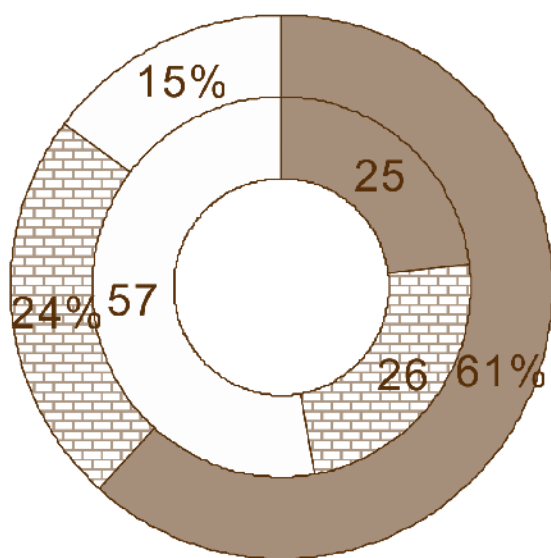
³- Les seuils de classification retenus depuis 1998 ont été doublés à compter de ce rapport, pour tenir compte de la croissance des actifs et des fonds propres prudentiels des établissements de crédit.

Les banques de taille moyenne détiennent 23,7% des actifs du système bancaire, cumulent 28,7% des implantations, 22,4% des GAB, 33,3% des comptes de la clientèle et 25,0% des effectifs des établissements de l'Union.

Les cinquante-sept (57) petits établissements détiennent 14,7% des actifs avec 18,9% des bureaux et agences, 14,6% des GAB, 11,0% des comptes bancaires et 23,9% des effectifs.

GRAPHIQUE N° 3
REPARTITION DU TOTAL DE BILAN ET DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SELON LA CATEGORIE

COURONNE EXTERIEURE : Part dans le total de bilan
 COURONNE INTERIEURE : Nombre d'établissements



■ GRANDS ■ MOYENS □ PETITS

1.3. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON LA NATURE DES ACTIVITES

TABLEAU N° 6 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR CIBLE PRIVILEGIE

Activités principales	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB/DAB (***)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Banques	12	11	20	4	13	10	18	11	99	99,6%	1 833	1 669	7 906 924	19 582
- Généralistes	10	9	17	3	9	8	14 (****)	10	80	91,6%	1667	1551	7 261 228	17676
- Spécialistes	2	2	3	1	4	2	4	1	19	8,0%	166	118	645 696	1906
. agriculture	-	-	1	-	1	1	1	-	4	3,2%	75	62	325 250	734
. habitat	1	1	1	-	1	-	1	-	5	2,8%	33	24	168 752	546
. Microfinance	1	1	1	1	2	1	2	1	10	2,1%	58	32	151 694	626
Etablissements financiers	-	4	-	-	1	1	1	2	9	0,4%	20	0	3 315	143
- Prêt	-	1	-	-	-	1	-	-	2	0,1%	9	0	3 315	66
- Crédit bail ou Location avec option d'achat	-	3	-	-	-	-	1	-	4	0,1%	9	0	0	69
- Affacturage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	0	0	0	0
- Cautionnement	-	-	-	-	1	-	-	-	1	0,0%	1	0	0	8
- Paiement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0%	0	0	0	0
- Capital-risque	-	-	-	-	-	-	-	2	2	0,2%	1	0	0	0

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets Automatiques Bancaires/Distributeur Automatiques de Billets

(****) dont une banque orientée vers les opérations de marché

Au 31 décembre 2011, les quatre-vingt-dix-neuf (99) banques en activité se répartissent en quatre-vingt (80) établissements généralistes ou à vocation universelle et dix-neuf (19) unités spécialisées notamment dans le financement de l'agriculture (4), de l'habitat (5) et dans la microfinance (10). Les parts cumulées de ces deux catégories dans le total des actifs des établissements de crédit de l'Union sont de 91,6% et 8,0% respectivement. Ces banques cumulent 90,0% et 9,0% des agences et bureaux ainsi que 92,9% et 7,1% des GAB, couvrent 91,8% et 8,2% des comptes de la clientèle et emploient 89,6% et 9,7% des effectifs du personnel.

Les neuf (9) établissements financiers à caractère bancaire, classés, en fonction de la nature de leur activité, ne sont présents que dans quatre (4) catégories. Ils détiennent 0,4% du marché, 1,1% des implantations, 0,3% des effectifs du personnel et une proportion insignifiante des comptes de la clientèle.

ENCADRE N°2 : LA SUPERVISION BANCAIRE BASEE SUR LES RISQUES

La supervision bancaire basée sur les risques (SBR) se présente comme un processus permettant aux superviseurs, à travers des contrôles sur pièces et sur place, d'évaluer les risques encourus et la politique de gestion mise en place par les établissements de crédit et de mettre en adéquation leurs ressources disponibles en fonction du profil des risques et de l'importance systémique desdits établissements.

Comparée à l'approche traditionnelle qui repose sur un contrôle de conformité de la situation financière à une date donnée, la SBR met l'accent sur la connaissance de l'institution et l'évaluation de la qualité des systèmes de gestion mis en place par les établissements de crédit pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler les risques, de manière appropriée. Au delà des gains pour les superviseurs, cette technique permet également aux banques d'améliorer la gestion et la surveillance de leurs risques.

La nouvelle approche rejoint les recommandations faites au plan international, notamment l'accord de Bâle II et les principes fondamentaux de Bâle pour une supervision efficace qui requièrent d'une part, des banques de mettre en place des systèmes efficaces de gestion des différents risques et d'autre part, des superviseurs, de s'assurer de l'efficacité de ces dispositifs. Les principaux risques recensés de manière non limitative sont les risques de crédit, de marché, de liquidité, opérationnel, juridique, stratégique, de réputation, etc.

La SBR repose sur les six (6) étapes suivantes :

1. **l'identification et la connaissance du profil de risque de l'institution** : il s'agit, sur la base de différentes informations disponibles notamment au niveau du contrôle sur pièce, de définir le profil de la banque : historique, capital, actionnariat, réseau, effectif, stratégie, principaux risques inhérents, situation financière, etc. Ce profil doit être régulièrement actualisé et au moins avant et après chaque contrôle sur place ;
2. **l'évaluation des risques de l'institution** : le superviseur doit évaluer les forces et faiblesses de la banque dans la gestion des différents risques identifiés, en vue de concevoir une matrice des risques et de rédiger une note d'évaluation. La matrice identifie pour chaque type d'activité, le niveau du risque inhérent, la qualité des systèmes de gestion et de réduction du risque, le niveau et la tendance du risque résiduel ou composite ;
3. **la planification des actions de supervision** : tenant compte du profil de risque de l'institution, le plan doit permettre de déterminer la fréquence des contrôles sur place à réaliser dans un horizon déterminé, en fonction des ressources du superviseur. Il doit indiquer le type de contrôle, les domaines cibles et les techniques à utiliser (réunions avec la direction de la banque, contrôles sur pièces, contrôles sur place ciblés ou globaux, revues limitées, échanges avec le superviseur d'origine ou hôte, etc) ;
4. **la définition du champ de contrôle** : elle est liée au profil de risque et à la planification des actions de supervision. Les domaines d'investigation sont identifiés et font l'objet d'une répartition entre les membres de l'équipe de vérification ;
5. **la conduite de la mission de contrôle** : en fonction de la sévérité des risques encourus, les diligences effectuées peuvent varier de procédures de contrôles simples à des vérifications approfondies. Les contrôles sont matérialisés par des feuilles de travail permettant au reviseur de voir les contrôles opérés, les résultats obtenus et les recommandations à faire. La mission doit se conclure par une réunion de restitution avec la banque et donner lieu à la notation de l'institution ;
6. **la communication des conclusions** : les recommandations de la mission doivent faire l'objet d'un suivi approprié. Le cas échéant, des actions prudentielles peuvent être déclenchées sous forme d'injonctions ou de sanctions plus sévères.

Dans l'optique d'une évaluation accrue des risques, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA continue d'approfondir sa méthodologie de surveillance des principaux risques auxquels les établissements sont exposés et l'évaluation des fonds propres nécessaires à leur couverture. Avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril 2010, de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO et des évolutions réglementaires qui s'y rapportent, notamment l'adoption de normes de solvabilité différenciées, les prochaines étapes visent un meilleur suivi par les établissements assujettis, des recommandations de la Commission Bancaire, ainsi qu'un ciblage accru de ses contrôles et décisions, en fonction du profil de risques.

1.4. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON L’AFFILIATION A UN GROUPE

TABLEAU N° 7 :
PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES (*)

Groupe	Nombre d'établissements	Parts de marché (**)	Guichets (***)	GAB/DAB	Nombre de comptes de la clientèle	Effectifs
ETI	8	15,3%	225	256	1 131 339	1 728
Société Générale	4	11,2%	129	142	524 584	2 020
BOA Group	6	10,1%	145	168	573 827	1 598
ATTIJARIWafa	4	8,7%	210	191	571 078	2 166
BNP Paribas	7	7,0%	176	144	362 658	1 296
AFG	4	6,2%	81	119	442 144	1 340
UBA	4	3,3%	59	78	212 941	777
BSIC	7	2,4%	73	58	68 649	944
Total	44	63,9%	1 098	1 156	3 887 220	11 869

(*) détenant au moins 2% de parts de marché

(**) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(***) Agences, bureaux et points de vente

Plusieurs groupes bancaires, de dimension internationale ou régionale, opèrent dans la zone.

Le paysage bancaire de l'Union demeure marqué au 31 décembre 2011 par la présence de huit (8) groupes principaux que sont : Ecobank Transnational Incorporated (ETI), la Société Générale, Bank Of Africa (BOA Group), Attijariwafa Bank, BNP Paribas, Atlantic Financial Group (AFG), United Bank for Africa (UBA) et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC).

Leur influence s'étend à la quasi-totalité des pays de l'UMOA et concerne 44 établissements de crédit sur les 116 en activité. Ils concentrent 63,9% du total des bilans, 59,3% des guichets, emploient 60,2% des agents, détiennent 49,1% des comptes de la clientèle et contrôlent 69,3% des GAB.

Le groupe ETI, avec une part des actifs de 15,3%, demeure le groupe le plus important en terme d'actifs. Il est présent dans tous les Etats de l'Union et détient désormais 12,1% du réseau, 15,3% des GAB, 14,3% des comptes de la clientèle ainsi que 8,8% des effectifs.

La Société Générale occupe la deuxième place avec une part des actifs totaux en légère baisse à 11,2%. Elle dispose de filiales dans quatre (4) pays de l'Union, totalise 7,0% des guichets, 8,5% des GAB, 6,6% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 10,2% des salariés. Deux (2) des trois (3) plus grands établissements de l'Union, par la taille de bilan, font partie de ce groupe.

Le groupe BOA est constitué de six (6) banques dans la zone, et demeure au troisième rang. Il est présent dans six pays de l'Union et concentre 10,1% du total des bilans, 7,8% des guichets, 10,1% des GAB, 7,3% des comptes bancaires de la clientèle et 8,1% des agents.

Le groupe Attijariwafa Bank cumule 8,7% des actifs totaux. Constitué de quatre (4) unités dont l'une est le deuxième plus grand établissement de l'Union en termes de total bilan, il couvre 11,3% du réseau, 11,4% des GAB, 7,2% des comptes-clientèle et 11,0% des salariés.

Avec 7,0% de part de marché, le groupe AFG est implanté dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau et concentre 9,5% du réseau, 8,6% des GAB, 4,6% des comptes-clientèle et 6,6% des salariés du secteur.

Le groupe BNP Paribas concentre 6,2% du total des bilans de l'Union contre 7,4% précédemment. Avec quatre (4) unités présentes dans quatre (4) pays, le groupe détient 4,4% des guichets, 7,1% des GAB, 5,6% des comptes de la clientèle et 6,8% des salariés.

Le groupe UBA, avec ses quatre (4) unités, détient 3,3% des actifs totaux, couvre 3,2% du réseau, 4,7% des GAB, 2,7% des comptes de la clientèle et 3,9% des salariés.

Le groupe BSIC, avec ses 7 unités, représente 2,4% du total des actifs de l'Union et concentre 3,9% du réseau, 3,5% des GAB, 0,9% des comptes de la clientèle et 4,8% des salariés.

Douze (12) autres groupes, de moindre envergure (moins de 2% des actifs, chacun) font également partie du paysage bancaire : DIAMOND BANK (4 banques dont 3 succursales), CITI (2 banques), Banque Islamique de Développement (BID - 2 banques), Oragroup (2 banques), Libyan Foreign Bank (LFB - 4 banques), BGFIBANK (1 banque), Standard Chartered Bank BV (1 banque), Bridge Bank Group (1 banque), Banque Régionale de Solidarité (BRS - 8 banques), COFIPA (1 banque), Access Bank Plc (1 banque) et Alios Finance (SAFCA - 4 établissements financiers dont 3 succursales). Hormis SAFCA, ils contrôlent ensemble vingt-cinq (25) établissements de crédit de l'Union, totalisent 9,7% des actifs, détiennent 6,4% des implantations, 4,2% des GAB, 3,4% des comptes-clientèle et emploient 10,1% des effectifs.

En somme, vingt (20) groupes bancaires opèrent dans l'Union. Ils contrôlent soixante-seize (76) établissements de crédit dont sept (7) succursales, disposent de 73,6% des parts de marché, 65,7% des implantations, 73,5% des GAB, 52,5% des comptes de la clientèle et emploient 70,3% des effectifs. Sept (7) de ces groupes sont détenus par des holdings qui sont installées dans l'Union. Il s'agit de ETI, Holding COFIPA, AFG, Bridge Group West Africa, BRS, Oragroup et Bank Of Africa West Africa.

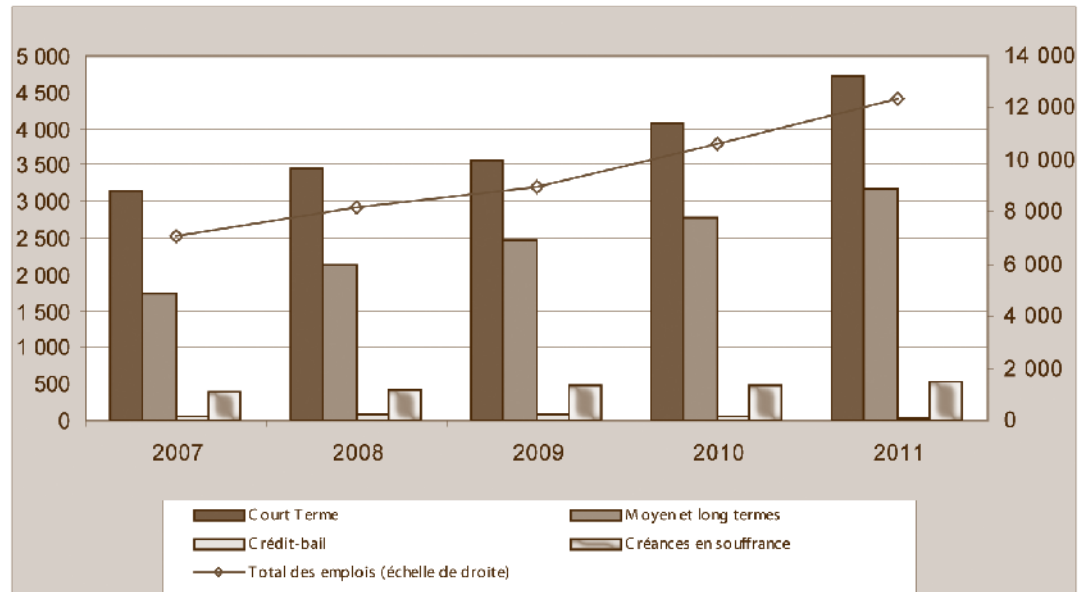
2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

2.1. EMPLOIS

GRAPHIQUE N° 4

UMOA : EVOLUTION DES EMPLOIS (en Mds de FCFA)

(2011 : données provisoires)



Après la hausse de 18,8% en 2010, les emplois nets du système bancaire de l'UMOA se sont consolidés de 16,0% pour s'établir à 12.354 Mds.

Les emplois nets de l'Union se sont consolidés de 16,0% pour s'établir à 12.354 Mds.

En comparaison à l'année précédente, les parts des grandes banques et des établissements de taille moyenne sont ressorties en hausse respectivement à 61,6% et 23,8%, alors que les banques de petite taille ont vu leur part fléchir, pour être portée à 14,6% contre 17,6% un an auparavant.

Comme l'année précédente, les établissements de crédit de Côte d'Ivoire enregistrent la plus forte contribution à l'accroissement des emplois, avec une part de 25,9%, contre 28,7% en 2010.

Les crédits à la clientèle se sont accrus de 14,5% pour se fixer à 8.465 Mds, dont...

Les crédits à la clientèle ont progressé de 14,5% pour se fixer à 8.465 Mds, leur quote-part dans les emplois enregistrant cependant une baisse de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 68,5%. Les grandes banques en concentrent 60,7%, tandis que la part des établissements de taille moyenne augmente à 24,3% contre 20,5% en 2010. Les encours des établissements de petite taille représentent 14,9% du total des crédits octroyés à la clientèle, soit 1.265 Mds.

Les crédits à court terme se renforcent sensiblement de 16,5% en s'établissant à 4.733 Mds, après un accroissement de 14,3% en 2010. Les crédits de campagne, contrairement à la tendance haussière entamée depuis deux ans, ont diminué de 9,1%. L'augmentation des crédits à court terme est perceptible dans tous les pays

de l'Union. Les concours à court terme bénéficient essentiellement aux secteurs du commerce, des restaurants et hôtels (39,0%), aux industries manufacturières (20,1%), aux services fournis à la collectivité (11,6%) et aux transports, entrepôts et communications (8,7%).

Les crédits à moyen terme se situent à 2.864 Mds, soit un accroissement de 14,7% contre 12,8% un an auparavant. Les établissements de grande taille ainsi que ceux de petite et moyenne tailles participent à la hausse avec respectivement 61,1%, 25,6% et 13,3%. Ces encours restent principalement détenus par les établissements du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, à hauteur de 28,3% et 20,3% respectivement contre 27,3% et 24,3% en 2010.

Les crédits à long terme se situent à 304 Mds, enregistrant une croissance de 9,3% contre 9,6% un an auparavant. La part des grandes banques augmente de 53,2% à 55,0%, en liaison avec la progression de 9,3% des encours détenus par cette catégorie. Les financements accordés par les banques de petite taille représentent une proportion de 27,5% contre 28,2% en 2010, tandis que ceux accordés par les banques de taille moyenne représentent 17,5% contre 18,5% un an auparavant.

Les crédits à moyen et long termes, dont le poids relatif dans le total des crédits s'est consolidé de 32,7% en 2007 à 37,4% en 2011, sont principalement affectés aux services fournis aux collectivités (28,4%), aux commerces, restaurants et hôtels (19,7%), aux transports, entrepôts et communications (17,2%) et industries manufacturières (15,2%).

Les engagements de crédit-bail se sont réduits de 41,9%, pour s'établir à 38,0 Mds. Ils sont portés par les établissements de grande et de petite tailles respectivement à hauteur de 95,0% et de 3,8%. Ces financements demeurent majoritairement octroyés en Côte d'Ivoire, dans une proportion de 56,1%, contre 78,5% en 2010.

TABLEAU N° 8
QUALITE DU PORTEFEUILLE SELON LA TAILLE DES ETABLISSEMENTS

(en pourcentage)

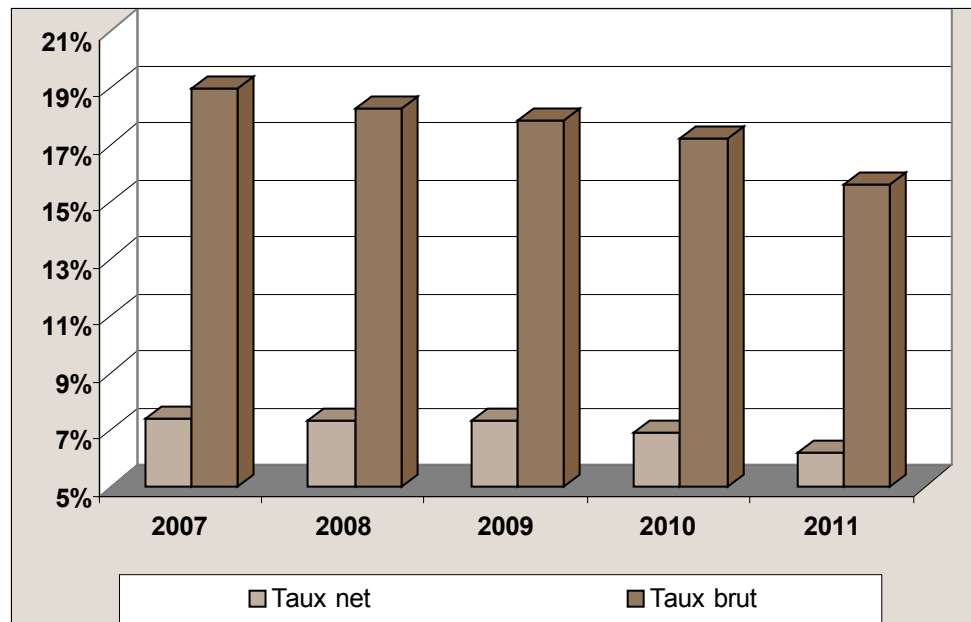
	GRANDS	MOYENS	PETITS	UMOA
Taux brut de dégradation	15,5	12,2	21,1	15,6
Taux net de dégradation	5,8	6,5	7,5	6,2
Taux de provisionnement	66,3	50,2	69,6	64,1

Poursuivant la tendance haussière observée un an auparavant, l'encours des créances en souffrance nettes augmente de 7,5% en se fixant à 527 Mds, contre une croissance de 1,8% l'année précédente. Cette nette dégradation est principalement liée à la situation des établissements de crédit de Côte d'Ivoire, du Bénin et du Sénégal, où les encours concernés ont augmenté respectivement de 37,0%, 24,6% et 10,6%. En revanche, une baisse est observée au Burkina (-19,2%), en Guinée-Bissau (-13,4%), au Mali (-9,1%), au Togo (-8,8%) et au Niger (-0,9%).

Les créances en souffrance se situent à 527 Mds.

GRAPHIQUE N° 5 :
TAUX DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE

(2011 : données provisoires)

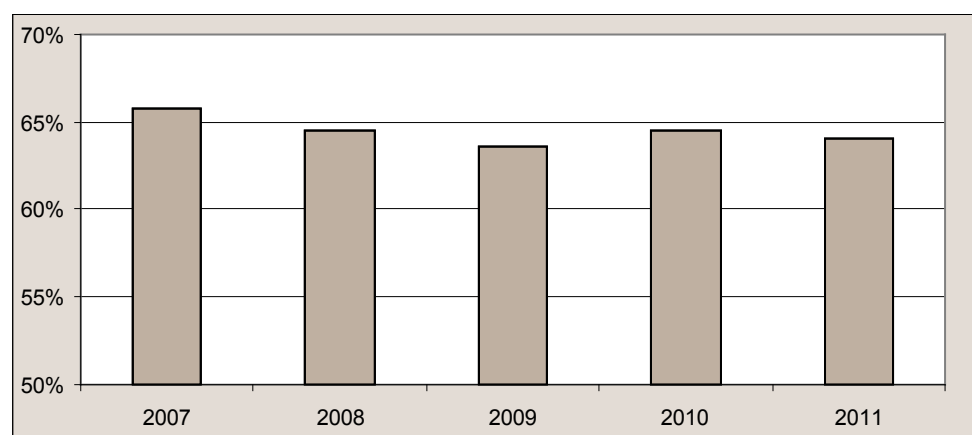


Le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 15,6% en moyenne, en amélioration de 1,5 point

Le taux brut de dégradation du portefeuille enregistre, pour la deuxième année consécutive, un recul de 1,5 point pour s'établir à 15,6%. Le Niger, le Mali et la Côte d'Ivoire affichent les pourcentages les plus élevés de l'Union avec respectivement 17,8%, 17,8% et 17,0%. Le taux de provisionnement est apparu en légère baisse, en passant de 65,5% à 64,1% à fin décembre 2011 (données provisoires). Le recul du taux de provisionnement est dû au volume des impayés ou immobilisés (quote-part des créances en souffrance dont le provisionnement n'est pas obligatoire) qui s'est accru de 10,3% pour s'établir à 301 Mds. Le taux net de dégradation a régressé de 6,6% à 6,2%.

GRAPHIQUE N° 6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE

(2011 : données provisoires)



Les titres de placement se sont accrus de 18,1% pour atteindre 2.257 Mds, contre une hausse de 62,8% en 2010. Ils sont détenus à hauteur de 63,7% par les établissements de grande taille et à 23,9% par les banques de taille moyenne de l'Union. Ces actifs, constitués essentiellement de bons et obligations émis par les Etats de l'Union, sont principalement détenus par les établissements de crédit du Sénégal (21,7%), de la Côte d'Ivoire (21,1%), du Bénin (19,3%), du Burkina (16,2%) et du Mali (12,8%).

Les titres de placement augmentent de 18,1% pour atteindre 2.257 Mds.

Les immobilisations financières progressent de 45,2% pour s'établir à 525 Mds. Ces actifs sont principalement détenus par les banques de la Côte d'Ivoire (30,9%), du Bénin (16,2%), du Burkina (16,0%), du Togo (13,1%) et du Mali (11,8%).

Les autres immobilisations, constituées principalement d'immobilisations d'exploitation, augmentent de 3,5% pour se fixer à 608 Mds.

TABLEAU N° 9
UTILISATIONS DE CREDIT DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

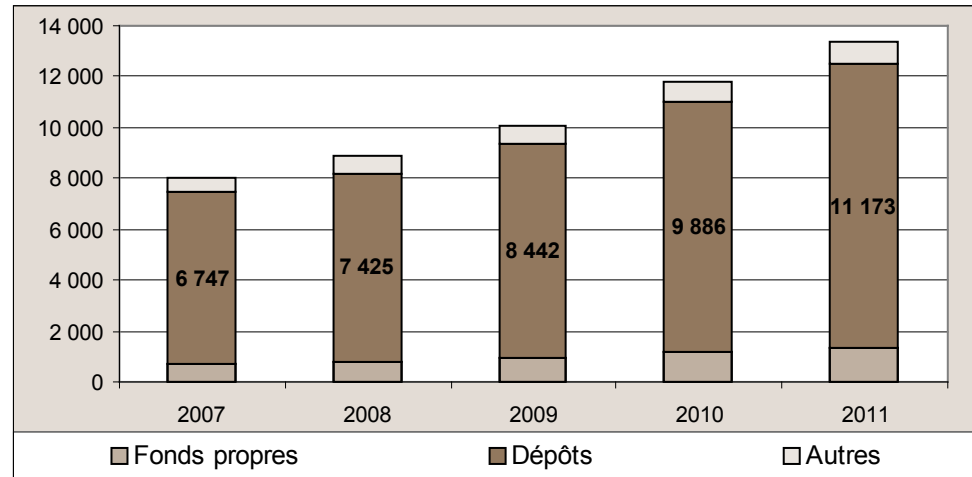
Secteurs d'activité	Décembre 2008	Décembre 2009	Décembre 2010	Décembre 2011
Agriculture, sylviculture et pêche	7%	3%	2%	3%
Industries extractives	1%	1%	2%	2%
Industries manufacturières	18%	18%	19%	19%
Electricité, gaz, eau	3%	3%	3%	3%
Bâtiments, travaux publics	4%	5%	6%	7%
Commerces, restaurants, hôtels	33%	33%	32%	33%
Transports, entrepôts et communications	12%	13%	14%	11%
Assurances, immobilier, services aux entreprises	5%	6%	5%	6%
Services divers	17%	17%	17%	16%
TOTAL	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

2.2 RESSOURCES

GRAPHIQUE N° 7 : EVOLUTION DES RESSOURCES (en Mds de FCFA)

(2011 : données provisoires)



Les ressources progressent de 13,5% à 13.381 Mds, dont notamment 11.173 Mds de dépôts et emprunts et...

Les ressources des établissements de crédit de l'Union ont atteint 13.381 Mds, soit une progression de 13,5% représentant un volume de 1.600 Mds, principalement due à la contribution des banques de grande taille (83,2%).

Les dépôts et emprunts ressortent à 11.173 Mds à fin décembre 2011, après une progression annuelle de 13,0%. Les grandes banques en détiennent 64,1%, tandis que les établissements de petite et moyenne tailles en concentrent respectivement 13,3% et 22,7%.

Les dépôts à vue se sont accrus de 19,5% contre 16,5% en 2010, pour s'établir à 5.783 Mds, tandis que les ressources à terme augmentent de 6,9% pour se fixer à 5.391 Mds.

...1.308 Mds de fonds propres nets

Les fonds propres nets, à la faveur notamment de la poursuite de la recapitalisation des banques et établissements financiers et d'opérations de restructuration financière, sont évalués à 1.308 Mds contre 1.159 Mds un an auparavant, soit une croissance de 12,8%, portée à hauteur 56,7% par les établissements de grande taille. Cet accroissement s'observe au niveau de la quasi totalité des pays de l'Union à l'exception de la Côte d'Ivoire (-4,7%). Les contributions les plus importantes sont localisées au Burkina (36,2%), au Sénégal (22,0%), au Bénin (15,9%) et au Mali (14,1%). A lui seul, le capital social a augmenté de 59 Mds en 2011, après 203 Mds en 2010.

Les fonds propres assurent ainsi la couverture des emplois bruts à hauteur de 9,8%, contre 10,0% en 2010.

Les ressources diverses se sont accrues de 21,1% pour s'établir à 900 Mds, contre 4,9% un an auparavant.

2.3 TRESORERIE

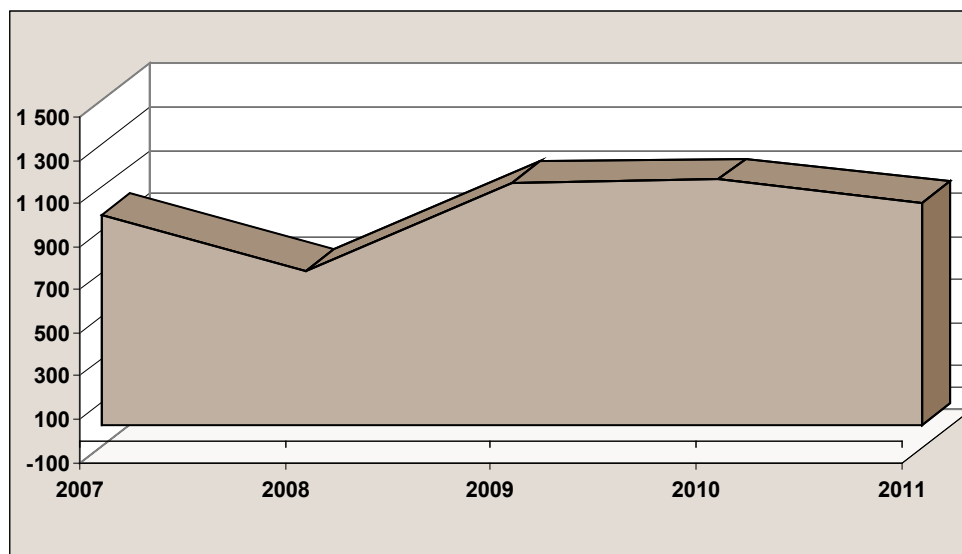
La trésorerie dégagée par le système bancaire demeure excédentaire de 1.027 Mds en relation avec l'excédent de trésorerie observé dans tous les pays de l'Union à l'exception du Bénin (-76 Mds) et du Niger (-4 Mds). Comparé à l'année précédente, l'excédent de trésorerie ressort en baisse de 107 Mds. Cette tendance est imputable aux diminutions observées dans tous les pays de l'Union à l'exception de la Côte d'Ivoire (+477 Mds) et de la Guinée-Bissau (+13 Mds). Les avoirs en caisse représentent 40,8% de l'excédent total, le reliquat étant détenu en comptes auprès de l'Institut d'émission ou chez les correspondants.

L'excédent net de trésorerie se situe à 1.027 Mds, soit une diminution de 9,4%.

La position extérieure nette s'est dégradée, en reculant de 255 Mds à 187 Mds, sous l'effet notamment de la réduction des avoirs nets auprès des correspondants des établissements de crédit de tous les pays de l'Union sauf le Burkina (+14 Mds).

GRAPHIQUE N° 8 EVOLUTION DE LA TRESORERIE (en Mds de FCFA)

(2011 : données provisoires)

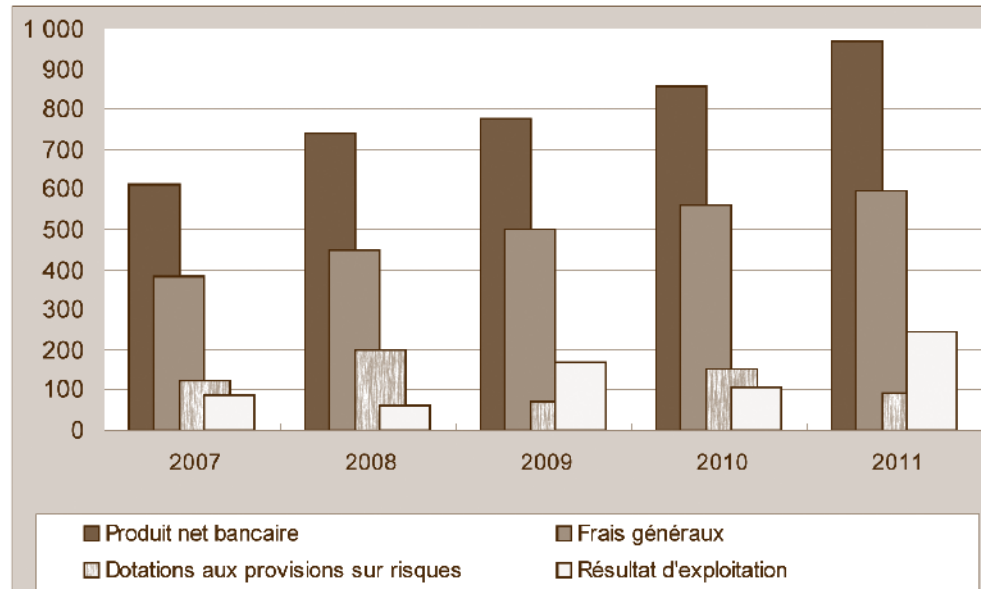


2.4 RESULTAT

GRAPHIQUE N° 9

FORMATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION (en Mds de FCFA)

(2011 : données provisoires)



Le produit net bancaire s'est accru de 13,1% en 2011.

Le produit net bancaire (PNB) s'est accru de 13,1% à l'échelle de l'Union contre 10,3% en 2010, pour ressortir à 969 Mds. Cette évolution est principalement induite par la hausse des produits bancaires de 139 Mds (+10,8%), supérieure à celle de 26 Mds (+6,2%) des charges correspondantes.

La part des établissements de grande taille se consolide, en passant de 60,8% à 61,3%. Celle des banques de taille moyenne s'est accrue de 2,2 points de pourcentage pour ressortir à 23,6% au détriment de celle des établissements de petite taille, dont les contributions ont été ramenées à 17,9% et 15,1%.

Les opérations de trésorerie ressortent déficitaires de 26 Mds contre 22 Mds en 2010, en liaison avec la marge négative dégagée dans tous les pays, à l'exception de la Guinée-Bissau.

Le produit net des opérations avec la clientèle, y compris le crédit-bail, enregistre une hausse de 10,4% pour ressortir à 710 Mds, soit 73,3% du produit net bancaire contre 75,1% en 2010. Pour sa part, la moyenne des taux de base bancaire poursuit une lente décrue de 0,97 point de base en 2011, après 0,59 point de base en 2010, pour se fixer à 6,97%.

La marge sur les opérations avec la clientèle est apparue en baisse de 7,3%, contre 7,9% en 2010, en liaison avec le taux de rendement moyen des crédits de 9,6% et un coût des comptes créditeurs de 2,2%.

La participation des opérations de change à la formation du PNB est de 8,8% avec un excédent de 85 Mds, en hausse de 9,9% par rapport à l'année précédente.

Le produit global d'exploitation enregistre une augmentation de 13,0% pour ressortir à 1.019 Mds, bénéficiant ainsi de l'accroissement du PNB et des produits accessoires nets évalués à 51 Mds (+10,5%).

Le résultat brut d'exploitation augmente de 30,2% pour ressortir à 337 Mds en liaison avec l'amélioration du coefficient net d'exploitation de 75,3% à 70,5%, malgré l'augmentation du nombre d'agences de 165 unités.

Le résultat d'exploitation ressort à 247 Mds contre 109 Mds en 2010. Cette évolution reflète une hausse de 117 Mds du produit global d'exploitation et un repli de 60 Mds des provisions nettes sur risques, qu'absorbe la hausse des frais généraux de 35 Mds.

Le résultat d'exploitation ressort à 247 Mds, contre 109 Mds en 2010...

L'effort net de provisionnement fléchit en effet à titre provisoire de 31 points de pourcentage pour se fixer à 27,4%.

Le résultat net provisoire ressort ainsi bénéficiaire de 183 Mds contre 70 Mds à titre définitif pour l'exercice 2010, en liaison avec la hausse importante du résultat d'exploitation. Il est excédentaire dans tous les pays de l'Union, sous l'impulsion essentiellement des banques de grande taille dont les bénéfices représentent 67,6% du bénéfice net total qui se décompose en 239 Mds de profits et 55 Mds de pertes.

Le bénéfice net provisoire est évalué à 183 Mds.

Le taux de marge nette, qui n'est autre que le rapport entre le résultat net et le produit net bancaire, s'est amélioré pour s'établir à 18,9% contre 8,1% en 2010.

Le coefficient de rentabilité des fonds propres progresse également pour atteindre 12,1%, soit 7 points de pourcentage de mieux qu'en 2010.

GRAPHIQUE N° 10 : EVOLUTION DU TAUX DE MARGE

(2011 : données provisoires)

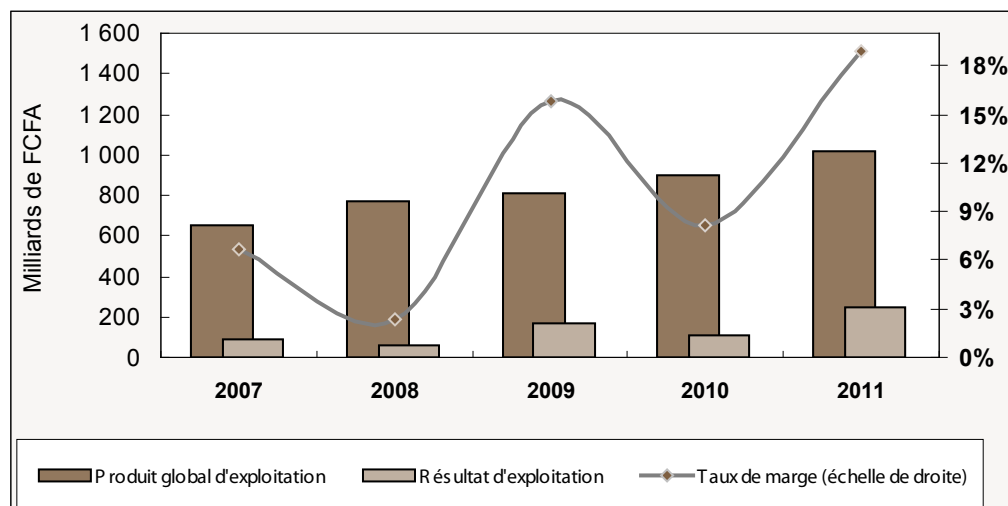


TABLEAU N° 10 UMOA : SITUATION RESUMEE

(Montants en M. FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATIONS	
			2010-2011	
			Montants	%
EMPLOIS / RESSOURCES				
EMPLOIS NETS (1+2)	10 654 129	12 353 997	1 699 868	19,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	7 390 960	8 465 480	1 074 520	16,3%
a) Crédits à court terme	4 061 277	4 732 787	671 510	18,9%
b) Crédits à moyen terme	2 496 059	2 863 978	367 919	16,6%
c) Crédits à long terme	277 685	303 572	25 887	10,2%
d) Opérations de crédit-bail	65 953	38 337	-27 616	-38,5%
e) Crédits en souffrance	489 986	526 806	36 820	7,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 263 169	3 888 517	625 348	26,1%
a) Titres de placement	1 911 120	2 257 088	345 968	29,5%
b) Immobilisations financières	361 765	525 303	163 538	42,6%
c) Autres immobilisations	587 180	607 577	20 397	4,1%
d) Divers	403 104	498 549	95 445	27,9%
RESSOURCES (1+2+3)	11 788 327	13 381 335	1 593 008	15,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	9 885 725	11 173 453	1 287 728	15,3%
a) A vue	4 840 765	5 782 768	942 003	22,7%
b) A terme	5 044 960	5 390 685	345 725	8,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 159 081	1 307 764	148 683	15,8%
a) Capital, dotations & réserves	1 015 169	1 136 322	121 153	15,0%
b) Autres	143 912	171 442	27 530	20,6%
3. AUTRES RESSOURCES	743 521	900 118	156 597	22,1%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	1 134 198	1 027 338	-106 860	-9,5%
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-21 641	-26 316	-4 675	20,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	635 116	704 834	69 718	11,3%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	102 314	144 187	41 873	58,0%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES	7 623	4 706	-2 917	-26,6%
OPERATIONS DIVERSES	132 886	141 103	8 217	8,1%
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	856 298	968 514	112 216	14,5%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	46 039	50 851	4 812	15,0%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	902 337	1 019 365	117 028	14,5%
FRAIS GENERAUX	-562 106	-596 884	-34 778	7,0%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-81 070	-85 016	-3 946	5,6%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	259 161	337 465	78 304	32,7%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-152 603	-93 099	59 504	-80,9%
REINTEGRAT° INTERETS S/ CREANCES EN SOUFFRANCE	2 172	2 173	1	0,0%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	108 730	246 539	137 809	80,9%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	5 064	-9 239	-14 303	1922,4%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-4 632	-6 227	-1 595	38,3%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-39 504	-47 784	-8 280	19,3%
5. RESULTAT	69 658	183 289	113 631	92,8%
RATIOS CARACTERISTIQUES				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,6%	6,2%	-0,4	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,5%	64,1%	-1,4	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX <i>Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes</i>	80,6%	80,6%	0,0	
MARGE GLOBALE <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,9%	7,3%	-0,7	
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	75,3%	70,5%	-4,8	
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,1%	18,9%	10,8	
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	5,3%	12,1%	6,9	

(*) Données provisoires

ENCADRE N°3 : RAPPEL DU CONTENU DES DOSSIERS D'AGREMENT BANCAIRE

Avec l'entrée en vigueur en avril 2010 de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, de nouvelles instructions (n°s 017-04-2011 et 018-04-2011) ont été prises par les Autorités monétaires et de contrôle pour régir les conditions d'agrément des établissements de crédit. Ces instructions précisent d'une part, la liste des documents et informations constitutifs du dossier d'agrément en qualité d'établissement de crédit et, d'autre part, proposent un canevas type de présentation desdits dossiers.

La présente note donne un aperçu de quelques critères d'appréciation des dossiers d'agrément bancaire, notamment sur les plans administratif, juridique, économique et financier.

1. Conditions générales

Le premier critère d'appréciation d'une demande d'agrément en qualité d'établissement de crédit est la vérification de la souscription intégrale du capital social et sa libération au moins à hauteur de 25% dans un compte ouvert auprès d'une banque installée dans l'UMOA. La libération du reliquat devrait intervenir dans un délai de trois (3) mois à compter de la décision afférente à l'agrément prise par la Commission Bancaire (preuve à l'appui). La notification au Ministre chargé des Finances de l'avis conforme relatif à l'agrément est subordonnée à la libération intégrale du capital par les souscripteurs initiaux dans les délais impartis, ainsi qu'à l'accomplissement des autres formalités préalables éventuellement prescrites dans la décision afférente à l'agrément. Au delà du délai de trois (3) mois susvisé, la décision de la Commission Bancaire est réputée caduque.

2. Critères d'ordre juridique et administratif

Les critères d'ordre juridique et administratif concernent notamment la dénomination sociale, la forme juridique, le siège social, le capital social et sa répartition ainsi que l'actionnariat, les administrateurs et les dirigeants.

En particulier, les Autorités monétaires et de contrôle s'apesantissent sur la conformité de la composition du Conseil d'Administration avec les dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) ainsi qu'avec les statuts du requérant. Elles s'assurent par ailleurs que les demandes de dérogation à la condition de nationalité, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi portant réglementation bancaire, ont été introduites en faveur des administrateurs ou des dirigeants non-ressortissants de l'UMOA.

Les Autorités apprécient également la situation financière des personnes morales (situation consolidée du groupe dans le cas d'une holding) ou l'état de fortune des personnes physiques, l'expérience en matière bancaire et financière de celles-ci et surtout leur capacité technique et financière à prendre en charge la gestion d'un établissement de crédit.

Le récépissé d'immatriculation au registre de commerce et du crédit Mobilier, la déclaration notariée de souscription et de versement, les statuts et règlement intérieur, les procès verbaux de l'Assemblée Générale constitutive et de la première réunion du Conseil d'Administration constituent les autres documents examinés.

3. Critères d'ordre économique et financier

Ces critères ont trait, pour l'essentiel, à la politique et aux objectifs poursuivis par les promoteurs, à l'étude de marché, au programme d'activités, aux moyens humains et matériels, aux états financiers ainsi qu'au dispositif prudentiel.

S'agissant de la politique et les objectifs poursuivis par les promoteurs, les Autorités monétaires et de contrôle s'assurent en particulier que la société sollicitant un agrément en qualité d'établissement financier à caractère bancaire précise le choix de la catégorie d'établissement conformément à l'instruction n°011-12/2010/RB, relative au classement, aux opérations et à la forme juridique des établissements financiers à caractère bancaire.

En ce qui concerne l'étude de marché, les Autorités jugent du potentiel de croissance de la société sur le marché bancaire local et, éventuellement sous-régional. A cet égard, un accent particulier est mis sur l'évolution des parts de marché notamment en terme de total du bilan, de crédits et de dépôts, ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

Pour le programme d'activités, les prévisions d'activités et de rentabilité sont rapprochées de celles enregistrées par les établissements de crédit créés au cours des cinq (5) dernières années dans le pays d'implantation, avec notamment des tests de sensibilité sur les principaux indicateurs.

Pour les moyens humains et matériels, les Autorités s'assurent indépendamment de l'appréciation de la taille des effectifs, du positionnement hiérarchique du contrôle interne conformément à la circulaire n°003-2011/CB/C du 4 janvier 2011 de la Commission Bancaire. Les Autorités analysent par ailleurs, les investissements à réaliser, leur mode de financement et leur impact sur la situation financière de la société sur une période quinquennale. Enfin, les manuels de procédures comptables, des opérations de crédit, des dépôts, des systèmes de contrôle et d'information constituent, à d'autres égards, des documents ayant une forte portée analytique.

Concernant les états financiers, les Autorités monétaires et de contrôle jugent de la cohérence du bilan d'ouverture par rapport au montant du capital et aux frais de premier établissement exposés par la société. Les autres bilans et comptes de résultats prévisionnels sont aussi analysés au regard des programmes d'activités et des performances financières des établissements déjà en activité. La pertinence des dotations aux amortissements est également examinée par une comparaison entre le taux brut de dégradation du portefeuille de la société et celui des établissements de crédit déjà implantés dans le pays.

Enfin, les ratios prudentiels prévisionnels sont appréciés par rapport aux normes édictées et à la lumière de la méthode de détermination utilisée, laquelle doit être précise et détaillée.

4. Autres conditions

Hormis ces critères rappelés ci-dessus, et conformément aux principes fondamentaux édictés par le Comité de Bâle relatifs à la supervision bancaire, la Commission Bancaire sollicite auprès des Autorités de supervision bancaire des pays d'origine, dans le cadre de la procédure d'agrément de filiales de banques étrangères, des informations sur la situation de la société mère, notamment la solidité financière et le respect des normes prudentielles au regard de la réglementation bancaire en vigueur ainsi que l'avis de non-objection de l'Autorité de supervision.

III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL

1.1. RÔLE ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de la surveillance des établissements de crédit sur le territoire des huit Etats membres de l'Union, en vue de préserver un fonctionnement harmonieux du système bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Depuis l'entrée en vigueur le 1er avril 2010 des textes de la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, les pouvoirs de la Commission lui sont désormais conférés par la Convention du 6 avril 2007 et par une nouvelle loi uniforme⁴ portant réglementation bancaire, adoptée dans les Etats membres.

La Commission Bancaire assure la surveillance des établissements de crédit et de microfinance de l'Union.

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, en raison de leur compétence, pour une période de trois (3) ans renouvelable deux (2) fois par tirage au sort.

Les règles de fonctionnement de la Commission Bancaire, autres que celles définies à l'annexe de la convention du 6 avril 2007 sont régies par un règlement intérieur et un code de déontologie.

Les membres de la Commission Bancaire ne peuvent exercer aucune fonction rémunérée ou non dans un établissement de crédit, ni recevoir aucune rémunération directe ou indirecte, d'une banque ou d'un établissement financier. Ils sont tenus au secret professionnel, de même que les personnes qui concourent à son fonctionnement, et ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite civile ou pénale pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

La Commission Bancaire se réunit en session quatre (4) fois par an à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Elle tient des sessions selon une périodicité trimestrielle dans la pratique.

Le cadre juridique définit clairement les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que ses responsabilités :

⁴ La loi uniforme a été adoptée au Bénin, le 31 mai 2012

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;
- de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de décisions, après avis simple ou conforme de la Commission Bancaire.

La Commission fonde son action sur les textes réglementaires en vigueur.

Ainsi, outre les lois et règlements de portée générale applicables aux sociétés commerciales ou régissant les relations commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit et fondent l'action de la Commission Bancaire :

- le Traité du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la loi-cadre portant réglementation bancaire adoptée par chacun des Etats membres de l'Union ;
- la loi uniforme portant réglementation des Systèmes financiers décentralisés ;
- le dispositif prudentiel, qui fixe notamment les exigences en matière d'adéquation des fonds propres, en rapport avec les risques portés par les établissements de crédit. Ce dispositif s'inspire notamment des règles ressortant de l'Accord de capital de Bâle de 1988 ;
- les instructions relatives aux règles prudentielles applicables aux Systèmes financiers décentralisés ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB), qui revêt un caractère uniforme et obligatoire ;
- le règlement communautaire sur les relations financières extérieures ;
- la loi-cadre portant définition et répression de l'usure ;
- la loi uniforme sur les instruments de paiement ;
- le règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;

- la loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme⁵ ;
- Décision n° 397/12/2010 portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- les instructions, circulaires et avis pris en application des textes de base.

Les attributions de la Commission Bancaire recouvrent les compétences suivantes :

- émission d'avis conformes pour l'agrément et le retrait d'agrément des établissements de crédit ;
- contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et droit de requérir de ces derniers, toutes informations utiles ;
- prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;
- prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;
- prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;
- approbation et retrait de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;
- émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, notamment les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc ;
- élaboration de circulaires tendant à préciser les modalités d'application des textes de base de la profession.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles ne peuvent être frappées de recours que devant le Conseil des Ministres de l'Union.

⁵- Ce texte est en cours d'adoption par les Etats membres

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire est assuré par la Banque Centrale.

1.2. ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

La Commission Bancaire dispose d'un Secrétariat Général, assuré par la Banque Centrale, qui met à sa disposition les ressources humaines, matérielles et financières pour conduire les tâches relatives à l'agrément et à la surveillance permanente des établissements en activité dans l'Union. La surveillance bancaire profite également de nombreuses synergies avec les activités des autres Structures de la Banque Centrale que sont les Directions Nationales et les Directions des Services Centraux du Siège.

Au terme de l'exercice 2011, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à quatre vingt-sept (87) agents, contre quatre vingt-neuf (89) à fin décembre 2010. Le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et son Adjoint, de quatre (4) Directeurs, de quarante-huit (48) agents cadres et de trente-trois (33) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

L'organisation du Secrétariat Général, en vigueur depuis le 2 juillet 2010, est articulée autour des Structures suivantes : la Direction de l'Administration (DA), la Direction de la Comptabilité, du Budget et de l'Informatique (DCBI), le Contrôle des Opérations (CO), la Direction de l'Inspection des Etablissements de Crédit et de Microfinance (DIECM), la Direction des Affaires Juridiques et des Etudes (DAJE).

La Commission Bancaire fait procéder, par son Secrétariat Général, à des contrôles sur pièces et sur place auprès des établissements de crédit et des SFD afin de s'assurer du respect des dispositions qui leur sont applicables. Depuis la réorganisation, la DIECM a en charge la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance agréés. Organisée en cabinet, ses attributions couvrent les deux aspects du contrôle (sur pièces et sur place) consacrant la synergie de ces métiers au sein d'une même direction.

La Direction des Affaires Juridiques et des Etudes (DAJE), composée du Service Juridique et du Service des Etudes et des Relations Extérieures, a notamment en charge la préparation et le suivi de la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire, les études sur l'évolution du système bancaire et des institutions de microfinance de l'Union, le suivi des holdings et des groupes financiers, l'étude des dossiers de demandes d'agrément, de déclaration d'intention ou d'autorisation préalable ainsi que les échanges avec les autres instances et Autorités de contrôle ou de surveillance du secteur financier.

Le Secrétariat Général est, en outre, chargé de veiller à l'exécution des décisions et recommandations de la Commission.

1.2.1. Le contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces recouvre les activités de suivi individuel des établissements de crédit et de microfinance (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, suivi de la situation financière, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces se base sur l'analyse des états de reporting et d'autres sources d'informations.

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, ainsi que des données comptables et financières remises sur support magnétique, aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB).

Les inspecteurs exploitent également les rapports de vérification sur place des établissements de crédit, les rapports d'audits externes, les rapports périodiques produits au titre du contrôle interne et de la révision du portefeuille, de la lutte contre le blanchiment de capitaux, du suivi de la surveillance rapprochée décidée, le cas échéant, par la Commission Bancaire ou de l'administration provisoire.

Ils utilisent en outre les informations pertinentes recueillies auprès des établissements assujettis ou d'autres sources telles que les commissaires aux comptes, la BCEAO, les services officiels chargés des questions économiques et financières, les Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers (APBEF) et les autres Autorités de contrôle.

Le contrôle sur pièces des établissements de crédit est renforcé par le suivi des holdings. A cet égard, un canevas a été communiqué aux entités concernées, afin qu'elles communiquent à la Commission Bancaire, au plus tard deux mois après la fin de chaque trimestre, un rapport d'activités périodique. Ce rapport doit consigner les faits marquants de la période, en termes de gouvernance et de gestion des risques ainsi que les tendances qui se dégageraient pour l'activité, la rentabilité et la solvabilité du groupe dans son ensemble.

Le Secrétariat Général veille à la formalisation des décisions de la Commission Bancaire et au respect, par les établissements de crédit, des dispositions administratives de la loi bancaire, notamment la condition de nationalité des dirigeants et l'approbation de la désignation des commissaires aux comptes.

Les données collectées permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des banques et établissements financiers. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire dans l'Union.

Les résultats de ces travaux permettent d'actualiser les dossiers individuels des établissements, présentés à la Commission Bancaire pour décision, avis ou information, selon le cas.

Enfin, le contrôle sur pièces est susceptible de mettre également en évidence des

signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore, d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

1.2.2. Le contrôle sur place

Le contrôle sur place s'appuie sur un programme annuel de vérification des établissements de crédit et de microfinance agréés.

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme annuel approuvé par le Président de la Commission Bancaire, tenant compte de la nécessité de procéder à des évaluations régulières au sein de chaque établissement de crédit et de microfinance. Ce programme est adapté en cours d'année, en fonction de préoccupations particulières relevées par le contrôle sur pièces, la Commission Bancaire ou son Président.

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation, notamment prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements de crédit. Ils permettent aussi d'évaluer le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent être étendus aux filiales des établissements de crédit, aux personnes morales qui en ont la direction de droit ou de fait, ainsi qu'aux filiales de celles-ci (Article 17 de l'annexe à la convention régissant la Commission Bancaire).

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons-mères et aux filiales des établissements assujettis. Elles ont un caractère global ou spécifique.

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un établissement.

Les vérifications spécifiques, quant à elles, couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

Au cours de l'année 2011, l'activité de contrôle sur place a été fortement perturbée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, au cours de laquelle la quasi totalité des agents a été affectée de mars à juin 2011, à titre temporaire, dans les autres sites de la BCEAO, hors de la Côte d'Ivoire.

Cependant, vingt six (26) vérifications ont été effectuées en 2011, portant spécifiquement sur l'évaluation de la première phase de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit, décidée par le Conseil des

Ministres de l'Union en septembre 2007. Ces contrôles ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite, présentant les principales conclusions des vérifications et qui invitent les établissements de crédit concernés à prendre les mesures correctives requises.

26 vérifications sur place ont été effectuées en 2011, toutes consacrées à l'évaluation de la première phase de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit.

Les conclusions des vérifications sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

Les vérifications effectuées au cours de l'exercice 2011 ont permis de dresser la situation du système bancaire de l'Union à l'échéance du 31 décembre 2010 fixée par le Conseil des Ministres de l'Union pour cette phase et, de proposer à la Commission Bancaire, des décisions à prendre pour les établissements de crédit qui ne se sont pas conformés aux règles édictées.

1.2.3. La supervision des institutions de microfinance

A la faveur de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, le dispositif de surveillance des institutions de microfinance a été renforcé, en impliquant davantage la Banque Centrale et la Commission Bancaire. Il est ainsi conféré à la Commission Bancaire et à la Banque Centrale le pouvoir de contrôle des systèmes financiers décentralisés (SFD). En conséquence, la Commission Bancaire est désormais habilitée à prononcer des sanctions disciplinaires et pécuniaires à l'encontre des SFD, à l'instar des établissements de crédit. Outre la réglementation bancaire, l'exercice de ces prérogatives est notamment précisé par l'article 44 de la loi uniforme portant réglementation des SFD.

1.2.4. Autres activités

Dans le cadre de la préparation des 2^e et 3^e sessions du Comité de Stabilité Financière de l'UMOA (CSF-UMOA), le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé aux travaux du Groupe d'Experts. Ces travaux ont notamment porté sur la cartographie des risques du système financier, les mécanismes de supervision des groupes financiers, les modalités d'encadrement et de surveillance des activités et des produits financiers non régulés ainsi que le développement de l'épargne institutionnelle.

Au titre du dialogue avec la profession bancaire et les partenaires, le Secrétariat Général a accordé huit (8) audiences à des représentants d'établissements de crédit et d'autres Institutions. Les préoccupations de l'Autorité de contrôle relatives à la situation individuelle de ces établissements ont été abordées, ainsi que ses attentes en termes de conformité aux réglementations régissant leurs activités.

S'agissant de la dynamisation des actions visant le renforcement de la supervision bancaire et de la stabilité du système financier, le Secrétariat Général a participé à plusieurs rencontres régionales et internationales dont les lieux et thèmes sont précisés au point IV du présent rapport.

2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Le dispositif prudentiel, arrêté par le Conseil des Ministres de l'Union en juin 1999 et entré en vigueur le 1er janvier 2000, vise principalement deux objectifs :

- renforcer la solvabilité et la stabilité du système bancaire ;
- assurer une protection accrue des déposants, dans un contexte de libéralisation des activités monétaires, bancaires et financières.

Les règles ainsi édictées, mises en harmonie avec les définitions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, prennent également en compte les prescriptions du Comité de Bâle, sur l'appréciation des risques et des engagements du système bancaire, au titre de l'Accord de capital de 1988.

Selon les chiffres communiqués par les établissements de crédit, au terme de l'exercice 2011, la situation prudentielle de quatre-vingt-dix-neuf (99) banques et dix (10)⁶ établissements financiers à caractère bancaire en activité se présente comme suit.

2.1. SITUATION PRUDENTIELLE DES BANQUES

2.1.1. Normes de solvabilité

Trois principales normes sont utilisées pour apprécier la solvabilité des banques de l'Union : la représentation du capital minimum, les règles de couverture des risques et de limitation des immobilisations et participations, en liaison avec le niveau des fonds propres réglementaires de chaque établissement.

a) Représentation du capital minimum

Cette norme exige des établissements de crédit de l'Union, qu'ils détiennent à tout moment des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum légal de 5 Mds ou fixé dans la décision d'agrément.

Au 31 décembre 2011, soixante-dix-huit (78) banques, représentant 90,2% des dépôts, respectaient cette règle.

b) Couverture des risques

Le nombre de banques se conformant à cette règle est resté quasiment inchangé. En effet, quatre-vingt-deux (82) banques sur quatre-vingt-dix-huit (99) contre quatre-vingt-trois (83) banques sur cent (100) en 2010, satisfont à la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, fixée à un seuil de 8%. Cette population représente 83,8% des banques en activité et concentre 91,0% des dépôts collectés par le système bancaire.

6- Pour les succursales des établissements de crédit implantées selon la procédure de l'agrément unique, seule la situation de la maison-mère est retenue, intégrant les données de ses succursales

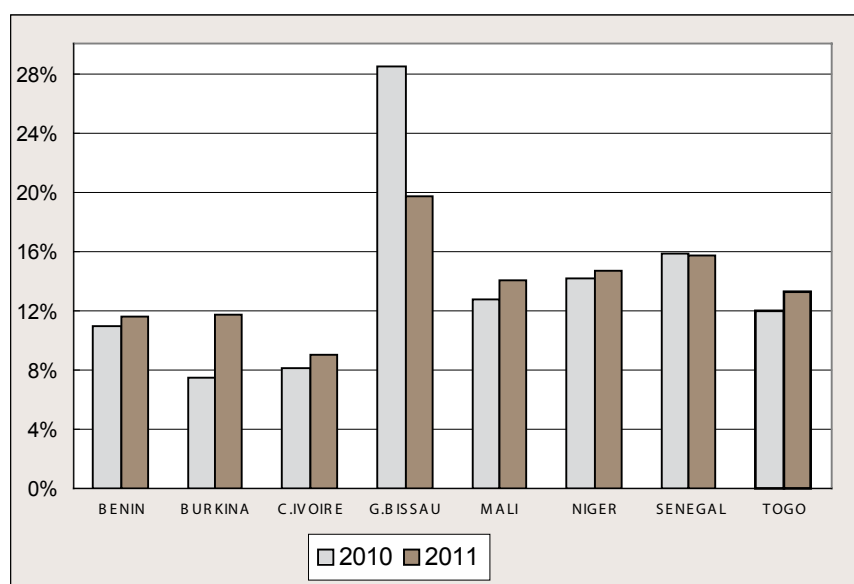
Le ratio de solvabilité moyen des banques de l'Union ressort à 12,6% contre 13,1% en 2010.

Le ratio de solvabilité des banques ressort à 12,6% en moyenne ...

TABLEAU N° 11 :
REPARTITION DU RATIO DE COUVERTURE DES RISQUES DES BANQUES DE L'UNION

TRANCHES	NOMBRE DE BANQUES	RISQUES PONDERES	DEPOTS
<8%	17	7,2%	9,0%
>=8% et <16%	45	72,2%	72,0%
>=16%	37	20,6%	19,0%
TOTAL	99	100%	100%

GRAPHIQUE N° 11 :
RATIO MOYEN DE SOLVABILITE PAR PAYS



c) Limitation des immobilisations et participations

Cette norme vise notamment à s'assurer que les banques financent leurs actifs immobilisés sur des ressources propres.

Quatre-vingt-une (81) banques représentant 87,3% des dépôts étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations au niveau de leurs fonds propres effectifs.

2.1.2. Autres normes prudentielles

Les autres normes prudentielles portent principalement sur le plafonnement des risques individuels, la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, la couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables, la liquidité et la structure du portefeuille.

a) Limitation des engagements sur une même signature

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leurs fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature. Soixante-et-une (61) banques détenant 68,6% des dépôts, soit 61,6% du total, contre 71,0% un an plus tôt, respectent cette norme.

b) Limitation du volume global des risques individuels

Le dispositif prudentiel fait obligation aux banques et établissements financiers de limiter, à huit fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres. Le pourcentage de banques respectant cette norme est en légère baisse, s'établissant à 83,8%, soit quatre-vingt-trois (83) banques, contre 85 banques soit 85,0% en 2010. Ils concentrent 96,2% des dépôts.

c) Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Soixante-quinze (75) banques, correspondant à 75,8% des banques en activité respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

d) Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 75% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

A fin décembre 2011, 61,6% des banques en activité se conforment à cette exigence, contre 65,0% un an plus tôt.

e) Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques d'illiquidité à très court terme du système bancaire, cette norme requiert des banques des disponibilités suffisantes ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois mois pour couvrir, à concurrence d'au

moins 75%, leurs exigibilités de même maturité. A fin décembre 2011, soixante-neuf (69) banques concentrant 74,9% des dépôts satisfont à cette exigence, contre 81 banques un an plus tôt.

f) Ratio de structure du portefeuille

Ce ratio s'appuie sur le dispositif des accords de classement de la Banque Centrale, l'objectif final étant d'inciter les banques à détenir des actifs sains pouvant servir de support aux refinancements de la Banque Centrale et de mettre à leur disposition un outil de suivi qualitatif de leur portefeuille de crédit. Ainsi, les établissements de crédit sont tenus de respecter la règle fixant un rapport minimal de 60% entre les encours sains de crédits bénéficiant d'accords de classement de la Banque Centrale et le volume total de leur portefeuille. A fin décembre 2011, aucune banque ne respecte ce ratio, soit une situation inchangée par rapport à 2010. Les établissements de crédit justifient le non-respect de cette norme d'une part par les difficultés qu'ils éprouvent à disposer des états financiers de leur clientèle et d'autre part la situation financière jugée peu satisfaisante de la plupart des signatures.

TABLEAU N° 12 :
RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

Nombre de Banques	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles					
	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Coefficient de liquidité	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (12)	10	10	10	10	10	9	7	8	-
Burkina (11)	9	9	9	2	10	9	8	10	-
Côte d'Ivoire (20)	12	14	13	9	14	12	10	16	-
Guinée Bissau (4)	2	3	3	3	3	4	3	3	-
Mali (13)	12	12	10	10	12	10	11	11	-
Niger (10)	7	7	9	8	8	8	7	6	-
Sénégal (18)	16	17	17	14	17	15	11	9	-
Togo (11)	10	10	10	5	9	8	4	6	-
UMOA (99)	78	82	81	61	83	75	61	69	0

2.2. SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

La situation des établissements financiers à caractère bancaire, au regard des dispositions prudentielles qui leur sont applicables, s'est améliorée par rapport au 31 décembre 2010.

Il ressort des états communiqués par ces établissements que huit (8) sur neuf (9)

respectent la règle de représentation du capital minimum, huit (8) satisfont à la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, huit (8) sont en règle vis-à-vis de la norme de limitation des immobilisations et des participations, neuf (9) respectent la norme de limitation des engagements sur une même signature, neuf (9) se conforment à la règle de limitation du volume global des risques individuels, sept (7) respectent la norme de limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, huit (8) se conforment à l'exigence de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables et deux (2) établissements financiers à caractère bancaire respectent le ratio de structure de portefeuille (cf. tableau n° 13).

Il convient de noter que :

- le ratio de structure du portefeuille ne s'applique pas à deux (2) établissements, en raison de la nature de leur activité de cautionnement ou toute autre garantie ;
- la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel n'est pas applicable à deux (2) établissements spécialisés dans les opérations de garantie ;
- aucun établissement financier n'est assujéti au coefficient de liquidité, à l'exception de la SAFCA ALIOS FINANCE, qui est autorisé à recevoir des fonds du public .

**TABLEAU N° 13 :
RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES**

Nombre d'établissements financiers	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles				
	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina (4)	3	4	4	4	4	4	4	2
Côte d'Ivoire (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (1)	1	1	1	1	1	1	1	-
Niger (1)	1	1	1	1	1	1	1	-
Sénégal (1)	1	1	1	1	1	1	-	-
Togo (2)	2	1	1	2	2	-	2	-
UMOA (9)	8	8	8	9	9	7	8	2

3. ACTES ET MESURES DE L'ANNEE

Au cours de l'année 2011, la Commission Bancaire a tenu cinq (5) sessions :

- le 4 janvier, à Bamako ;
- le 21 février, à Dakar;
- le 21 juin, à Dakar ;
- les 13 et 14 octobre, à Abidjan ;
- le 13 décembre, à Niamey.

Au cours de ces différentes réunions, le quorum des deux tiers des membres requis par le Règlement Intérieur de la Commission Bancaire, pour la validation des délibérations, a été respecté.

Le collège des membres représentant les Etats a enregistré les modifications suivantes :

- au titre de la République du Bénin, Monsieur Houéssou Yaovi HADONOU, nommé en qualité de Directeur des Affaires Monétaires et Financières au Ministère de l'Economie et des Finances, représente désormais l'Etat du Bénin au sein de la Commission, depuis la session de décembre 2011, en remplacement de Madame Viviane HOUENOU KANEHO ;
- au titre de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Adama KONE, appelé aux fonctions de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances, représente l'Etat de Côte d'Ivoire au sein de la Commission, depuis la session de juin 2011, en remplacement de Monsieur Faustin HONOZON.

La session tenue le 21 février 2011 était une session extraordinaire consacrée à l'examen de la situation en Côte d'Ivoire et de ses implications sur le fonctionnement du système bancaire. Elle a donné lieu à la publication d'un communiqué de presse de la Commission Bancaire.

Au cours de ses autres sessions, la Commission Bancaire a examiné la situation individuelle des établissements de crédit de l'Union et pris les décisions présentées ci-après, en application des textes légaux et réglementaires.

3.1. Mesures administratives

Rappel de l'article 27 de l'annexe à la convention du 06 avril 2007

« Lorsque la Commission Bancaire constate qu'une banque ou un établissement financier a manqué aux règles de bonne conduite de la profession, compromis son équilibre financier ou pratiqué une gestion anormale sur le territoire d'un Etat

membre ou ne remplit plus les conditions requises pour l'agrément, elle peut, après en avoir informé le Ministre chargé des Finances dudit Etat, adresser à la banque ou à l'établissement financier :

- soit une mise en garde ;
- soit une injonction à l'effet notamment de prendre, dans un délai déterminé, les mesures de redressement nécessaires ou toutes mesures conservatoires qu'elle juge appropriées ou de faire procéder à un audit externe.»

La Commission Bancaire a prononcé six (6) mises en garde et sept (7) injonctions en 2011.

Sur la base de ces dispositions, la Commission Bancaire a adressé, courant 2011 six (6) mises en garde à des Présidents de Conseil d'Administration et/ou des Directeurs Généraux de banques installées au Bénin (2), en Côte d'Ivoire (1), en Guinée-Bissau (1), au Niger (1) et au Togo (1). Ces mesures ont été prises en raison de la réalisation d'opérations portant modification de la structure du capital social sans l'autorisation préalable requise par la réglementation bancaire ou l'inobservation du délai fixé pour le relèvement du capital social minimum.

En outre, la Commission Bancaire a servi sept (7) injonctions, contre neuf (9) en 2010, à trois (3) banques du Burkina Faso, trois (3) autres installées en Côte d'Ivoire et une (1) banque du Togo, à l'effet, notamment, dans les délais indiqués, de solliciter l'autorisation préalable requise pour la modification de la structure du capital social, de constituer les provisions complémentaires demandées par la Commission Bancaire, de communiquer au Secrétariat Général, les pièces justificatives de transactions afférentes aux fonds propres ou de restaurer les fonds propres en vue d'assurer le respect de la réglementation prudentielle.

3.2. Sanctions disciplinaires

Rappel des articles 28 et 30 de l'annexe à la convention du 6 avril 2007

Article 28

« Lorsque la Commission Bancaire constate une infraction à la réglementation bancaire sur le territoire d'un Etat membre, elle en informe le Ministre chargé des Finances de cet Etat et, sans préjudice des sanctions pénales ou autres encourues, prononce une ou plusieurs des sanctions disciplinaires suivantes :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- la suspension ou l'interdiction de tout ou partie des opérations ;
- toutes autres limitations dans l'exercice de la profession ;
- la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables ;
- le retrait d'agrément ou d'autorisation d'installation.»

La Commission Bancaire peut prononcer, en plus des sanctions disciplinaires, une sanction pécuniaire »

Article 30

« Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée par la Commission Bancaire, sans que l'intéressé, personne physique ou morale, ait été entendu ou dûment convoqué ou invité à présenter ses observations par écrit à la Commission Bancaire. Il peut se faire assister par un représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers ou tout autre défenseur de son choix. »

Sur la base de ces dispositions, la Commission Bancaire a convoqué en audition, dans le cadre de procédures disciplinaires, les dirigeants de trente-deux (32) établissements de crédit. Ces procédures disciplinaires ont abouti au prononcé de treize (13) avertissements et de dix-huit (18) blâmes au regard notamment du non-respect de la règle de représentation et de la mesure de relèvement du capital social minimum, à l'échéance du 31 décembre 2010. Le retrait d'agrément d'une (1) banque installée au Bénin a également été prononcé au regard de la profonde dégradation de la situation financière qui compromet fortement sa viabilité.

Les procédures ouvertes ont abouti au prononcé de dix-huit (18) blâmes et un (1) retrait d'agrément.

3.3. Avis donnés aux Ministres chargés des Finances

3.3.1. Avis simples

3.3.1.1. Retrait d'agrément

Rappel de l'article 20 de la loi cadre portant réglementation bancaire

«Le retrait d'agrément à la demande de l'établissement de crédit intéressé ou lorsqu'il est constaté que ledit établissement de crédit n'exerce aucune activité depuis au moins un (1) an, est prononcé par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis de la Commission Bancaire.

Le retrait d'agrément ou d'autorisation d'installation pour infraction à la réglementation bancaire ou toutes autres législations applicables aux établissements de crédit, est prononcé dans les conditions prévues à l'article 66

..

Le retrait d'agrément ou d'autorisation d'installation est constaté par la radiation de la liste des banques ou de celle des établissements financiers à caractère bancaire».

En 2011, la Commission Bancaire a émis des avis favorables aux demandes de retrait d'agrément de deux (2) établissements financiers à caractère bancaire installés au Bénin et au Mali. Ces demandes sont consécutives à des opérations de fusion par absorption.

3.3.1.2. Levée d'Administration Provisoire

La Commission Bancaire a donné un avis favorable à une demande de levée de l'administration provisoire d'une (1) banque installée au Niger.

3.3.1.3. Prorogation de la durée d'administration provisoire

Deux avis favorables ont été donnés aux Ministres chargés des Finances des pays concernés à des demandes de prorogation de la durée de l'administration provisoire au profit de deux (2) banques installées au Bénin et au Togo.

3.3.1.4. Approbation de statuts d'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers

La Commission Bancaire a donné un avis favorable à une demande d'approbation des statuts de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Burkina.

3.3.2. Avis conformes

3.3.2.1. Dérogation à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non-ressortissants des Etats membres

Rappel de l'article 25 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

22 avis conformes favorables à la condition de nationalité ont été délivrés.

« Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité () ou celle d'un pays membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine, à moins qu'il ne jouisse, en vertu d'une convention d'établissement, d'une assimilation aux ressortissants (). Le Ministre chargé des Finances peut accorder, sur avis conforme de la Commission Bancaire, des dérogations individuelles aux dispositions du présent article.»

En vertu de ces dispositions, le Président de la Commission Bancaire a, dans le cadre de la délégation de pouvoirs, rendu onze (11) avis conformes favorables contre vingt-deux (22) en 2010, pour permettre à des non-ressortissants de l'Union d'occuper sept (7) postes d'administrateurs et six (6) postes de dirigeants. Le Président de la Commission Bancaire a également émis deux (2) avis conformes défavorables à des demandes de dérogation à la condition de nationalité introduites par des banques installées au Burkina et au Mali.

TABLEAU N° 14 :
REPARTITION PAR PAYS DES AVIS FAVORABLES AFFERENTS A LA CONDITION DE
NATIONALITE OCTROYES EN 2011

ETAT	NOMBRE D'AVIS EMIS	FONCTIONS EXERCEES		NATIONALITES
		Adminis- trateur	Dirigeant	
BENIN	1	-	1	1 Canadien
BURKINA	1	1	-	1 Français
COTE D'IVOIRE	5	3	4	3 Français (dont 1 pour exercer les deux fonctions), 1 Américain (pour exercer les deux fonctions) et 1 Nigérian
GUINEE-BISSAU	-	-	-	-
MALI	1	1	-	1 Marocain
NIGER	1	-	1	1 Marocain
SENEGAL	1	1	-	1 Espagnol
TOGO	1	1	-	1 Français
UMOA	11	7	6	5 Français, 2 Marocains, 1 Canadien, 1 Américain, 1 Nigérian et 1 Espagnol

Ces avis ont été émis pour permettre l'exercice de fonctions d'administrateur ou de dirigeants au sein de banques dont le capital est majoritairement détenu notamment par des groupes français, marocain et nigérian.

3.3.2.2. Modification de l'actionariat, fusion par absorption, changement de dénomination sociale

Rappel des articles 39, 40 et 41 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

Article 39

« Sont subordonnées à l'autorisation préalable du Ministre chargé des Finances, les opérations relatives aux banques et établissements financiers ayant leur siège social en () :

- toute modification de la forme juridique, de la dénomination ou raison sociale ou du nom commercial ;
- tout transfert du siège social à l'Etranger ;
- toute opération de fusion par absorption ou création d'une société nouvelle ou scission ;
- toute dissolution anticipée ;

toute prise ou cession de participation qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans la banque ou l'établissement financier ou d'abaisser ces participations au-dessous de ces seuils... » ;

Article 40

«... - toute cession par une banque ou un établissement financier de plus de 20% de son actif correspondant à ses opérations en () :
toute mise en gérance ou cessation de l'ensemble de ses activités en () » ;

Article 41

« Les autorisations préalables prévues au présent chapitre sont accordées comme en matière d'agrément. »

En application de ces dispositions, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2011, des avis conformes favorables pour :

- la modification de la structure de l'actionnariat des dix (10) établissements suivants : BIAO - Côte d'Ivoire, Banque Islamique du Sénégal (BIS), Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest (BIMAO), Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (BIA-Togo), Financial Bank Bénin, Bank Of Africa - Bénin (BOA-Bénin), Compagnie Ouest Africaine de Crédit Bail (LOCAFRIQUE), Banque Internationale pour l'Afrique au Niger (BIA-Niger), Burkina Bail, Financial Bank Togo ;
- la modification de la dénomination sociale ou du nom commercial des sept (7) banques ci-après : Financial Bank Bénin, Banque Islamique du Niger pour le Commerce et l'Investissement (BINCI), Continental Bank Bénin (La Continentale), Banque Internationale du Burkina (BIB), Financial Bank Togo, Société Générale de Banques au Bénin (SGBBE), Société Générale de Banques au Burkina (SGBB) ;
- la fusion par absorption de Equipbail Bénin par Bank Of Africa - Bénin (BOA-Bénin) ainsi que de Equipbail Mali par Bank Of Africa - Mali (BOA- Mali).
- le retrait d'agrément du Crédit du Niger (CDN) et de Cauris Investissement.

En revanche, la Commission Bancaire a donné des avis conformes défavorables aux demandes de modification de la structure de l'actionnariat et/ou le changement de la dénomination sociale introduites par les sept (7) établissements de crédit suivants : Banque Islamique du Niger (BIN), Banque Islamique du Sénégal (BIS), Compagnie Ouest Africaine de Crédit Bail (LOCAFRIQUE), Banque Internationale du Burkina (BIB), Financial Bank Togo, Burkina Bail, BIAO - Côte d'Ivoire.

3.3.2.3 Agréments

Rappel de l'article 16 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

« L'agrément est prononcé par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (...).

L'agrément est constaté par l'inscription sur la liste des banques ou sur celle des établissements financiers à caractère bancaire... ».

En 2011, la Commission Bancaire a donné deux (2) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par les sociétés anonymes dénommées GUARANTY TRUST BANK Côte d'Ivoire (GTBANK-CI) et Banque Agricole du Niger (BAGRI) pour l'exercice des activités de banque respectivement en Côte d'Ivoire et au Niger.

2 avis conformes favorables à des
demandes d'agrément ont été
donnés.

En outre, la Commission Bancaire a émis un (1) avis conforme favorable à une demande d'agrément en qualité d'établissement financier à caractère bancaire introduite par la société anonyme dénommée Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA). Cet avis, assorti d'exigences liées à l'accomplissement de certaines diligences par les promoteurs et dirigeants, est accompagné d'une dérogation individuelle et temporaire à une disposition spécifique à la norme prudentielle de limitation des prêts accordés aux principaux actionnaires, aux administrateurs, aux dirigeants et au personnel à 20% des fonds propres effectifs.

3.4. Approbation de la désignation des commissaires aux comptes

Rappel de l'article 33 de l'annexe à la convention

« Nul ne peut exercer les fonctions de commissaires aux comptes d'une banque ou d'un établissement financier sans que sa désignation par ladite banque ou ledit établissement financier ait reçu l'approbation préalable de la Commission Bancaire. La procédure d'approbation est arrêtée par la Commission Bancaire. L'approbation peut être rapportée par ladite Commission. »

19 établissements de crédit
ont bénéficié de la mesure
d'approbation de la désignation de
leurs commissaires aux comptes.

Au cours de l'année 2011, le Secrétaire Général de la Commission Bancaire a, en vertu de la subdélégation de pouvoirs, pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de dix-neuf (19) établissements de crédit.

3.5. Autres actes et mesures

3.5.1. Mise en liquidation et proposition de nomination d'un liquidateur

La Commission Bancaire a prononcé la mise en liquidation de deux (2) établissements de crédit installés au Niger et au Togo et proposé la nomination d'un liquidateur pour une (1) banque du Bénin.

3.5.2. Mandat au Président de la Commission Bancaire

Au cours de sa session d'octobre 2011, la Commission Bancaire a mis en délibéré le dossier de la procédure disciplinaire à l'égard d'une banque installée au Bénin et donné mandat à son Président, à l'effet d'examiner, en relation avec les autorités nationales, la situation particulière de cet établissement de crédit.

3.5.3. Mise sous surveillance rapprochée ou confirmation de la mesure

Au cours de sa session de décembre 2011, la Commission Bancaire a mis sous surveillance rapprochée trois (3) établissements de crédit respectivement au Bénin, au Burkina et au Togo.

La Commission Bancaire a également confirmé la mesure de mise sous surveillance rapprochée de deux (2) banques installées au Burkina et au Niger.

3.5.4. Modification de décisions

Au cours de sa session de juin 2011, la Commission Bancaire a procédé à la modification des décisions de douze (12) établissements de crédit à travers la levée de la mesure de suspension de l'octroi de nouveaux prêts aux principaux actionnaires, administrateurs, dirigeants et autres personnes visées par les dispositions pertinentes de la loi bancaire et la confirmation des injonctions données à l'effet d'accomplir certaines diligences.

3.5.5 Report d'audition

La Commission Bancaire a, au cours de sa session de décembre 2011, décidé de reporter l'audition, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, d'une banque installée en Côte d'Ivoire.

3.6. Questions évoquées devant le Conseil des Ministres

Lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'Union a été régulièrement tenu informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux notamment de l'état de mise en œuvre de la mesure de relèvement de capital social minimum.

IV – ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION

Au titre de la coopération, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCB-UMOA) a participé à la 5ème réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), à la 9ème réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF), à la 16ème Assemblée Annuelle du Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), à la mission d'information auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), effectuée dans le cadre du projet de refonte et d'automatisation du système de reporting des établissements de crédit, aux réunions de la Zone franc, à la rencontre de concertation avec la Banque de France et la Banque des Règlements Internationaux (BRI), à une mission d'information sur la finance islamique et aux réunions du Groupe Consultatif de Bâle (BCG). Par ailleurs, les discussions se poursuivent notamment avec la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), la Banque Centrale du Nigeria et la Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), pour la conclusion d'accords de coopération.

1. GROUPES REGIONAUX DE SUPERVISEURS

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé :

- à la 5e réunion du collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) tenue le lundi 11 juillet 2011 à Conakry. A cette occasion les échanges ont concerné notamment sur la supervision des groupes bancaires exerçant une activité transfrontalière ;
- à la 9e réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) tenue le 12 octobre 2011 à Paris, suivie d'un séminaire de formation les 13 et 14 octobre 2011. Les travaux de ces deux (2) rencontres ont essentiellement porté sur les dispositifs de Bâle III, l'évolution de la situation du système bancaire ainsi que du dispositif réglementaire des pays membres du GSBF. Il est ainsi apparu que les systèmes bancaires des pays du sud ont mieux résisté à la crise financière amorcée en 2007/2008 que ceux des pays développés, du fait que les bilans de leurs banques ne comportaient pas les produits dits « toxiques ». Sur le plan réglementaire, la quasi-totalité des Autorités de contrôle des pays membres du GSBF avaient procédé à des réformes au cours des deux (2) dernières années. Ces réformes ont concerné entre autres, selon les pays, l'augmentation du capital social minimum des établissements de crédit, le renforcement des pouvoirs de l'Autorité de contrôle, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en place de Fonds de garantie des dépôts et l'intégration des normes IFRS dans le référentiel comptable ;
- à la 16e Assemblée Générale du Comité des Superviseurs de Banques de

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a continué à participer aux activités des groupes régionaux de superviseurs, dont il est membre.

l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC) tenue les 13 et 14 décembre 2011 à Conakry. Cette rencontre a permis notamment de décider de la mise en place d'un budget de fonctionnement du Secrétariat permanent du CSBAOC, conformément aux dispositions de la Charte du Comité.

2. AUTRES RENCONTRES

2.1. Sur le plan régional

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part aux rencontres ci-après :

Plusieurs séminaires de formation et rencontres, ont permis de renforcer les capacités des agents, sur des thèmes divers.

- la réunion de concertation BCEAO-Ministères chargés des Finances de l'UMOA relative aux programmes d'inspection des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au titre de l'année 2011, du 14 au 18 février 2011 à Dakar ;
- la session de formation organisée par la BCEAO à Dakar, du 10 au 14 avril 2011, portant sur le référentiel comptable spécifique des SFD de l'UMOA ;
- les réunions du Groupe d'Experts du Comité de Stabilité Financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), les 9 et 10 juin 2011 et du 26 au 28 octobre 2011 à Dakar, en vue notamment de préparer la troisième session ordinaire dudit Comité.

2.2. Sur le plan international

Les agents du Secrétariat Général ont participé à divers séminaires organisés notamment par le GSBF, l'Institut pour la Stabilité Financière (ISFI), l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI), le Comité de Bâle sur la supervision bancaire. Les thèmes développés lors de ces rencontres ont concerné principalement :

- la « structure naissante de renforcement de la réglementation bancaire et la stabilité financière », à Cape Town les 27 et 28 janvier 2011 ;
- la « monnaie électronique et les paiements par téléphone mobile », à Nairobi et à Manille du 28 février au 11 mars 2011, lors d'un séjour d'information auprès des banques centrales du Kenya et des Philippines ;
- la « supervision bancaire et l'évaluation des risques », à Paris du 27 juin au 1er juillet 2011 ;
- « Applied risk management - credit risk and asset securitisation », à Beatenberg du 29 août au 2 septembre 2011 ;
- la « méthodologie d'évaluation de la conformité aux principes de base pour

les Systèmes d'Assurance Dépôt », à Bâle du 6 au 8 septembre 2011 ;

- la « supervision bancaire basée sur les risques », à Libreville du 5 au 9 décembre 2011.

En outre, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé aux travaux du Groupe de travail sur « le projet de refonte et de l'automatisation du système de reporting des établissements de crédit à la BCEAO » à Yaoundé et à Paris, respectivement du 28 juin au 6 juillet 2011 et du 18 au 21 octobre 2011.

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a reçu en séjour d'information à son siège à Abidjan, du 21 novembre au 2 décembre 2011, un agent de la Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Enfin, dans le cadre des consultations régionales BCEAO/FMI, une séance de travail par visioconférence a été organisée avec une délégation du FMI le 18 janvier 2011.

CONCLUSION

Dans le prolongement de l'entrée en vigueur, en avril 2010, de la réforme institutionnelle de l'UMOA et la BCEAO, l'année 2011 a consacré notamment la mise en œuvre des textes d'application relatifs à l'exercice de l'activité bancaire et de microfinance.

Elle a également été l'occasion de l'évaluation préliminaire de la première phase de la mesure de relèvement du capital social minimum, échue le 31 décembre 2010. A cet égard, une nette amélioration de la résilience du système bancaire a été enregistrée, à la faveur d'une mise en conformité d'un plus grand nombre d'établissements de crédit. La mise en œuvre de la deuxième phase de la mesure contribuera davantage à l'atteinte des objectifs recherchés, notamment d'élargissement du financement bancaire des économies de l'Union.

Les priorités demeurent la poursuite et l'intensification de la supervision par la Commission Bancaire, des systèmes financiers décentralisés (SFD) et l'application des ratios de solvabilité différenciés.

Dans l'optique du renforcement des outils de supervision tenant compte notamment des groupes financiers et des profils de risques, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA continue d'orienter sa méthodologie de surveillance vers l'identification des principaux risques auxquels les établissements sont exposés et l'évaluation des fonds propres nécessaires à leur couverture. Les prochaines étapes visent un meilleur suivi par les assujettis des recommandations de la Commission Bancaire, ainsi qu'un ciblage accru de ses contrôles et décisions, en fonction du profil de risques.

Par ailleurs, le renforcement de la solvabilité du système bancaire de l'Union et la qualité de la supervision bancaire, par la finalisation des chantiers portant notamment sur la modernisation du système de reporting des établissements de crédit, l'alignement du cadre réglementaire sur les principes de Bâle II, la révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA ainsi que la supervision macroprudentielle et sur base consolidée constituent les principaux axes retenus dans le plan stratégique 2011-2015.

ANNEXES



LISTE DES ANNEXES

I - Liste des établissements de crédit et données agrégées de l'UMOA

II - Liste des établissements de crédit et données agrégées par pays

ANNEXE I : UMOA

I.1 - Liste des établissements de crédit

I.2 - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2011
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

BANQUES (99)		(En millions de FCFA)					
ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	794 643	1	654 021	1	483 253	1
Sénégal	CBAO	628 210	2	492 528	2	353 943	3
Sénégal	SGBS	589 252	3	445 347	3	437 370	2
Bénin	BOA-BENIN	553 177	4	385 868	4	224 213	7
Côte d'Ivoire	ECOBANK	513 363	5	348 797	6	324 865	4
Mali	BDM	422 966	6	342 495	7	206 989	11
Côte d'Ivoire	BIAO-CI	410 845	7	332 529	9	235 711	6
Côte d'Ivoire	BACI	407 196	8	378 611	5	125 306	25
Burkina	ECOBANK	400 900	9	275 383	12	240 684	5
Côte d'Ivoire	BNI	397 440	10	334 555	8	142 487	18
Côte d'Ivoire	BICICI	384 124	11	309 227	10	218 766	9
Sénégal	ECOBANK	360 114	12	256 690	14	194 548	13
Bénin	ECOBANK	356 914	13	224 539	16	197 244	12
Côte d'Ivoire	SIB	348 858	14	286 637	11	221 285	8
Sénégal	BICIS	328 757	15	270 038	13	214 518	10
Burkina	CBI	305 550	16	160 373	25	165 522	14
Mali	ECOBANK	303 562	17	208 803	17	158 789	15
Burkina	BOA-BURKINA	285 949	18	224 818	15	144 877	17
Bénin	DIAMOND BANK	255 049	19	161 365	24	122 100	27
Togo	ECOBANK	252 953	20	188 308	19	122 627	26
Burkina	UBA	248 562	21	195 315	18	68 581	43
Mali	BNDA	244 112	22	165 243	23	147 783	16
Mali	BIM	230 497	23	180 132	20	125 507	24
Sénégal	BHS	225 543	24	169 984	21	137 122	20
Côte d'Ivoire	BOA-CI	217 653	25	165 607	22	126 304	23
Mali	BOA-MALI	197 941	26	152 534	26	115 461	28
Burkina	SGBB	185 576	27	140 329	27	126 427	22
Togo	UTB	183 439	28	130 408	29	111 593	29
Mali	BMS	180 292	29	119 466	31	89 854	34
Sénégal	BIS	169 955	30	122 180	30	129 422	21
Sénégal	CNCAS	166 437	31	103 617	35	137 467	19
Burkina	BICIA-B	161 533	32	133 233	28	93 151	32
Sénégal	BRM	158 753	33	64 869	54	58 343	48
Niger	BOA-NIGER	158 547	34	90 972	42	96 824	31
Niger	SONIBANK	144 199	35	85 338	43	81 831	35
Bénin	SGB	144 035	36	117 142	32	80 215	36
Sénégal	BOA-SENEGAL	134 423	37	113 607	33	74 806	39
Côte d'Ivoire	CNCE	128 856	38	106 838	34	15 908	83
Burkina	BA-BURKINA	126 089	39	97 387	36	79 740	37
Sénégal	BA-SENEGAL	124 559	40	91 214	41	89 924	33
Sénégal	CDS	122 378	41	94 528	38	99 167	30
Mali	BA-MALI	120 512	42	78 391	46	72 151	41
Bénin	BA-BENIN	120 302	43	72 833	47	70 293	42
Bénin	UBA	119 246	44	79 473	45	37 690	59
Niger	ECOBANK	119 098	45	85 133	44	60 764	47
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	118 401	46	48 869	60	31 020	68
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	115 782	47	91 643	40	45 419	53
Togo	BTCl	114 581	48	96 251	37	49 006	50
Togo	BA-TOGO	113 741	49	69 566	50	72 241	40
Niger	BIA-NIGER	110 723	50	92 057	39	78 116	38
Bénin	BGFIBANK-Bénin	104 875	51	56 585	57	63 706	45
Togo	BIA-TOGO	98 697	52	69 841	49	47 752	52
Côte d'Ivoire	SCB-CI	95 672	53	66 829	53	45 146	54
Bénin	ORABANK	91 551	54	70 992	48	62 609	46

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2011
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (09)		(En millions de FCFA)					
ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	GARI	26 748	1	0	7	200	5
Burkina	BURKINABAIL	6 548	2	243	6	2 808	2
Burkina	SOBCA	5 173	3	2 606	1	2 499	3
Togo	CAURIS	4 936	4	0	7	0	7
Niger	SAHFI	4 835	5	1 009	2	0	7
Burkina	SBE	4 193	6	392	5	2 846	1
Mali	FGHM	2 511	7	0	7	7	6
Burkina	SOFIGIB	2 414	8	402	4	0	7
Sénégal	LOCAFRIQUE	2 124	9	672	3	729	4
Total		59 482		5 324		9 089	

(*) : Données provisoires

NB : Les établissements de crédit intègrent les données de toutes leurs succursales, ce faisant celles-ci ne figurent pas sur cette liste

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 461 413	2 664 113	3 007 297	8,2%	12,9%
- Caisse	331 704	368 703	418 685	11,2%	13,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 481 757	1 627 002	1 817 101	9,8%	11,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	270 673	282 216	327 500	4,3%	16,0%
- Comptes de prêts	364 890	369 077	434 076	1,1%	17,6%
- Valeurs non imputées	50	2 356	84	4612,0%	-96,4%
- Créances rattachées	3 476	3 481	4 116	0,1%	18,2%
- Créances en souffrance	8 863	11 278	5 735	27,2%	-49,1%
(provisions)	3 253	6 852	657	110,6%	-90,4%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6 460 719	7 277 229	8 357 879	12,6%	14,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	297 976	310 644	321 562	4,3%	3,5%
. Crédits de campagne	62	724	12 817	1067,7%	1670,3%
. Crédits ordinaires	297 914	309 920	308 745	4,0%	-0,4%
- Autres crédits à court terme	1 756 126	2 061 882	2 538 963	17,4%	23,1%
. Crédits de campagne	158 014	218 201	186 186	38,1%	-14,7%
. Crédits ordinaires	1 598 112	1 843 681	2 352 777	15,4%	27,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 395 748	1 565 841	1 709 003	12,2%	9,1%
- Crédits à moyen terme	2 211 937	2 496 059	2 863 978	12,8%	14,7%
- Crédits à long terme	253 346	277 685	303 572	9,6%	9,3%
- Affacturage	2 135	3 976	13 710	86,2%	244,8%
- Valeurs non imputées	15 269	16 499	15 825	8,1%	-4,1%
- Créances rattachées	48 109	55 954	65 733	16,3%	17,5%
- Créances en souffrance	480 073	488 689	525 533	1,8%	7,5%
. Impayées ou immobilisées	255 686	271 708	299 555	6,3%	10,2%
(provisions)	27 963	23 588	27 019	-15,6%	14,5%
. Douteuses ou litigieuses	220 097	209 086	216 876	-5,0%	3,7%
(provisions)	773 924	870 367	903 496	12,5%	3,8%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	4 290	7 895	9 102	84,0%	15,3%
(provisions)	36 329	30 425	6 257	-16,3%	-79,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 546 305	2 351 438	2 810 734	52,1%	19,5%
- Titres de placement	1 173 777	1 911 120	2 257 088	62,8%	18,1%
- Comptes de stocks	1 228	1 267	1 174	3,2%	-7,3%
- Débiteurs divers	74 145	93 484	89 924	26,1%	-3,8%
- Créances rattachées	18 782	24 284	29 307	29,3%	20,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	86 930	102 435	133 724	17,8%	30,5%
- Valeurs à rejeter	11 954	7 957	2 392	-33,4%	-69,9%
- Comptes d'ordre & divers	179 489	210 891	297 125	17,5%	40,9%
VALEURS IMMOBILISEES	954 785	1 022 696	1 182 143	7,1%	15,6%
- Immobilisations financières	384 067	361 765	525 303	-5,8%	45,2%
- Dépôts & cautionnements	9 903	12 003	13 184	21,2%	9,8%
- Immobilisations en cours	47 576	57 751	58 843	21,4%	1,9%
dont Immobilisations incorporelles	3 654	3 639	2 962	-0,4%	-18,6%
- Immobilisations d'exploitation	351 524	402 431	411 974	14,5%	2,4%
dont Immobilisations incorporelles	27 097	30 343	33 574	12,0%	10,6%
- Immobilisations hors-exploitation	82 950	114 995	123 576	38,6%	7,5%
dont Immobilisations incorporelles	1 310	2 393	2 397	82,7%	0,2%
- Crédit-bail & opérations assimilées	71 701	65 953	38 337	-8,0%	-41,9%
- Créances rattachées	5 694	6 501	9 653	14,2%	48,5%
- Créances en souffrance	1 370	1 297	1 273	-5,3%	-1,9%
(provisions)	4 035	4 109	2 705	1,8%	-34,2%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	30 044	17 403	3 262	-42,1%	-81,3%
- Actionnaires, capital non appelé	13 735	14 732	0	7,3%	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	16 309	2 671	3 262	-83,6%	22,1%
TOTAL DE L'ACTIF	11 453 266	13 332 879	15 361 315	16,4%	15,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 342 780	1 534 694	1 984 434	14,3%	29,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	363 602	452 031	627 066	24,3%	38,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	93 536	140 940	139 415	50,7%	-1,1%
- Comptes d'emprunts	868 561	927 286	1 197 166	6,8%	29,1%
- Autres sommes dues	8 188	6 892	13 071	-15,8%	89,7%
- Dettes rattachées	8 893	7 545	7 716	-15,2%	2,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	8 454 671	9 911 818	11 211 507	17,2%	13,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 037 559	4 684 391	5 586 762	16,0%	19,3%
- Dépôts à terme reçus	2 161 207	2 513 322	2 715 560	16,3%	8,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 656 875	1 994 682	2 115 051	20,4%	6,0%
- Dépôts de garantie reçus	307 146	394 076	360 443	28,3%	-8,5%
- Autres dépôts	50 253	23 948	43 972	-52,3%	83,6%
- Bons de caisse	44 178	60 401	98 556	36,7%	63,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	451	-	-
- Emprunts à la clientèle	34 745	28 681	33 270	-17,5%	16,0%
- Autres sommes dues	118 245	156 374	195 555	32,2%	25,1%
- Dettes rattachées	44 463	55 943	61 887	25,8%	10,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	444 241	447 513	546 591	0,7%	22,1%
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	31 982	29 850	23 833	-6,7%	-20,2%
- Crédoeurs divers	146 656	123 716	135 397	-15,6%	9,4%
- Dettes rattachées	1 357	1 305	7 700	-3,8%	490,0%
- Comptes d'ordre & divers	264 246	292 642	379 661	10,7%	29,7%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	483	659	726	36,4%	10,2%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	38	20	666	-47,4%	3230,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	445	639	60	43,6%	-90,6%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	1 211 091	1 438 195	1 618 057	18,8%	12,5%
- Subventions d'investissement	15 535	14 699	13 811	-5,4%	-6,0%
- Fonds affectés	44 839	46 746	47 578	4,3%	1,8%
- Provisions pour risques & charges	88 067	101 589	103 826	15,4%	2,2%
- Provisions réglementées	2 794	1 003	1 003	-64,1%	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	14 397	13 569	19 626	-5,8%	44,6%
- Titres et emprunts subordonnés	24 406	26 650	48 034	9,2%	80,2%
- Dettes rattachées	1 580	1 450	1 529	-8,2%	5,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	52 883	60 161	61 561	13,8%	2,3%
- Primes liées au capital	41 647	52 868	54 000	26,9%	2,1%
- Réserves	310 947	340 051	383 222	9,4%	12,7%
- Ecart de réévaluation	15 853	25 689	25 834	62,0%	0,6%
- Capital	688 306	891 368	950 737	29,5%	6,7%
- Dotations	4 242	2 485	6 872	-41,4%	176,5%
- Report à nouveau	-216 908	-209 791	-282 865	-3,3%	34,8%
- Résultat de l'exercice	122 503	69 658	183 289	-43,1%	163,1%
TOTAL DU PASSIF	11 453 266	13 332 879	15 361 315	16,4%	15,2%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	452 604	477 596	599 158	5,5%	25,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 584 092	1 773 286	1 999 197	11,9%	12,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	69 120	29 785	52 186	-56,9%	75,2%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	21 493	22 123	23 519	2,9%	6,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	8 964 760	10 654 129	12 353 997	18,8%	16,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	6 572 611	7 390 960	8 465 480	12,5%	14,5%
a) Crédits à court terme	3 554 184	4 061 277	4 732 787	14,3%	16,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	<i>158 076</i>	<i>218 925</i>	<i>199 003</i>	<i>38,5%</i>	<i>-9,1%</i>
b) Crédits à moyen terme	2 211 937	2 496 059	2 863 978	12,8%	14,7%
c) Crédits à long terme	253 346	277 685	303 572	9,6%	9,3%
d) Opérations de crédit-bail	71 701	65 953	38 337	-8,0%	-41,9%
e) Crédits en souffrance	481 443	489 986	526 806	1,8%	7,5%
impayés ou immobilisés	256 761	272 559	300 548	6,2%	10,3%
<i>provisions</i>	<i>28 491</i>	<i>23 791</i>	<i>27 836</i>	<i>-16,5%</i>	<i>17,0%</i>
douteux ou litigieux	224 682	217 427	226 258	-3,2%	4,1%
<i>provisions</i>	<i>813 760</i>	<i>904 698</i>	<i>911 641</i>	<i>11,2%</i>	<i>0,8%</i>
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 392 149	3 263 169	3 888 517	36,4%	19,2%
a) Titres de placement	1 173 777	1 911 120	2 257 088	62,8%	18,1%
b) Immobilisations financières	384 067	361 765	525 303	-5,8%	45,2%
c) Autres immobilisations	491 953	587 180	607 577	19,4%	3,5%
d) Divers	342 352	403 104	498 549	17,7%	23,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	10 089 335	11 788 327	13 381 335	16,8%	13,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	8 442 190	9 885 725	11 173 453	17,1%	13,0%
a) A vue	4 155 804	4 840 765	5 782 768	16,5%	19,5%
b) A terme	4 286 386	5 044 960	5 390 685	17,7%	6,9%
dépôts à terme et bons de caisse	2 205 385	2 573 723	2 814 116	16,7%	9,3%
comptes d'épargne à régime spécial	1 656 875	1 994 682	2 115 051	20,4%	6,0%
autres	424 126	476 555	461 518	12,4%	-3,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	938 388	1 159 081	1 307 764	23,5%	12,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	805 008	1 015 169	1 136 322	26,1%	11,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	<i>23 103</i>	<i>24 104</i>	<i>31 688</i>	<i>4,3%</i>	<i>31,5%</i>
b) Autres	133 380	143 912	171 442	7,9%	19,1%
3. AUTRES RESSOURCES	708 757	743 521	900 118	4,9%	21,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	1 124 575	1 134 198	1 027 338	0,9%	-9,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-1 124 575	-1 134 198	-1 027 338	0,9%	-9,4%
1. DISPONIBILITES	-332 229	-369 418	-419 560	11,2%	13,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-792 346	-764 780	-607 778	-3,5%	-20,5%
emplois	-2 126 233	-2 291 929	-2 584 496	7,8%	12,8%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>-456 802</i>	<i>-516 905</i>	<i>-480 879</i>	<i>13,2%</i>	<i>-7,0%</i>
<i>dont emplois en souffrance</i>	<i>1 693</i>	<i>2 886</i>	<i>4 799</i>	<i>70,5%</i>	<i>66,3%</i>
ressources	1 333 887	1 527 149	1 976 718	14,5%	29,4%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>238 056</i>	<i>262 214</i>	<i>294 364</i>	<i>10,1%</i>	<i>12,3%</i>

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	1 140 075	1 283 516	1 422 098	12,6%	10,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	33 879	29 538	31 027	-12,8%	5,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	786 319	842 138	932 064	7,1%	10,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	77 694	108 443	149 246	39,6%	37,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	51 125	46 772	26 460	-8,5%	-43,4%
+Produits sur opérations de change	139 839	191 307	213 916	36,8%	11,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	34 561	43 740	44 788	26,6%	2,4%
+Produits sur prestations de services financiers	13 756	18 351	21 257	33,4%	15,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	7 149	5 399	5 513	-24,5%	2,1%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	17	234	0	1276,5%	-100,0%
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	4 230	1 938	2 173	-54,2%	12,1%
2. CHARGES BANCAIRES	363 849	427 218	453 584	17,4%	6,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	57 283	51 179	57 343	-10,7%	12,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	171 044	207 022	227 230	21,0%	9,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	5 560	6 129	5 059	10,2%	-17,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	40 179	39 149	21 754	-2,6%	-44,4%
-Charges sur opérations de change	76 071	113 686	128 631	49,4%	13,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 058	1 226	1 543	15,9%	25,9%
-Charges sur prestations de services financiers	5 767	6 689	8 068	16,0%	20,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6 887	2 138	3 956	-69,0%	85,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	776 226	856 298	968 514	10,3%	13,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	32 089	46 039	50 851	43,5%	10,5%
+Produits sur immobilisations financières	16 299	19 813	23 481	21,6%	18,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	17 446	27 337	28 055	56,7%	2,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	8	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	1 656	1 111	677	-32,9%	-39,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	808 315	902 337	1 019 365	11,6%	13,0%
6. FRAIS GENERAUX	497 768	562 106	596 884	12,9%	6,2%
-Frais de personnel	213 224	235 297	255 391	10,4%	8,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	23 832	28 320	25 366	18,8%	-10,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	260 712	298 489	316 127	14,5%	5,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	70 873	81 070	85 016	14,4%	4,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	72 618	82 465	85 520	13,6%	3,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 745	1 395	504	-20,1%	-63,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	239 674	259 161	337 465	8,1%	30,2%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	73 531	152 603	93 099	107,5%	-39,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	296 135	328 927	295 613	11,1%	-10,1%
+Reprises de provisions	222 604	176 324	202 514	-20,8%	14,9%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	4 247	2 172	2 173	-48,9%	0,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	170 390	108 730	246 539	-36,2%	126,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-744	5 064	-9 239	-780,6%	-282,4%
+Subventions d'exploitation	959	5 036	129	425,1%	-97,4%
+Récupérations sur créances amorties	1 333	2 470	2 266	85,3%	-8,3%
+Produits exceptionnels	15 652	14 589	6 453	-6,8%	-55,8%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	2 910	2 433	2 566	-16,4%	5,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 425	819	2 308	-42,5%	181,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	7 501	7 141	4 065	-4,8%	-43,1%
-Charges exceptionnelles	12 672	11 504	14 280	-9,2%	24,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-4 166	-4 632	-6 227	11,2%	34,4%
+Profits sur exercices antérieurs	18 403	17 888	37 795	-2,8%	111,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	22 569	22 520	44 022	-0,2%	95,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	42 977	39 504	47 784	-8,1%	21,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	122 503	69 658	183 289	-43,1%	163,1%
+Bénéfices	201 712	172 468	239 289	-14,5%	38,7%
-Pertes	-79 209	-102 810	-56 000	29,8%	-45,5%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,9%	17,1%	15,6%	-0,8	-1,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	7,3%	6,6%	6,2%	-0,7	-0,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	63,6%	65,5%	64,1%	1,8	-1,4
COUT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,3%	3,9%	3,5%	-0,5	-0,4
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	2,7%	2,2%	0,5	-0,5
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,5%	2,8%	2,4%	0,3	-0,5
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,6%	4,3%	3,4%	0,6	-0,8
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,8%	1,6%	1,3%	-0,2	-0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	12,7%	13,6%	12,2%	0,9	-1,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,1%	10,8%	9,6%	0,6	-1,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,6%	7,9%	7,3%	0,3	-0,7
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	73,5%	75,3%	70,5%	1,8	-4,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	30,1%	58,4%	27,4%	28,2	-31,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	15,8%	8,1%	18,9%	-7,6	10,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,2%	5,3%	12,1%	-5,9	6,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	28,3	29,0	30,3	2,5%	4,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,6	13,4	17,1	-1,8%	27,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	71,3%	70,9%	69,0%	-0,4	-1,9

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	688 306	891 368	950 737	29,5%	6,7%
REPARTITION DU CAPITAL	688 306	891 368	950 737	29,5%	6,7%
Nationaux	328 582	378 100	426 131	15,1%	12,7%
<i>Etat</i>	110 277	140 666	155 649	27,6%	10,7%
<i>Privés</i>	218 305	237 434	270 482	8,8%	13,9%
Non-nationaux	359 724	513 268	524 606	42,7%	2,2%
<i>dont UMOA</i>	117 539	103 580	164 008	-11,9%	58,3%
TOTAL DU BILAN	11 453 266	13 332 879	15 361 315	16,4%	15,2%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	1 399	1 688	1 853	20,7%	9,8%
Périodiques	22	67	55	204,5%	-17,9%
Permanents	1 377	1 621	1 798	17,7%	10,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	1 336	1 669	ND	24,9%
EFFECTIFS	17 588	19 375	19 725	10,2%	1,8%
Employés	10 600	12 183	12 237	14,9%	0,4%
<i>dont Etrangers</i>	69	114	129	65,2%	13,2%
Cadres	6 988	7 192	7 488	2,9%	4,1%
<i>dont Etrangers</i>	200	209	207	4,5%	-1,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	4 474 824	5 061 604	7 910 251	13,1%	56,3%
Personnes physiques	4 084 077	4 590 420	7 081 721	12,4%	54,3%
<i>dont Etrangers</i>	121 158	131 784	164 605	8,8%	24,9%
Personnes morales	390 747	471 184	828 530	20,6%	75,8%
<i>dont Etrangers</i>	13 709	9 939	33 975	-27,5%	241,8%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	8,53%	7,94%	7,01%	-0,59	-0,93
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	113	111	108	-2	-3

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.1 : BENIN

II.1.1. - Liste des établissements de crédit

II.1.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX DE COMPTES (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONAL						
	BANQUES (13)			117 376	1 250	21 496	1 882 605	175	640 118	394	1 756	2 150
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	10 073	0	4 496	553 177	38	211 758	54	412	466
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	5 000	0	1 053	356 914	30	180 625	121	125	246
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	27/05/2002	12 000	0	1 440	144 035	16	20 068	40	152	192
B 0099 X	- Diamond Bank-Bénin	DIAMOND BANK-BENIN	24/01/2001	20 450	0	600	255 049	18	59 322	32	256	288
B 0058 C	- ORABANK Bénin	ORABANK-BENIN	05/12/1988	17 136	875	295	91 551	9	16 423	37	113	150
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	BIBE	05/02/1990	9 000	0	520	46 712	13	23 922	23	136	159
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	10 997	0	2 596	119 246	15	56 391	14	190	204
B 0115 P	- Banque Atlantique - Bénin?	BA-BENIN?	13/01/2005	6 500	0	2 990	120 302	13	27 297	20	93	113
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	9 220	0	0	55 335	10	10 285	16	127	143
B 0119 T	- Banque Régionale de Solidarité du Bénin?	BRS-BENIN	18/05/2005	2 000	0	0	8 633	4	15 883	25	36	61
B 0127 C	- African Investment Bank	AIB SA?	15/07/2005	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/2004	5 000	375	3 501	26 776	1	12 013	1	21	22
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin	BGFIBANK-BENIN	23/04/2010	10 000	0	4 005	104 875	8	6 131	11	95	106
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (13)			117 376	1 250	21 496	1 882 605	175	640 118	394	1 756	2 150

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	259 512	226 871	366 748	-12,6%	61,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	66 027	55 668	84 224	-15,7%	51,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	23 340	24 286	19 973	4,1%	-17,8%
- Comptes d'emprunts	168 973	144 825	261 546	-14,3%	80,6%
- Autres sommes dues	92	1 165	36	1166,3%	-96,9%
- Dettes rattachées	1 080	927	969	-14,2%	4,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 042 470	1 206 101	1 286 638	15,7%	6,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	463 476	547 941	570 502	18,2%	4,1%
- Dépôts à terme reçus	368 058	428 275	471 793	16,4%	10,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	130 973	153 604	167 090	17,3%	8,8%
- Dépôts de garantie reçus	41 892	31 499	30 160	-24,8%	-4,3%
- Autres dépôts	5 230	5 568	5 712	6,5%	2,6%
- Bons de caisse	35	301	1 629	760,0%	441,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	73	37	383	-49,3%	935,1%
- Autres sommes dues	24 192	27 723	26 678	14,6%	-3,8%
- Dettes rattachées	8 541	11 153	12 691	30,6%	13,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	47 398	47 639	55 901	0,5%	17,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	6 000	4 800	3 600	-20,0%	-25,0%
- Crédoeurs divers	13 804	10 764	11 519	-22,0%	7,0%
- Dettes rattachées	195	156	417	-20,0%	167,3%
- Comptes d'ordre & divers	27 399	31 919	40 365	16,5%	26,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	418	610	675	45,9%	10,7%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	645	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	418	610	30	45,9%	-95,1%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	110 819	142 712	172 643	28,8%	21,0%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	1 004	1 000	1 003	-0,4%	0,3%
- Provisions pour risques & charges	7 099	7 206	7 206	1,5%	-
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	20	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	4 300	12 176	10 327	183,2%	-15,2%
- Dettes rattachées	522	862	925	65,1%	7,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	10 004	10 079	10 646	0,7%	5,6%
- Primes liées au capital	8 679	12 114	12 850	39,6%	6,1%
- Réserves	25 623	29 419	34 443	14,8%	17,1%
- Ecart de réévaluation	227	227	227	-	-
- Capital	91 103	107 926	117 376	18,5%	8,8%
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-44 541	-49 241	-43 366	10,6%	-11,9%
- Résultat de l'exercice	6 799	10 944	20 986	61,0%	91,8%
TOTAL DU PASSIF	1 460 617	1 623 933	1 882 605	11,2%	15,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	110 212	56 577	82 839	-48,7%	46,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	197 448	276 437	258 334	40,0%	-6,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	1 000	2 513	3 500	151,3%	39,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 713	2 121	2 654	-21,8%	25,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 112 279	1 303 865	1 592 462	17,2%	22,1%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	771 423	847 257	956 080	9,8%	12,8%
a) Crédits à court terme	386 138	447 648	488 674	15,9%	9,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	11 929	16 122	20 673	35,1%	28,2%
b) Crédits à moyen terme	294 720	326 053	374 476	10,6%	14,9%
c) Crédits à long terme	24 567	22 343	30 752	-9,1%	37,6%
d) Opérations de crédit-bail	4 151	2 120	1 023	-48,9%	-51,7%
e) Crédits en souffrance	61 847	49 093	61 155	-20,6%	24,6%
impayés ou immobilisés	25 731	19 017	28 168	-26,1%	48,1%
<i>provisions</i>	175	851	577	386,3%	-32,2%
douteux ou litigieux	36 116	30 076	32 987	-16,7%	9,7%
<i>provisions</i>	77 542	95 946	91 332	23,7%	-4,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	340 856	456 608	636 382	34,0%	39,4%
a) Titres de placement	221 148	312 444	434 845	41,3%	39,2%
b) Immobilisations financières	18 784	25 856	84 898	37,6%	228,3%
c) Autres immobilisations	45 867	57 089	57 411	24,5%	0,6%
d) Divers	55 057	61 219	59 228	11,2%	-3,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 202 185	1 397 989	1 516 826	16,3%	8,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 039 929	1 199 748	1 277 547	15,4%	6,5%
a) A vue	487 668	575 664	597 180	18,0%	3,7%
b) A terme	552 261	624 084	680 367	13,0%	9,0%
dépôts à terme et bons de caisse	368 093	428 576	473 422	16,4%	10,5%
comptes d'épargne à régime spécial	130 973	153 604	167 090	17,3%	8,8%
autres	53 195	41 904	39 855	-21,2%	-4,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	91 701	123 169	146 867	34,3%	19,2%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	86 170	109 766	135 290	27,4%	23,3%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 029	2 025	3 115	-0,2%	53,8%
b) Autres	5 531	13 403	11 577	142,3%	-13,6%
3. AUTRES RESSOURCES	70 555	75 072	92 412	6,4%	23,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	89 906	94 124	-75 636	4,7%	-180,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-89 906	-94 124	75 636	4,7%	-180,4%
1. DISPONIBILITES	-37 934	-41 254	-39 744	8,8%	-3,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-51 972	-52 870	115 380	1,7%	-318,2%
emplois	-310 404	-278 814	-250 399	-10,2%	-10,2%
<i>dont hors UMOA</i>	-76 820	-72 920	-54 206	-5,1%	-25,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-1 288	-405	-272	-68,6%	-32,8%
ressources	258 432	225 944	365 779	-12,6%	61,9%
<i>dont hors UMOA</i>	37 271	31 511	30 853	-15,5%	-2,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	152 490	148 480	161 673	-2,6%	8,9%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 276	6 481	7 308	-21,7%	12,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	89 468	93 878	101 941	4,9%	8,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	13 036	15 986	25 546	22,6%	59,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 181	2 166	1 721	-0,7%	-20,5%
+Produits sur opérations de change	36 239	24 206	19 674	-33,2%	-18,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	2 263	4 288	4 095	89,5%	-4,5%
+Produits sur prestations de services financiers	806	1 218	1 283	51,1%	5,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	308	331	158	7,5%	-52,3%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	17	0	0	-100,0%	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	70	74	53	5,7%	-28,4%
2. CHARGES BANCAIRES	69 335	58 761	60 062	-15,3%	2,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 557	8 012	9 705	-16,2%	21,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	25 849	30 776	37 115	19,1%	20,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	578	576	428	-0,3%	-25,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 955	2 270	1 564	16,1%	-31,1%
-Charges sur opérations de change	30 884	16 340	10 294	-47,1%	-37,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	15	15	3	-	-80,0%
-Charges sur prestations de services financiers	497	772	952	55,3%	23,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	1	-	-
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	83 155	89 719	101 611	7,9%	13,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 525	2 835	7 429	12,3%	162,0%
+Produits sur immobilisations financières	1 175	2 001	3 790	70,3%	89,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 350	834	3 639	-38,2%	336,3%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	85 680	92 554	109 040	8,0%	17,8%
6. FRAIS GENERAUX	49 100	54 564	62 594	11,1%	14,7%
-Frais de personnel	20 326	22 296	25 942	9,7%	16,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 430	1 624	1 880	13,6%	15,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	27 344	30 644	34 772	12,1%	13,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	6 448	7 394	8 458	14,7%	14,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	6 460	7 420	8 458	14,9%	14,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	12	26	0	116,7%	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	30 132	30 596	37 988	1,5%	24,2%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	17 998	15 391	12 575	-14,5%	-18,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	30 465	45 555	33 483	49,5%	-26,5%
+Reprises de provisions	12 467	30 164	20 908	142,0%	-30,7%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	87	74	53	-14,9%	-28,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	12 221	15 279	25 466	25,0%	66,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-2 599	-1 406	-1 336	-45,9%	-5,0%
+Subventions d'exploitation	0	0	4	-	-
+Récupérations sur créances amorties	17	8	252	-52,9%	3050,0%
+Produits exceptionnels	542	347	241	-36,0%	-30,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	595	10	382	-98,3%	3720,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	114	216	823	89,5%	281,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	2 460	115	553	-95,3%	380,9%
-Charges exceptionnelles	1 179	1 440	839	22,1%	-41,7%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	684	-2	1 364	-100,3%	-68300,0%
+Profits sur exercices antérieurs	2 322	1 324	2 508	-43,0%	89,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 638	1 326	1 144	-19,0%	-13,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 507	2 927	4 508	-16,5%	54,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	6 799	10 944	20 986	61,0%	91,8%
+Bénéfices	14 830	17 081	23 843	15,2%	39,6%
-Pertes	-8 031	-6 137	-2 857	-23,6%	-53,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,4%	15,5%	14,6%	-0,9	-0,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,0%	5,8%	6,4%	-2,2	0,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	55,7%	66,3%	60,0%	10,6	-6,3
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,8%	4,3%	4,0%	-0,5	-0,3
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,6%	2,9%	3,0%	0,3	0,1
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,0%	3,1%	3,2%	0,1	0,1
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	5,4%	4,3%	3,8%	-1,1	-0,5
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	2,8%	2,4%	3,1%	-0,4	0,7
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,7%	12,5%	12,0%	-0,2	-0,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,8%	9,8%	10,1%	0,0	0,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,8%	6,7%	6,9%	-0,1	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,8%	69,1%	69,9%	2,3	0,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	59,6%	50,2%	33,1%	-9,4	-17,1
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,2%	12,2%	20,7%	4,0	8,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,6%	8,1%	12,8%	1,5	4,7
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	26,3	27,5	29,1	4,6%	5,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	16,2	15,4	17,7	-4,9%	14,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	52,5%	102,2%	168,2%	49,7	66,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	91 103	107 926	117 376	18,5%	8,8%
REPARTITION DU CAPITAL	91 103	107 926	117 376	18,5%	8,8%
Nationaux	76 149	31 889	22 746	-58,1%	-28,7%
<i>Etat</i>	2 495	2 125	1 250	-14,8%	-41,2%
<i>Privés</i>	73 654	29 764	21 496	-59,6%	-27,8%
Non-nationaux	14 954	76 037	94 630	408,5%	24,5%
<i>dont UMOA</i>	18 224	25 634	30 386	40,7%	18,5%
TOTAL DU BILAN	1 460 617	1 623 933	1 882 605	11,2%	15,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	144	158	175	9,7%	10,8%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	144	158	175	9,7%	10,8%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	130	153	ND	17,7%
EFFECTIFS	1 865	1 983	2 150	6,3%	8,4%
Employés	1 464	1 577	1 756	7,7%	11,4%
<i>dont Etrangers</i>	21	42	38	100,0%	-9,5%
Cadres	401	406	394	1,2%	-3,0%
<i>dont Etrangers</i>	22	27	26	22,7%	-3,7%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	476 685	572 972	640 118	20,2%	11,7%
Personnes physiques	428 161	510 952	583 913	19,3%	14,3%
<i>dont Etrangers</i>	7 857	10 556	10 377	34,4%	-1,7%
Personnes morales	48 524	62 020	56 205	27,8%	-9,4%
<i>dont Etrangers</i>	601	540	595	-10,1%	10,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	8,39%	7,64%	6,59%	-0,75	-1,05
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	13	12	0	-1
A - Par type					
Banques	12	13	12	1	-1
Etablissements Financiers	1	0	0	-1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	11	10	1	-1
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	1	0	0	-1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	2	3	3	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	3	4	1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	9	7	5	-2	-2

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2 : BURKINA

II.2.1. - Liste des établissements de crédit

II.2.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (e)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (12)			111 798	20 133	23 558	68 107	1 902 124	183	744 650	822	1 029	1 851
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-Burkina	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	248 562	26	119 339	166	164	330
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 400	5 100	161 533	15	50 792	47	257	304
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	7 495	250	875	6 370	400 900	40	255 965	0	0	0
C 0074 P	- Société Générale de Banques au Burkina	SGBB	12/12/1974	6 400	960	1 113	4 327	185 576	8	39 156	188	16	204
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina	BOA-BURKINA	30/10/1997	8 000	0	1 538	6 462	285 949	25	111 631	13	219	232
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	26 125	9 406	3 656	13 063	79 761	11	39 302	134	54	188
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BA-BURKINA	06/10/2005	6 000	1 098	1 537	3 365	126 089	21	39 331	51	119	170
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Burkina	BSIC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	200	12 012	57 458	5	9 667	17	84	101
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	10 000	698	9 294	8	305 550	24	59 884	149	55	204
C 0120 P	- Banque Régionale de Solidarité du Burkina?	BRS-BURKINA	01/08/2005	2 000	0	0	2 000	19 626	4	12 012	41	27	68
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	5 000	3 321	1 239	440	31 120	4	7 571	16	34	50
C 0161 J	- CBao, Atlijanwafabank, Succursale du Burkina	-											
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (5)			9 243	4 870	3 135	1 238	18 328	16	3 315	23	92	115
C 0085 B	- Burkinabail	BURKINABAIL	30/10/1997	4 593	2 792	592	1 209	6 548	2	0	6	7	13
C 0049 M	- Société Burkinabé d'Equiperment	SBE	22/08/1984	1 200	0	1 200	0	4 193	8	3 315	4	50	54
C 0021 G	- Société Burkinabé de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	2 250	1 493	728	29	5 173	5	0	7	35	42
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	21/06/2007										
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	1 200	585	615	0	2 414	1	0	6	0	6
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			121 041	25 003	26 693	69 345	1 920 452	199	747 965	845	1 121	1 966

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BURKINA
(15 Etablissements)

Annexe II.2.2

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	276 295	281 735	297 537	2,0%	5,6%
- Caisse	31 483	34 131	36 767	8,4%	7,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	145 667	159 959	174 564	9,8%	9,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	26 881	33 574	52 902	24,9%	57,6%
- Comptes de prêts	69 401	49 101	32 385	-29,3%	-34,0%
- Valeurs non imputées	28	828	83	2857,1%	-90,0%
- Créances rattachées	516	329	618	-36,2%	87,8%
- Créances en souffrance	2 319	3 813	218	64,4%	-94,3%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	695 338	823 243	1 037 794	18,4%	26,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	28 990	30 741	24 664	6,0%	-19,8%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	1 126	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	28 990	30 741	23 538	6,0%	-23,4%
- Autres crédits à court terme	212 329	252 542	332 398	18,9%	31,6%
. <i>Crédits de campagne</i>	29 520	37 547	29 320	27,2%	-21,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	182 809	214 995	303 078	17,6%	41,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	144 733	167 421	229 190	15,7%	36,9%
- Crédits à moyen terme	237 348	276 242	362 685	16,4%	31,3%
- Crédits à long terme	14 823	19 123	23 832	29,0%	24,6%
- Affacturage	2	79	469	3850,0%	493,7%
- Valeurs non imputées	1 923	1 274	1 573	-33,7%	23,5%
- Créances rattachées	5 906	7 555	7 898	27,9%	4,5%
- Créances en souffrance	49 284	68 266	55 085	38,5%	-19,3%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	22 550	41 474	24 070	83,9%	-42,0%
<i>(provisions)</i>	455	674	1 060	48,1%	57,3%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	26 734	26 792	31 000	0,2%	15,7%
<i>(provisions)</i>	113 768	97 181	88 791	-14,6%	-8,6%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	15	-	-
<i>(provisions)</i>	220	297	20	35,0%	-93,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	194 175	362 126	437 221	86,5%	20,7%
- Titres de placement	155 357	305 756	365 484	96,8%	19,5%
- Comptes de stocks	682	539	367	-21,0%	-31,9%
- Débiteurs divers	3 483	5 674	5 748	62,9%	1,3%
- Créances rattachées	2 920	5 050	5 038	72,9%	-0,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 604	19 192	19 305	152,4%	0,6%
- Valeurs à rejeter	801	670	472	-16,4%	-29,6%
- Comptes d'ordre & divers	23 328	25 245	40 807	8,2%	61,6%
VALEURS IMMOBILISEES	104 743	106 621	147 869	1,8%	38,7%
- Immobilisations financières	51 532	47 241	84 187	-8,3%	78,2%
- Dépôts & cautionnements	899	1 220	1 727	35,7%	41,6%
- Immobilisations en cours	4 517	7 994	5 913	77,0%	-26,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	251	940	432	274,5%	-54,0%
- Immobilisations d'exploitation	38 854	38 834	39 855	-0,1%	2,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 865	1 937	2 158	3,9%	11,4%
- Immobilisations hors-exploitation	5 101	9 412	12 897	84,5%	37,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	280	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	2 567	730	846	-71,6%	15,9%
- Créances rattachées	1 088	1 117	2 307	2,7%	106,5%
- Créances en souffrance	185	73	137	-60,5%	87,7%
<i>(provisions)</i>	739	700	0	-5,3%	-100,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	18 000	14 071	31	-21,8%	-99,8%
- Actionnaires, capital non appelé	11 500	11 500	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	6 500	2 571	31	-60,4%	-98,8%
TOTAL DE L'ACTIF	1 288 551	1 587 796	1 920 452	23,2%	21,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA
(15 Etablissements)

Annexe II.2.2

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	147 897	208 075	277 214	40,7%	33,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	24 444	49 959	70 870	104,4%	41,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 003	12 223	9 620	307,0%	-21,3%
- Comptes d'emprunts	119 127	145 316	195 882	22,0%	34,8%
- Autres sommes dues	373	170	361	-54,4%	112,4%
- Dettes rattachées	950	407	481	-57,2%	18,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	960 242	1 174 405	1 376 880	22,3%	17,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	418 325	494 617	637 867	18,2%	29,0%
- Dépôts à terme reçus	329 927	422 511	449 571	28,1%	6,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	169 369	203 089	234 928	19,9%	15,7%
- Dépôts de garantie reçus	22 646	38 352	28 996	69,4%	-24,4%
- Autres dépôts	1 142	685	1 524	-40,0%	122,5%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	3 050	475	3 012	-84,4%	534,1%
- Autres sommes dues	9 737	6 362	12 800	-34,7%	101,2%
- Dettes rattachées	6 046	8 314	8 182	37,5%	-1,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	44 916	59 444	75 397	32,3%	26,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	3 800	2 800	6 800	-26,3%	142,9%
- Crédoeurs divers	13 168	11 836	13 073	-10,1%	10,5%
- Dettes rattachées	106	79	590	-25,5%	646,8%
- Comptes d'ordre & divers	27 842	44 729	54 934	60,7%	22,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	8	2	3	-75,0%	50,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	8	2	3	-75,0%	50,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	135 488	145 870	190 958	7,7%	30,9%
- Subventions d'investissement	91	118	85	29,7%	-28,0%
- Fonds affectés	6 949	8 884	10 543	27,8%	18,7%
- Provisions pour risques & charges	6 894	4 676	4 804	-32,2%	2,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 329	4 829	9 829	107,3%	103,5%
- Titres et emprunts subordonnés	10 699	2 268	5 624	-78,8%	148,0%
- Dettes rattachées	763	221	54	-71,0%	-75,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 184	4 104	4 846	-1,9%	18,1%
- Primes liées au capital	10 145	11 191	11 689	10,3%	4,5%
- Réserves	29 844	28 830	34 560	-3,4%	19,9%
- Ecart de réévaluation	2 743	2 743	2 745	-	0,1%
- Capital	91 232	109 882	121 041	20,4%	10,2%
- Dotations	1 000	0	0	-100,0%	-
- Report à nouveau	-31 480	-45 333	-50 812	44,0%	12,1%
- Résultat de l'exercice	95	13 457	35 950	14065,3%	167,1%
TOTAL DU PASSIF	1 288 551	1 587 796	1 920 452	23,2%	21,0%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	35 216	51 206	60 309	45,4%	17,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	277 082	339 269	428 060	22,4%	26,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	1 185	1 010	3 496	-14,8%	246,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 768	1 226	1 250	-30,7%	2,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	994 760	1 292 312	1 623 430	29,9%	25,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	699 788	835 683	1 050 184	19,4%	25,7%
a) Crédits à court terme	395 581	471 249	607 599	19,1%	28,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	29 520	37 547	30 446	27,2%	-18,9%
b) Crédits à moyen terme	237 348	276 242	362 685	16,4%	31,3%
c) Crédits à long terme	14 823	19 123	23 832	29,0%	24,6%
d) Opérations de crédit-bail	2 567	730	846	-71,6%	15,9%
e) Crédits en souffrance	49 469	68 339	55 222	38,1%	-19,2%
impayés ou immobilisés	22 682	41 534	24 116	83,1%	-41,9%
<i>provisions</i>	677	877	1 060	29,5%	20,9%
douteux ou litigieux	26 787	26 805	31 106	0,1%	16,0%
<i>provisions</i>	114 505	97 975	88 811	-14,4%	-9,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	294 972	456 629	573 246	54,8%	25,5%
a) Titres de placement	155 357	305 756	365 484	96,8%	19,5%
b) Immobilisations financières	51 532	47 241	84 187	-8,3%	78,2%
c) Autres immobilisations	49 371	57 460	60 392	16,4%	5,1%
d) Divers	38 712	46 172	63 183	19,3%	36,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 123 604	1 366 057	1 643 688	21,6%	20,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	957 996	1 168 891	1 375 498	22,0%	17,7%
a) A vue	428 062	500 979	650 667	17,0%	29,9%
b) A terme	529 934	667 912	724 831	26,0%	8,5%
dépôts à terme et bons de caisse	329 927	422 511	449 571	28,1%	6,4%
comptes d'épargne à régime spécial	169 369	203 089	234 928	19,9%	15,7%
autres	30 638	42 312	40 332	38,1%	-4,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	97 514	108 214	162 057	11,0%	49,8%
a) Capital, dotations & réserves	74 703	89 372	133 231	19,6%	49,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 173	3 297	4 239	51,7%	28,6%
b) Autres	22 811	18 842	28 826	-17,4%	53,0%
3. AUTRES RESSOURCES	68 094	88 952	106 133	30,6%	19,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	128 844	73 745	20 258	-42,8%	-72,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-128 844	-73 745	-20 258	-42,8%	-72,5%
1. DISPONIBILITES	-31 495	-34 138	-36 839	8,4%	7,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-97 349	-39 607	16 581	-59,3%	-141,9%
emplois	-244 296	-247 275	-260 152	1,2%	5,2%
<i>dont hors UMOA</i>	-41 855	-50 554	-65 629	20,8%	29,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-2 275	-3 769	-174	65,7%	-95,4%
ressources	146 947	207 668	276 733	41,3%	33,3%
<i>dont hors UMOA</i>	20 510	19 539	20 703	-4,7%	6,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	125 958	171 425	195 932	36,1%	14,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 422	2 410	3 692	-29,6%	53,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	88 560	94 449	110 397	6,6%	16,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	7 089	15 171	21 876	114,0%	44,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1 785	615	553	-65,5%	-10,1%
+Produits sur opérations de change	17 138	48 942	50 108	185,6%	2,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 543	7 182	6 392	29,6%	-11,0%
+Produits sur prestations de services financiers	2 037	2 312	2 873	13,5%	24,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	501	442	173	-11,8%	-60,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	117	98	132	-16,2%	34,7%
2. CHARGES BANCAIRES	40 605	76 537	82 675	88,5%	8,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 953	6 166	8 733	3,6%	41,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	23 228	30 069	35 345	29,5%	17,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	192	325	540	69,3%	66,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 375	731	546	-46,8%	-25,3%
-Charges sur opérations de change	8 687	38 026	36 282	337,7%	-4,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	9	114	292	1166,7%	156,1%
-Charges sur prestations de services financiers	874	777	649	-11,1%	-16,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	287	329	288	14,6%	-12,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	85 353	94 888	113 257	11,2%	19,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 955	4 913	5 258	-0,8%	7,0%
+Produits sur immobilisations financières	3 188	2 652	3 274	-16,8%	23,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 211	2 698	2 184	22,0%	-19,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	444	437	200	-1,6%	-54,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	90 308	99 801	118 515	10,5%	18,8%
6. FRAIS GENERAUX	54 832	57 206	61 807	4,3%	8,0%
-Frais de personnel	26 170	25 791	28 064	-1,4%	8,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 766	1 414	1 260	-19,9%	-10,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	26 896	30 001	32 483	11,5%	8,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	8 189	6 809	7 808	-16,9%	14,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	8 206	7 576	7 824	-7,7%	3,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	17	767	16	4411,8%	-97,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	27 287	35 786	48 900	31,1%	36,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	21 003	16 209	5 614	-22,8%	-65,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	35 151	36 230	56 392	3,1%	55,7%
+Reprises de provisions	14 148	20 021	50 778	41,5%	153,6%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	117	98	132	-16,2%	34,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	6 401	19 675	43 418	207,4%	120,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-958	-829	-712	-13,5%	-14,1%
+Subventions d'exploitation	34	36	5	5,9%	-86,1%
+Récupérations sur créances amorties	55	985	651	1690,9%	-33,9%
+Produits exceptionnels	352	582	509	65,3%	-12,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	750	600	550	-20,0%	-8,3%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	509	125	346	-75,4%	176,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	540	420	1 142	-22,2%	171,9%
-Charges exceptionnelles	1 100	2 487	939	126,1%	-62,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-470	149	-16	-131,7%	-110,7%
+Profits sur exercices antérieurs	860	2 724	16 320	216,7%	499,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 330	2 575	16 336	93,6%	534,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	4 878	5 538	6 740	13,5%	21,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	95	13 457	35 950	14065,3%	167,1%
+Bénéfices	18 157	23 418	36 476	29,0%	55,8%
-Pertes	-18 062	-9 961	-526	-44,9%	-94,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	20,2%	17,9%	12,7%	-2,3	-5,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	7,1%	8,2%	5,3%	1,1	-2,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	70,0%	59,1%	61,9%	-10,9	2,8
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,7%	3,9%	3,8%	-0,8	-0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,7%	2,8%	2,8%	0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,9%	2,9%	2,9%	0,0	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,7%	5,7%	5,1%	2,0	-0,6
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,8%	0,9%	1,5%	-0,9	0,6
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,6%	12,8%	12,0%	0,2	-0,8
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,2%	9,6%	9,8%	-0,6	0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,3%	6,7%	6,9%	-0,6	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	73,9%	68,3%	61,5%	-5,6	-6,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	76,6%	45,2%	11,4%	-31,4	-33,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	0,1%	14,2%	31,7%	14,1	17,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	0,1%	10,6%	19,3%	10,5	8,7
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,1	24,7	31,4	6,9%	27,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	11,5	15,4	24,9	33,9%	61,7%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	69,5%	84,2%	65,4%	14,7	-18,8

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010 0,0	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	91 232	109 882	121 041	20,4%	10,2%
REPARTITION DU CAPITAL	91 232	109 882	121 041	20,4%	10,2%
Nationaux	35 517	48 343	51 696	36,1%	6,9%
<i>Etat</i>	13 811	18 158	25 003	31,5%	37,7%
<i>Privés</i>	21 706	30 185	26 693	39,1%	-11,6%
Non-nationaux	55 715	61 539	69 345	10,5%	12,7%
<i>dont UMOA</i>	15 189	12 892	17 721	-15,1%	37,5%
TOTAL DU BILAN	1 288 551	1 587 796	1 920 452	23,2%	21,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	181	193	199	6,6%	3,1%
Périodiques	17	11	0	-35,3%	-100,0%
Permanents	164	182	199	11,0%	9,3%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES		113	180	ND	59,3%
EFFECTIFS	2 371	2 320	1 966	-2,2%	-15,3%
Employés	1 332	1 453	1 121	9,1%	-22,8%
<i>dont Etrangers</i>	0	4	7	-	75,0%
Cadres	1 039	867	845	-16,6%	-2,5%
<i>dont Etrangers</i>	23	19	25	-17,4%	31,6%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	576 922	659 923	747 965	14,4%	13,3%
Personnes physiques	509 482	589 005	714 798	15,6%	21,4%
<i>dont Etrangers</i>	10 684	14 278	4 106	33,6%	-71,2%
Personnes morales	67 440	70 918	33 167	5,2%	-53,2%
<i>dont Etrangers</i>	878	1 015	127	15,6%	-87,5%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	9,27%	8,74%	8,68%	-0,53	-0,06
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	15	15	-1	0
A - Par type					
Banques	11	11	11	0	0
Etablissements Financiers	5	5	4	0	-1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	9	0	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	5	5	4	0	-1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	1	3	4	2	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	5	4	3	-1	-1
Petits (Actifs < 100 milliards)	10	8	8	-2	0

ANNEXE II.3 : COTE D'IVOIRE

II.3.1. - Liste des établissements de crédit

II.3.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX						
BANQUES (23)					67 334	108 356	99 181	4 226 948	513	3 150 941	2 743	2 800	5 543
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	09/1966	15 556	0	4 162	11 394	794 643	56	300 373	848	3	851
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	09/1966	16 667	0	5 219	11 448	384 124	27	254 101	221	269	490
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK-CI	16/03/1989	13 856	0	774	13 082	513 363	36	164 496	159	228	387
A 0042 Q	- Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale	BIAO-CI	30/12/1980	20 000	6 000	14 000	0	410 845	39	185 862	242	292	534
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	0	397 440	24	52 663	183	194	377
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	46 637	0	45 281	1 356	407 196	63	189 794	148	337	485
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CI	14/12/1995	7 200	0	5 622	1 578	217 653	21	47 413	63	154	217
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	09/1966	10 000	4 900	0	5 100	348 858	36	139 690	235	231	466
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI?	11/02/2005	7 490	0	2 140	5 350	115 782	1	473	45	4	49
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	SCB-CI	01/02/2000	10 300	0	0	10 300	95 672	4	3 418	84	3	87
A 0114 T	- Banque pour le Financement de l'Agriculture	BFA	06/02/2004	5 534	5 134	400	0	55 595	8	46 840	43	92	135
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	6 776	2 800	3 826	150	59 992	7	54 281	51	122	173
A 0080 G	- ACCESS BANK Côte d'Ivoire	ACCESS BANK	26/11/1996	20 855	0	22	20 833	32 917	2	7 801	40	17	57
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	0	37 546	3	6 404	30	53	83
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	08/05/2006	8 500	0	6 900	1 600	87 016	2	1 896	74	12	86
A 0121 B	- Banque Régionale de Solidarité de la Côte d'Ivoire	BRS-CI	11/02/2005	2 000	0	0	2 000	8 406	2	7 922	53	8	61
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	21/07/1994	5 000	0	10	4 990	23 966	3	1 777	26	13	39
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/2008	20 000	0	20 000	0	49 931	9	37 211	41	92	133
A 0154 M	- Banque Sahelo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC	04/06/2009	10 000	0	0	10 000	57 147	10	7 576	57	80	137
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	25 000	25 000	0	0	128 856	160	1 640 950	100	596	696
A 0158 R	- Diamond Bank-Bénin, Succursale de la Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI											
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	23/05/2011										
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire												

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (b)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
A.0001 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (1) - Société Africaine de Crédit Automobile- Alios Finance	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/04/1956	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	TOTAL ETABLISSEMENTS (24)			274 871	67 334	108 356	99 181	4 226 948	513	3 150 941	2 743	2 800	5 543

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	561 006	589 616	1 021 709	5,1%	73,3%
- Caisse	111 058	115 888	146 858	4,3%	26,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	323 367	368 610	676 628	14,0%	83,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	56 096	50 630	61 189	-9,7%	20,9%
- Comptes de prêts	69 908	53 064	136 124	-24,1%	156,5%
- Valeurs non imputées	11	45	0	309,1%	-100,0%
- Créances rattachées	566	579	701	2,3%	21,1%
- Créances en souffrance	0	800	209	-	-73,9%
<i>(provisions)</i>	0	0	329	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 911 308	2 129 204	2 133 170	11,4%	0,2%
- Portefeuille d'effets commerciaux	85 900	71 549	62 168	-16,7%	-13,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	85 900	71 549	62 168	-16,7%	-13,1%
- Autres crédits à court terme	539 918	666 897	722 640	23,5%	8,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	98 706	133 952	122 852	35,7%	-8,3%
. <i>Crédits ordinaires</i>	441 212	532 945	599 788	20,8%	12,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	554 067	604 964	555 126	9,2%	-8,2%
- Crédits à moyen terme	554 343	606 760	580 906	9,5%	-4,3%
- Crédits à long terme	80 495	82 525	84 505	2,5%	2,4%
- Affacturage	715	76	82	-89,4%	7,9%
- Valeurs non imputées	2 367	2 374	923	0,3%	-61,1%
- Créances rattachées	7 673	10 515	12 378	37,0%	17,7%
- Créances en souffrance	85 830	83 544	114 442	-2,7%	37,0%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	48 884	44 677	70 892	-8,6%	58,7%
<i>(provisions)</i>	1 834	857	1 271	-53,3%	48,3%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	36 880	38 711	43 154	5,0%	11,5%
<i>(provisions)</i>	231 464	323 715	306 273	39,9%	-5,4%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	66	156	396	136,4%	153,8%
<i>(provisions)</i>	14 039	3 886	3 881	-72,3%	-0,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	343 760	588 140	692 725	71,1%	17,8%
- Titres de placement	226 976	438 114	477 286	93,0%	8,9%
- Comptes de stocks	91	148	126	62,6%	-14,9%
- Débiteurs divers	19 287	31 352	39 278	62,6%	25,3%
- Créances rattachées	2 000	4 583	6 961	129,2%	51,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	33 702	35 190	59 995	4,4%	70,5%
- Valeurs à rejeter	2 374	1 717	32	-27,7%	-98,1%
- Comptes d'ordre & divers	59 330	77 036	109 047	29,8%	41,6%
VALEURS IMMOBILISEES	308 841	338 766	376 113	9,7%	11,0%
- Immobilisations financières	111 977	92 626	162 103	-17,3%	75,0%
- Dépôts & cautionnements	3 533	4 618	4 668	30,7%	1,1%
- Immobilisations en cours	14 040	20 241	21 120	44,2%	4,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	928	1 075	1 380	15,8%	28,4%
- Immobilisations d'exploitation	119 032	149 976	149 187	26,0%	-0,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	9 697	11 148	12 054	15,0%	8,1%
- Immobilisations hors-exploitation	9 759	17 471	14 580	79,0%	-16,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 308	2 237	2 117	71,0%	-5,4%
- Crédit-bail & opérations assimilées	48 782	51 783	21 505	6,2%	-58,5%
- Créances rattachées	1 411	1 785	2 574	26,5%	44,2%
- Créances en souffrance	307	266	376	-13,4%	41,4%
<i>(provisions)</i>	2 157	2 512	1 577	16,5%	-37,2%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	612	3 232	3 231	428,1%	0,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	3 232	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	612	0	3 231	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 125 527	3 648 958	4 226 948	16,7%	15,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	322 506	354 768	309 613	10,0%	-12,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	69 803	94 659	108 103	35,6%	14,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 923	18 467	11 152	275,1%	-39,6%
- Comptes d'emprunts	241 783	235 702	183 087	-2,5%	-22,3%
- Autres sommes dues	3 903	3 511	4 702	-10,0%	33,9%
- Dettes rattachées	2 094	2 429	2 569	16,0%	5,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 340 729	2 811 655	3 391 830	20,1%	20,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 005 355	1 163 802	1 655 172	15,8%	42,2%
- Dépôts à terme reçus	592 629	690 376	702 299	16,5%	1,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	566 729	747 988	784 864	32,0%	4,9%
- Dépôts de garantie reçus	73 575	100 952	94 752	37,2%	-6,1%
- Autres dépôts	23 360	1 187	26 763	-94,9%	2154,7%
- Bons de caisse	22 030	27 659	32 174	25,6%	16,3%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	2 717	2 256	5 791	-17,0%	156,7%
- Autres sommes dues	41 309	60 363	70 078	46,1%	16,1%
- Dettes rattachées	13 025	17 072	19 937	31,1%	16,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	153 560	145 036	203 023	-5,6%	40,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 917	13 217	2 633	33,3%	-80,1%
- Crédoeurs divers	59 416	44 394	51 322	-25,3%	15,6%
- Dettes rattachées	350	487	4 953	39,1%	917,0%
- Comptes d'ordre & divers	83 877	86 938	144 115	3,6%	65,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	16	15	15	-6,3%	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	16	15	15	-6,3%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	308 716	337 484	322 467	9,3%	-4,4%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	362	441	470	21,8%	6,6%
- Provisions pour risques & charges	27 197	40 296	38 494	48,2%	-4,5%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	6 636	6 369	6 529	-4,0%	2,5%
- Titres et emprunts subordonnés	5 446	7 135	9 526	31,0%	33,5%
- Dettes rattachées	268	309	319	15,3%	3,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	26 939	32 501	30 988	20,6%	-4,7%
- Primes liées au capital	5 739	7 350	6 312	28,1%	-14,1%
- Réserves	75 513	81 724	86 144	8,2%	5,4%
- Ecart de réévaluation	76	6 711	7 385	8730,3%	10,0%
- Capital	187 636	259 848	274 871	38,5%	5,8%
- Dotations	14	14	14	-	-
- Report à nouveau	-90 319	-78 222	-143 672	-13,4%	83,7%
- Résultat de l'exercice	62 525	-27 676	4 403	-144,3%	-115,9%
TOTAL DU PASSIF	3 125 527	3 648 958	4 226 948	16,7%	15,8%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	52 773	66 294	130 634	25,6%	97,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	349 929	347 502	352 937	-0,7%	1,6%
AUTRES ENGAGEMENTS	40 701	13 169	26 290	-67,6%	99,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 912	3 085	4 378	5,9%	41,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 564 384	3 056 553	3 202 583	19,2%	4,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 986 426	2 205 928	2 202 668	11,1%	-0,1%
a) Crédits à court terme	1 216 669	1 381 050	1 400 934	13,5%	1,4%
<i>dont Crédits de campagne</i>	98 706	133 952	122 852	35,7%	-8,3%
b) Crédits à moyen terme	554 343	606 760	580 906	9,5%	-4,3%
c) Crédits à long terme	80 495	82 525	84 505	2,5%	2,4%
d) Opérations de crédit-bail	48 782	51 783	21 505	6,2%	-58,5%
e) Crédits en souffrance	86 137	83 810	114 818	-2,7%	37,0%
impayés ou immobilisés	49 125	44 853	71 198	-8,7%	58,7%
<i>provisions</i>	2 047	857	2 088	-58,1%	143,6%
douteux ou litigieux	37 012	38 957	43 620	5,3%	12,0%
<i>provisions</i>	247 447	330 113	310 914	33,4%	-5,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	577 958	850 625	999 915	47,2%	17,6%
a) Titres de placement	226 976	438 114	477 286	93,0%	8,9%
b) Immobilisations financières	111 977	92 626	162 103	-17,3%	75,0%
c) Autres immobilisations	146 364	192 306	189 555	31,4%	-1,4%
d) Divers	92 641	127 579	170 971	37,7%	34,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 804 503	3 293 387	3 916 673	17,4%	18,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 337 621	2 807 800	3 374 526	20,1%	20,2%
a) A vue	1 046 664	1 224 165	1 725 250	17,0%	40,9%
b) A terme	1 290 957	1 583 635	1 649 276	22,7%	4,1%
dépôts à terme et bons de caisse	614 659	718 035	734 473	16,8%	2,3%
comptes d'épargne à régime spécial	566 729	747 988	784 864	32,0%	4,9%
autres	109 569	117 612	129 939	7,3%	10,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	214 053	239 438	228 287	11,9%	-4,7%
a) Capital, dotations & réserves	185 293	202 542	188 137	9,3%	-7,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	7 849	5 667	5 299	-27,8%	-6,5%
b) Autres	28 760	36 896	40 150	28,3%	8,8%
3. AUTRES RESSOURCES	252 829	246 149	313 860	-2,6%	27,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	240 119	236 834	714 090	-1,4%	201,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-240 119	-236 834	-714 090	-1,4%	201,5%
1. DISPONIBILITES	-111 149	-116 024	-146 984	4,4%	26,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-128 970	-120 810	-567 106	-6,3%	369,4%
emplois	-449 382	-473 149	-874 150	5,3%	84,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-154 660	-159 141	-152 646	2,9%	-4,1%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	800	209	-	-73,9%
ressources	320 412	352 339	307 044	10,0%	-12,9%
<i>dont hors UMOA</i>	44 800	68 750	78 362	53,5%	14,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	337 168	388 837	354 491	15,3%	-8,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 678	5 877	6 345	3,5%	8,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	247 896	265 728	256 661	7,2%	-3,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	19 901	27 904	37 039	40,2%	32,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	34 642	37 003	17 243	6,8%	-53,4%
+Produits sur opérations de change	20 078	41 113	26 275	104,8%	-36,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 415	4 988	4 786	-7,9%	-4,0%
+Produits sur prestations de services financiers	3 405	6 244	6 291	83,4%	0,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 168	1 317	1 255	-58,4%	-4,7%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	234	0	-	-100,0%
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	3 015	1 103	1 404	-63,4%	27,3%
2. CHARGES BANCAIRES	107 948	136 102	105 758	26,1%	-22,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	16 177	14 031	10 129	-13,3%	-27,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	50 737	61 919	65 356	22,0%	5,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 968	2 236	1 258	13,6%	-43,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	28 663	31 368	15 250	9,4%	-51,4%
-Charges sur opérations de change	3 326	24 059	10 296	623,4%	-57,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	196	284	315	44,9%	10,9%
-Charges sur prestations de services financiers	1 612	1 953	2 146	21,2%	9,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 269	252	1 008	-95,2%	300,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	229 220	252 735	248 733	10,3%	-1,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	8 754	14 684	18 142	67,7%	23,5%
+Produits sur immobilisations financières	4 477	7 294	8 199	62,9%	12,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5 477	7 705	10 183	40,7%	32,2%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	8	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	1 200	315	232	-73,8%	-26,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	237 974	267 419	266 875	12,4%	-0,2%
6. FRAIS GENERAUX	168 122	195 820	187 988	16,5%	-4,0%
-Frais de personnel	70 729	80 699	81 574	14,1%	1,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	11 713	14 227	10 839	21,5%	-23,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	85 680	100 894	95 575	17,8%	-5,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	19 549	27 231	27 180	39,3%	-0,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	20 196	27 540	27 343	36,4%	-0,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	647	309	163	-52,2%	-47,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	50 303	44 368	51 707	-11,8%	16,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-15 973	68 971	30 756	-531,8%	-55,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	92 281	128 410	85 497	39,2%	-33,4%
+Reprises de provisions	108 254	59 439	54 741	-45,1%	-7,9%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	3 015	1 337	1 404	-55,7%	5,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	69 291	-23 266	22 355	-133,6%	-196,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	6 705	8 741	-911	30,4%	-110,4%
+Subventions d'exploitation	0	5 000	0	-	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	967	1 130	316	16,9%	-72,0%
+Produits exceptionnels	12 123	11 393	2 932	-6,0%	-74,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	480	1 174	1 450	144,6%	23,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	491	225	220	-54,2%	-2,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	3 060	6 399	938	109,1%	-85,3%
-Charges exceptionnelles	3 314	3 332	4 451	0,5%	33,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-504	-4 072	-7 930	707,9%	94,7%
+Profits sur exercices antérieurs	5 659	4 717	6 871	-16,6%	45,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	6 163	8 789	14 801	42,6%	68,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	12 967	9 079	9 111	-30,0%	0,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	62 525	-27 676	4 403	-144,3%	-115,9%
+Bénéfices	90 746	38 190	41 858	-57,9%	9,6%
-Pertes	-28 221	-65 866	-37 455	133,4%	-43,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,0%	16,3%	17,0%	1,3	0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,3%	3,8%	5,2%	-0,5	1,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	74,3%	79,8%	73,2%	5,5	-6,6
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,4%	4,4%	3,7%	0,0	-0,7
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,4%	2,3%	2,2%	-0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,7%	2,5%	2,3%	-0,2	-0,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,9%	4,1%	3,0%	0,2	-1,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	1,1%	0,9%	-0,1	-0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,9%	12,7%	12,7%	-1,2	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	11,3%	10,3%	9,7%	-1,0	-0,6
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,6%	7,8%	7,4%	-0,8	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	82,2%	88,4%	86,6%	6,2	-1,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	-30,0%	150,9%	57,9%	180,9	-93,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	27,3%	-11,0%	1,8%	-38,3	12,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	22,3%	-9,4%	1,6%	-31,7	11,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	34,6	33,9	33,9	-2,0%	0,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,3	7,7	9,3	-25,2%	20,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	71,0%	71,5%	80,2%	0,5	8,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	187 636	259 848	274 871	38,5%	5,8%
REPARTITION DU CAPITAL	187 636	259 848	274 871	38,5%	5,8%
Nationaux	121 230	150 120	175 690	23,8%	17,0%
<i>Etat</i>	53 639	67 424	67 334	25,7%	-0,1%
<i>Privés</i>	67 591	82 696	108 356	22,3%	31,0%
Non-nationaux	66 406	109 728	99 181	65,2%	-9,6%
<i>dont UMOA</i>	20 751	23 913	44 903	15,2%	87,8%
TOTAL DU BILAN	3 125 527	3 648 958	4 226 948	16,7%	15,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	314	501	513	59,6%	2,4%
Périodiques	0	51	50	-	-2,0%
Permanents	314	450	463	43,3%	2,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	427	527	ND	23,4%
EFFECTIFS	4 863	5 781	5 543	18,9%	-4,1%
Employés	2 717	3 440	2 800	26,6%	-18,6%
<i>dont Etrangers</i>	6	26	14	333,3%	-46,2%
Cadres	2 146	2 341	2 743	9,1%	17,2%
<i>dont Etrangers</i>	51	55	28	7,8%	-49,1%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 148 797	1 471 406	3 150 941	28,1%	114,1%
Personnes physiques	1 102 394	1 401 184	3 077 890	27,1%	119,7%
<i>dont Etrangers</i>	25 590	16 358	21 292	-36,1%	30,2%
Personnes morales	46 403	70 222	73 051	51,3%	4,0%
<i>dont Etrangers</i>	736	1 117	706	51,8%	-36,8%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	8,76%	9,71%	9,71%	0,95	-
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	20	21	20	1	-1
A - Par type					
Banques	18	20	20	2	0
Etablissements Financiers	2	1	0	-1	-1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	15	17	17	2	0
Banques spécialisées	3	3	3	0	0
Etablissements Financiers	2	1	0	-1	-1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	7	8	8	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	1	1	2	0	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	12	12	10	0	-2

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.4 : GUINEE-BISSAU

II.4.1. - Liste des établissements de crédit

II.4.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (4)			18 800	0	3 621	15 179		56 120	19	241	260
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	5 000	0	3 421	1 579	8	27 441	0	106	106
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK-GB	22/11/2006	6 800	0	0	6 800	4	15 832	2	72	74
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA?	21/04/2005	5 000	0	200	4 800	6	5 096	9	33	42
S 0122 X?	- Banque Régionale de Solidarité de Guinée Bissau	BRS G-B	09/05/2005	2 000	0	0	2 000	3	7 751	8	30	38
	TOTAL ETABLISSEMENTS (4)			18 800	0	3 621	15 179	21	56 120	19	241	260

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	22 987	41 218	55 092	79,3%	33,7%
- Caisse	2 122	2 470	3 294	16,4%	33,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	16 029	32 581	47 273	103,3%	45,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	502	332	521	-33,9%	56,9%
- Comptes de prêts	4 300	5 800	3 979	34,9%	-31,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	34	35	25	2,9%	-28,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	38 194	43 052	69 539	12,7%	61,5%
- Portefeuille d'effets commerciaux	3 000	1 260	0	-58,0%	-100,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	3 000	1 260	0	-58,0%	-100,0%
- Autres crédits à court terme	12 475	7 733	16 563	-38,0%	114,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	104	14	0	-86,5%	-100,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	12 371	7 719	16 563	-37,6%	114,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	8 507	10 538	23 174	23,9%	119,9%
- Crédits à moyen terme	11 781	20 490	26 172	73,9%	27,7%
- Crédits à long terme	16	12	18	-25,0%	50,0%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	23	49	730	113,0%	1389,8%
- Créances rattachées	184	390	648	112,0%	66,2%
- Créances en souffrance	2 208	2 580	2 234	16,8%	-13,4%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	604	1 367	1 135	126,3%	-17,0%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	1 577	1 172	1 099	-25,7%	-6,2%
<i>(provisions)</i>	1 508	1 384	1 727	-8,2%	24,8%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	27	41	0	51,9%	-100,0%
<i>(provisions)</i>	0	500	267	-	-46,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	10 026	13 762	9 213	37,3%	-33,1%
- Titres de placement	7 125	9 856	7 464	38,3%	-24,3%
- Comptes de stocks	0	0	0	-	-
- Débiteurs divers	499	928	-334	86,0%	-136,0%
- Créances rattachées	231	10	77	-95,7%	670,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	840	619	372	-26,3%	-39,9%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 331	2 349	1 634	76,5%	-30,4%
VALEURS IMMOBILISEES	3 932	4 187	8 011	6,5%	91,3%
- Immobilisations financières	36	86	2 446	138,9%	2744,2%
- Dépôts & cautionnements	43	43	43	-	-
- Immobilisations en cours	334	330	477	-1,2%	44,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3	33	37	1000,0%	12,1%
- Immobilisations d'exploitation	3 519	3 459	4 243	-1,7%	22,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	170	187	581	10,0%	210,7%
- Immobilisations hors-exploitation	0	269	801	-	197,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	1	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	2 219	100	0	-95,5%	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	2 219	100	0	-95,5%	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	77 358	102 319	141 855	32,3%	38,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2008-2009	2009-2010
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	14 544	12 593	13 271	-13,4%	5,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 123	5 641	6 766	165,7%	19,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	150	0	0	-100,0%	-
- Comptes d'emprunts	11 793	6 500	6 500	-44,9%	-
- Autres sommes dues	451	451	0	-	-100,0%
- Dettes rattachées	27	1	5	-96,3%	400,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	47 532	68 767	104 320	44,7%	51,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	37 828	53 547	73 151	41,6%	36,6%
- Dépôts à terme reçus	4 254	6 091	20 617	43,2%	238,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 064	2 916	4 056	41,3%	39,1%
- Dépôts de garantie reçus	2 778	5 668	5 836	104,0%	3,0%
- Autres dépôts	0	0	0	-	-
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	532	486	542	-8,6%	11,5%
- Dettes rattachées	76	59	118	-22,4%	100,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 420	3 165	3 419	30,8%	8,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Crédoeurs divers	960	770	2 010	-19,8%	161,0%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 460	2 395	1 409	64,0%	-41,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	12 862	17 794	20 845	38,3%	17,1%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	307	161	161	-47,6%	-
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	0	-	-
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	1 212	1 350	1 459	11,4%	8,1%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	14 000	18 800	18 800	34,3%	-
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-3 079	-4 278	-3 919	38,9%	-8,4%
- Résultat de l'exercice	-258	1 081	3 664	-519,0%	238,9%
TOTAL DU PASSIF	77 358	102 319	141 855	32,3%	38,6%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	113	1 387	2 930	1127,4%	111,2%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 282	7 282	7 506	121,9%	3,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2008-2009	VARIATION 2009-2010
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	52 186	61 036	86 788	17,0%	42,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	38 850	43 281	69 263	11,4%	60,0%
a) Crédits à court terme	24 845	20 199	40 839	-18,7%	102,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	104	14	0	-86,5%	-100,0%
b) Crédits à moyen terme	11 781	20 490	26 172	73,9%	27,7%
c) Crédits à long terme	16	12	18	-25,0%	50,0%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	2 208	2 580	2 234	16,8%	-13,4%
impayés ou immobilisés	604	1 367	1 135	126,3%	-17,0%
<i>provisions</i>	0	0	0	-	-
douteux ou litigieux	1 604	1 213	1 099	-24,4%	-9,4%
<i>provisions</i>	1 508	1 884	1 994	24,9%	5,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	13 336	17 755	17 525	33,1%	-1,3%
a) Titres de placement	7 125	9 856	7 464	38,3%	-24,3%
b) Immobilisations financières	36	86	2 446	138,9%	2744,2%
c) Autres immobilisations	3 896	4 101	5 564	5,3%	35,7%
d) Divers	2 279	3 712	2 051	62,9%	-44,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	60 622	89 627	128 589	47,8%	43,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	47 456	68 708	104 202	44,8%	51,7%
a) A vue	38 360	54 033	73 693	40,9%	36,4%
b) A terme	9 096	14 675	30 509	61,3%	107,9%
dépôts à terme et bons de caisse	4 254	6 091	20 617	43,2%	238,5%
comptes d'épargne à régime spécial	2 064	2 916	4 056	41,3%	39,1%
autres	2 778	5 668	5 836	104,0%	3,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	9 454	16 740	18 215	77,1%	8,8%
a) Capital, dotations & réserves	8 774	16 060	17 535	83,0%	9,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	156	140	436	-10,3%	211,4%
b) Autres	680	680	680	-	-
3. AUTRES RESSOURCES	3 712	4 179	6 172	12,6%	47,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	8 436	28 591	41 801	238,9%	46,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-8 436	-28 591	-41 801	238,9%	46,2%
1. DISPONIBILITES	-2 122	-2 470	-3 294	16,4%	33,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-6 314	-26 121	-38 507	313,7%	47,4%
emplois	-20 831	-38 713	-51 773	85,8%	33,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-1 069	-3 375	-555	215,7%	-83,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	14 517	12 592	13 266	-13,3%	5,4%
<i>dont hors UMOA</i>	2 036	0	0	-100,0%	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2008-2009	2009-2010
1. PRODUITS BANCAIRES	7 642	8 752	13 172	14,5%	50,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	227	138	255	-39,2%	84,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	5 382	6 606	9 954	22,7%	50,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	564	349	454	-38,1%	30,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	10	-	-
+Produits sur opérations de change	1 026	1 118	1 757	9,0%	57,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	369	419	593	13,6%	41,5%
+Produits sur prestations de services financiers	74	104	130	40,5%	25,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	17	18	19	5,9%	5,6%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	17	0	0	-100,0%	-
2. CHARGES BANCAIRES	849	644	1 178	-24,1%	82,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	363	168	231	-53,7%	37,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	303	346	660	14,2%	90,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3	0	0	-100,0%	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	174	112	274	-35,6%	144,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	1	3	3	200,0%	-
-Autres charges d'exploitation bancaire	5	15	10	200,0%	-33,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	6 793	8 108	11 994	19,4%	47,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4	4	171	-	4175,0%
+Produits sur immobilisations financières	0	2	167	-	8250,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4	2	4	-50,0%	100,0%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	6 797	8 112	12 165	19,3%	50,0%
6. FRAIS GENERAUX	5 526	5 628	6 382	1,8%	13,4%
-Frais de personnel	2 107	2 292	2 421	8,8%	5,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	74	9	19	-87,8%	111,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	3 345	3 327	3 942	-0,5%	18,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	309	1 008	917	226,2%	-9,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 017	1 008	917	-0,9%	-9,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	708	0	0	-100,0%	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	962	1 476	4 866	53,4%	229,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	772	67	479	-91,3%	614,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	1 817	948	1 441	-47,8%	52,0%
+Reprises de provisions	1 045	881	962	-15,7%	9,2%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	17	0	0	-100,0%	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	207	1 409	4 387	580,7%	211,4%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-54	6	-12	-111,1%	-300,0%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	0	6	0	-	-100,0%
+Produits exceptionnels	39	26	58	-33,3%	123,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges exceptionnelles	93	26	70	-72,0%	169,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-54	0	249	-100,0%	-
+Profits sur exercices antérieurs	23	37	700	60,9%	1791,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	77	37	451	-51,9%	1118,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	357	334	960	-6,4%	187,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-258	1 081	3 664	-519,0%	238,9%
+Bénéfices	1 100	1 081	3 664	-1,7%	238,9%
-Pertes	-1 358	0	0	-100,0%	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2008-2009	VARIATION 2009-2010
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,2%	9,9%	5,9%	0,7	-4,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,7%	6,0%	3,2%	0,3	-2,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	40,6%	42,2%	47,2%	1,6	5,0
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,9%	2,1%	1,8%	-1,8	-0,3
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	0,7%	0,6%	0,8%	-0,1	0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,2%	0,8%	0,9%	-0,4	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	1,3%	0,8%	1,0%	-0,5	0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	0,5%	0,7%	-0,7	0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	17,7%	16,4%	14,9%	-1,3	-1,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	11,2%	10,2%	9,9%	-1,0	-0,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	10,0%	9,4%	9,0%	-0,6	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	96,3%	81,8%	60,9%	-14,5	-20,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	78,9%	4,5%	9,8%	-74,4	5,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-3,8%	13,3%	30,5%	17,1	17,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-2,5%	6,2%	17,7%	8,7	11,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,1	25,1	24,5	4,1%	-2,4%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	4,2	6,6	18,7	57,1%	183,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>					

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2008-2009	VARIATION 2009-2010
MONTANT DU CAPITAL	14 000	18 800	18 800	34,3%	-
REPARTITION DU CAPITAL	14 000	18 800	18 800	34,3%	-
Nationaux	1 059	9 859	3 621	831,0%	-63,3%
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	1 059	9 859	3 621	831,0%	-63,3%
Non-nationaux	12 941	8 941	15 179	-30,9%	69,8%
<i>dont UMOA</i>	8 800	4 800	13 600	-45,5%	183,3%
TOTAL DU BILAN	77 358	102 319	141 855	32,3%	38,6%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	16	17	21	6,3%	23,5%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	16	17	21	6,3%	23,5%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	13	13	ND	-
EFFECTIFS	229	224	260	-2,2%	16,1%
Employés	171	204	241	19,3%	18,1%
<i>dont Etrangers</i>	13	10	9	-23,1%	-10,0%
Cadres	58	20	19	-65,5%	-5,0%
<i>dont Etrangers</i>	9	6	5	-33,3%	-16,7%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	51 593	41 583	56 120	-19,4%	35,0%
Personnes physiques	46 831	37 489	50 838	-19,9%	35,6%
<i>dont Etrangers</i>	2 490	1 903	2 239	-23,6%	17,7%
Personnes morales	4 762	4 094	5 282	-14,0%	29,0%
<i>dont Etrangers</i>	285	71	216	-75,1%	204,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	10,50%	10,50%	4,75%	-	-5,75
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	4	4	4	0	0
A - Par type					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	3	3	3	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 100 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (50 milliards ≤ Actifs < 100 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 50 milliards)	4	4	4	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.5 : MALI

II.5.1. - Liste des établissements de crédit

II.5.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONAL						
BANQUES (13)				106 376	23 571	14 415	2 042 069	346	1 416 129	1 207	1 522	2 729
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM-SA	22/03/1988	10 000	3 246	824	422 966	72	620 248	227	161	388
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	5 003	525	1 927	230 497	79	179 013	148	256	404
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	14 361	5 238	0	244 112	38	192 280	109	189	298
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	8 932	0	594	303 562	41	184 526	170	193	363
D 0045 C	- Bank Of Africa	BOA	24/12/1982	7 200	0	1 440	197 941	25	113 068	121	220	341
D 0065 Z	-Banque de l'Habitat du Mali	BHM	23/02/1991	11 000	10 780	220	79 166	11	0	41	83	124
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	10 075	2 557	7 155	180 292	21	57 083	113	46	159
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	55 950	5	8 560	72	50	122
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICI-M	28/05/1998	5 000	750	0	70 770	5	9 942	44	33	77
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BA-MALI	12/10/2005	5 000	0	2 250	120 512	24	26 544	45	122	167
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	7 255	0	0	56 800	11	10 517	49	92	141
D 0123 M	- Banque Régionale de Solidarité du Mali	BRS-MALI	07/06/2005	2 000	0	0	30 384	4	7 869	24	37	61
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	6 250	0	0	49 117	10	6 479	44	40	84
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	1 004	867	137	2 511	1	0	6	2	8
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/2008	1 004	867	137	2 511	1	0	6	2	8
TOTAL ETABLISSEMENTS (15)				107 380	24 438	14 552	2 044 580	347	1 416 129	1 213	1 524	2 737

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	411 990	432 905	379 437	5,1%	-12,4%
- Caisse	52 410	57 818	64 620	10,3%	11,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	260 253	251 744	211 278	-3,3%	-16,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	23 886	40 434	44 924	69,3%	11,1%
- Comptes de prêts	72 826	81 130	57 317	11,4%	-29,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	962	743	778	-22,8%	4,7%
- Créances en souffrance	1 653	1 036	520	-37,3%	-49,8%
<i>(provisions)</i>	3 053	6 652	128	117,9%	-98,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	817 379	940 239	1 134 590	15,0%	20,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux	50 772	56 857	75 700	12,0%	33,1%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	724	910	-	25,7%
<i>. Crédits ordinaires</i>	50 772	56 133	74 790	10,6%	33,2%
- Autres crédits à court terme	308 451	348 177	470 480	12,9%	35,1%
<i>. Crédits de campagne</i>	2 921	9 173	430	214,0%	-95,3%
<i>. Crédits ordinaires</i>	305 530	339 004	470 050	11,0%	38,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	109 047	125 854	130 289	15,4%	3,5%
- Crédits à moyen terme	216 138	275 469	326 191	27,5%	18,4%
- Crédits à long terme	25 002	40 904	43 353	63,6%	6,0%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	4 370	3 835	4 293	-12,2%	11,9%
- Créances rattachées	8 874	10 498	12 660	18,3%	20,6%
- Créances en souffrance	94 725	78 645	71 624	-17,0%	-8,9%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	46 275	38 812	39 339	-16,1%	1,4%
<i>(provisions)</i>	1 699	2 073	3 051	22,0%	47,2%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	48 450	39 768	32 285	-17,9%	-18,8%
<i>(provisions)</i>	128 235	95 910	153 653	-25,2%	60,2%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	65	0	-	-100,0%
<i>(provisions)</i>	21 251	23 034	197	8,4%	-99,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	176 414	288 177	339 702	63,4%	17,9%
- Titres de placement	127 881	244 826	288 220	91,4%	17,7%
- Comptes de stocks	48	41	100	-14,6%	143,9%
- Débiteurs divers	13 148	14 990	15 171	14,0%	1,2%
- Créances rattachées	2 071	3 259	2 807	57,4%	-13,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 147	7 034	5 829	-1,6%	-17,1%
- Valeurs à rejeter	11	1 798	560	16245,5%	-68,9%
- Comptes d'ordre & divers	26 108	16 229	27 015	-37,8%	66,5%
VALEURS IMMOBILISEES	157 682	185 720	190 851	17,8%	2,8%
- Immobilisations financières	50 843	65 611	62 122	29,0%	-5,3%
- Dépôts & cautionnements	878	844	893	-3,9%	5,8%
- Immobilisations en cours	3 149	4 780	8 406	51,8%	75,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	529	299	9	-43,5%	-97,0%
- Immobilisations d'exploitation	43 799	45 958	46 870	4,9%	2,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 302	3 560	3 991	7,8%	12,1%
- Immobilisations hors-exploitation	53 827	64 232	69 318	19,3%	7,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	3 139	1 618	461	-48,5%	-71,5%
- Créances rattachées	1 841	2 279	2 580	23,8%	13,2%
- Créances en souffrance	206	398	201	93,2%	-49,5%
<i>(provisions)</i>	16	0	88	-100,0%	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	9 213	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital non appelé	2 235	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	6 978	0	0	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	1 572 678	1 847 041	2 044 580	17,4%	10,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (S u i t e)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	207 254	261 001	291 855	25,9%	11,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	74 557	89 000	105 114	19,4%	18,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	32 465	36 822	38 349	13,4%	4,1%
- Comptes d'emprunts	96 154	133 336	142 349	38,7%	6,8%
- Autres sommes dues	2 003	411	4 938	-79,5%	1101,5%
- Dettes rattachées	2 075	1 432	1 105	-31,0%	-22,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 161 297	1 339 842	1 463 712	15,4%	9,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	676 021	769 324	858 969	13,8%	11,7%
- Dépôts à terme reçus	197 788	247 547	242 352	25,2%	-2,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	195 245	225 045	233 833	15,3%	3,9%
- Dépôts de garantie reçus	55 932	55 440	75 070	-0,9%	35,4%
- Autres dépôts	535	977	964	82,6%	-1,3%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	14 828	16 013	14 806	8,0%	-7,5%
- Autres sommes dues	17 153	20 642	32 012	20,3%	55,1%
- Dettes rattachées	3 795	4 854	5 706	27,9%	17,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	57 075	40 030	47 481	-29,9%	18,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	3 932	2 866	1 800	-27,1%	-37,2%
- Crédeurs divers	16 355	11 964	13 871	-26,8%	15,9%
- Dettes rattachées	311	82	61	-73,6%	-25,6%
- Comptes d'ordre & divers	36 477	25 118	31 749	-31,1%	26,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	147 052	206 168	241 532	40,2%	17,2%
- Subventions d'investissement	15 095	14 298	13 500	-5,3%	-5,6%
- Fonds affectés	11 679	11 033	9 808	-5,5%	-11,1%
- Provisions pour risques & charges	8 972	10 903	13 866	21,5%	27,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 101	1 101	1 978	-	79,7%
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	6 045	-	-
- Dettes rattachées	12	11	98	-8,3%	790,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 236	5 036	5 260	-3,8%	4,4%
- Primes liées au capital	3 143	4 522	5 389	43,9%	19,2%
- Réserves	23 170	27 187	30 460	17,3%	12,0%
- Ecart de réévaluation	4 690	8 429	8 429	79,7%	-
- Capital	87 231	101 896	107 380	16,8%	5,4%
- Dotations	1 000	0	4 387	-100,0%	-
- Report à nouveau	-23 071	4 941	977	-121,4%	-80,2%
- Résultat de l'exercice	8 794	16 811	33 955	91,2%	102,0%
TOTAL DU PASSIF	1 572 678	1 847 041	2 044 580	17,4%	10,7%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	48 079	104 412	116 529	117,2%	11,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	180 462	208 644	233 799	15,6%	12,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	3 390	0	0	-100,0%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	946	815	3 095	-13,8%	279,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 152 389	1 414 838	1 665 821	22,8%	17,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	818 997	938 791	1 128 421	14,6%	20,2%
a) Crédits à court terme	479 787	541 757	686 591	12,9%	26,7%
<i>dont Crédits de campagne</i>	2 921	9 897	1 340	238,8%	-86,5%
b) Crédits à moyen terme	216 138	275 469	326 191	27,5%	18,4%
c) Crédits à long terme	25 002	40 904	43 353	63,6%	6,0%
d) Opérations de crédit-bail	3 139	1 618	461	-48,5%	-71,5%
e) Crédits en souffrance	94 931	79 043	71 825	-16,7%	-9,1%
impayés & immobilisés	46 405	38 918	39 472	-16,1%	1,4%
<i>provisions</i>	1 703	2 073	3 051	21,7%	47,2%
douteux & litigieux	48 526	40 125	32 353	-17,3%	-19,4%
<i>provisions</i>	149 498	118 944	153 938	-20,4%	29,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	333 392	476 047	537 400	42,8%	12,9%
a) Titres de placement	127 881	244 826	288 220	91,4%	17,7%
b) Immobilisations financières	50 843	65 611	62 122	29,0%	-5,3%
c) Autres immobilisations	101 653	115 814	125 487	13,9%	8,4%
d) Divers	53 015	49 796	61 571	-6,1%	23,6%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 358 286	1 587 472	1 753 830	16,9%	10,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 161 434	1 337 854	1 459 806	15,2%	9,1%
a) A vue	693 174	789 966	890 981	14,0%	12,8%
b) A terme	468 260	547 888	568 825	17,0%	3,8%
dépôts à terme et bons de caisse	197 788	247 547	242 352	25,2%	-2,1%
comptes d'épargne à régime spécial	195 245	225 045	233 833	15,3%	3,9%
autres	75 227	75 296	92 640	0,1%	23,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	114 530	175 829	196 733	53,5%	11,9%
a) Capital, dotations & réserves	81 965	140 968	156 973	72,0%	11,4%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 529	3 428	5 442	35,5%	58,8%
b) Autres	32 565	34 861	39 760	7,1%	14,1%
3. AUTRES RESSOURCES	82 322	73 789	97 291	-10,4%	31,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	205 897	172 634	88 009	-16,2%	-49,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-205 897	-172 634	-88 009	-16,2%	-49,0%
1. DISPONIBILITES	-52 458	-57 859	-64 720	10,3%	11,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-153 439	-114 775	-23 289	-25,2%	-79,7%
emplois	-358 618	-374 344	-314 039	4,4%	-16,1%
<i>dont hors UMOA</i>	-56 279	-84 521	-63 576	50,2%	-24,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 653	1 036	520	-37,3%	-49,8%
ressources	205 179	259 569	290 750	26,5%	12,0%
<i>dont hors UMOA</i>	22 768	27 290	26 387	19,9%	-3,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	133 636	154 703	193 340	15,8%	25,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 954	4 555	4 692	-8,1%	3,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	96 982	105 286	123 988	8,6%	17,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	5 349	10 122	16 587	89,2%	63,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 282	1 822	387	-20,2%	-78,8%
+Produits sur opérations de change	13 992	18 954	33 585	35,5%	77,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 802	12 225	12 723	38,9%	4,1%
+Produits sur prestations de services financiers	1 006	1 169	786	16,2%	-32,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	401	664	601	65,6%	-9,5%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	132	94	9	-28,8%	-90,4%
2. CHARGES BANCAIRES	31 119	36 264	50 514	16,5%	39,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 876	5 758	7 208	-16,3%	25,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	16 365	21 020	21 583	28,4%	2,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	267	395	758	47,9%	91,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 826	1 670	319	-8,5%	-80,9%
-Charges sur opérations de change	4 946	6 391	19 484	29,2%	204,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	247	286	205	15,8%	-28,3%
-Charges sur prestations de services financiers	556	682	932	22,7%	36,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	36	62	25	72,2%	-59,7%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	102 517	118 439	142 826	15,5%	20,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 474	5 929	6 888	32,5%	16,2%
+Produits sur immobilisations financières	2 768	2 839	3 222	2,6%	13,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 706	3 090	3 666	81,1%	18,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	106 991	124 368	149 714	16,2%	20,4%
6. FRAIS GENERAUX	65 420	73 730	80 678	12,7%	9,4%
-Frais de personnel	29 851	32 754	34 525	9,7%	5,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 064	2 756	2 917	33,5%	5,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	33 505	38 220	43 236	14,1%	13,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	12 389	11 461	11 657	-7,5%	1,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	12 523	11 544	11 660	-7,8%	1,0%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	134	83	3	-38,1%	-96,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	29 182	39 177	57 379	34,3%	46,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	11 137	17 043	17 796	53,0%	4,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	35 124	42 276	39 443	20,4%	-6,7%
+Reprises de provisions	23 987	25 233	21 647	5,2%	-14,2%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	132	94	9	-28,8%	-90,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	18 177	22 228	39 592	22,3%	78,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 838	1 211	-1 327	-165,9%	-209,6%
+Subventions d'exploitation	916	0	120	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	83	117	167	41,0%	42,7%
+Produits exceptionnels	640	1 238	1 235	93,4%	-0,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	500	0	-	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	12	11	318	-8,3%	2790,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	500	0	0	-100,0%	-
-Charges exceptionnelles	2 965	633	2 531	-78,7%	299,8%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-928	-198	2 762	-78,7%	-1494,9%
+Profits sur exercices antérieurs	1 607	2 572	4 293	60,0%	66,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 535	2 770	1 531	9,3%	-44,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	6 617	6 430	7 072	-2,8%	10,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	8 794	16 811	33 955	91,2%	102,0%
+Bénéfices	17 167	23 411	36 992	36,4%	58,0%
-Pertes	-8 373	-6 600	-3 037	-21,2%	-54,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	25,4%	18,9%	17,8%	-6,5	-1,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	11,6%	8,4%	6,4%	-3,2	-2,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	61,4%	60,5%	68,6%	-0,9	8,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,7%	3,3%	3,1%	-0,4	-0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,6%	1,7%	1,6%	0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,9%	1,9%	1,8%	0,0	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,3%	2,4%	2,8%	0,1	0,4
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,9%	1,4%	1,5%	-0,5	0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,5%	12,5%	12,7%	0,0	0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,8%	9,4%	9,9%	-0,4	0,5
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,9%	7,5%	8,1%	-0,4	0,6
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	76,0%	72,0%	64,7%	-4,0	-7,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	38,0%	43,4%	31,0%	5,4	-12,4
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,6%	14,2%	23,8%	5,6	9,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,8%	8,6%	14,9%	1,8	6,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,1	29,8	29,5	23,7%	-1,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,8	15,8	21,0	46,3%	32,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	72,7%	112,6%	83,9%	39,9	-28,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	87 231	101 896	107 380	16,8%	5,4%
REPARTITION DU CAPITAL	87 231	101 896	107 380	16,8%	5,4%
Nationaux	27 740	42 097	38 990	51,8%	-7,4%
<i>Etat</i>	13 435	18 560	24 438	38,1%	31,7%
<i>Privés</i>	14 305	23 537	14 552	64,5%	-38,2%
Non-nationaux	59 491	59 799	68 390	0,5%	14,4%
<i>dont UMOA</i>	11 234	4 735	18 917	-57,9%	299,5%
TOTAL DU BILAN	1 572 678	1 847 041	2 044 580	17,4%	10,7%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	252	283	347	12,3%	22,6%
Périodiques	3	2	4	-33,3%	100,0%
Permanents	249	281	343	12,9%	22,1%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	215	263	ND	22,3%
EFFECTIFS	2 709	2 476	2 737	-8,6%	10,5%
Employés	1 498	1 238	1 524	-17,4%	23,1%
<i>dont Etrangers</i>	13	2	9	-84,6%	350,0%
Cadres	1 211	1 238	1 213	2,2%	-2,0%
<i>dont Etrangers</i>	23	18	23	-21,7%	27,8%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	663 929	769 711	1 416 129	15,9%	84,0%
Personnes physiques	594 784	655 355	920 381	10,2%	40,4%
<i>dont Etrangers</i>	12 410	11 723	13 724	-5,5%	17,1%
Personnes morales	69 145	114 356	495 748	65,4%	333,5%
<i>dont Etrangers</i>	2 290	3 781	28 692	65,1%	658,8%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	8,87%	7,87%	6,54%	-1,00	-1,33
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	15	14	-1	-1
A - Par type					
Banques	13	13	13	0	0
Etablissements Financiers	3	3	1	0	-2
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	9	0	0
Banques spécialisées	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	3	3	1	0	-2
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	2	4	4	2	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	7	3	3	-4
Petits (Actifs <100 milliards)	10	4	7	-6	3

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.6 : NIGER

II.6.1. - Liste des établissements de crédit

II.6.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (g)			TOTAL BILAN (*) (g)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (11)			64 805	12 998	9 504	42 303	706 081	92	261 373	420	771	1 191
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	5 000	1 355	1 695	1 950	144 199	8	44 685	105	64	169
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/1993	7 000	0	3 448	3 552	110 723	8	38 781	43	178	221
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	6 000	148	696	5 156	158 547	18	53 592	21	157	178
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK-Niger	14/01/1999	5 100	0	11	5 089	119 098	16	53 727	122	30	152
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BA-NIGER	07/10/2005	7 500	0	1 654	5 846	60 791	14	26 973	23	74	97
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	9 950	1 492	0	8 458	11 799	1	9 783	28	30	58
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	7 255	0	0	7 255	47 860	11	8 139	40	123	163
H 0124 R	- Banque Régionale de Solidarité du Niger?	BRS-NIGER	04/11/2005	2 000	0	2 000	0	12 614	7	16 165	10	27	37
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	5 000	3	0	4 997	21 936	2	5 015	15	38	53
H 0050 L	- Crédit du Niger	CDN	17/12/1957	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 000	10 000	0	0	18 514	7	4 513	13	50	63
	ETABLISSEMENT FINANCIER (1)			1 315	0	1 315	0	4 835	1	0	7	5	12
H 0129 X	- Société Sahélienne d'Investissement	SAHFI	14/06/2005	1 315	0	1 315	0	4 835	1	0	7	5	12
	TOTAL ETABLISSEMENTS (12)			66 120	12 998	10 819	42 303	710 916	93	261 373	427	776	1 203

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	113 187	161 147	131 922	42,4%	-18,1%
- Caisse	15 102	21 869	25 159	44,8%	15,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	75 903	111 457	80 693	46,8%	-27,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	13 004	19 381	11 817	49,0%	-39,0%
- Comptes de prêts	8 848	6 476	13 998	-26,8%	116,2%
- Valeurs non imputées	0	1 500	0	-	-100,0%
- Créances rattachées	121	458	250	278,5%	-45,4%
- Créances en souffrance	209	6	5	-97,1%	-16,7%
<i>(provisions)</i>	200	200	200	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	319 063	361 156	434 524	13,2%	20,3%
- Portefeuille d'effets commerciaux	22 860	18 875	20 662	-17,4%	9,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	18	0	0	-100,0%	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	22 842	18 875	20 662	-17,4%	9,5%
- Autres crédits à court terme	69 520	78 063	91 393	12,3%	17,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	601	2 039	966	239,3%	-52,6%
. <i>Crédits ordinaires</i>	68 919	76 024	90 427	10,3%	18,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	56 997	64 861	99 703	13,8%	53,7%
- Crédits à moyen terme	129 584	148 337	171 218	14,5%	15,4%
- Crédits à long terme	13 246	11 394	11 682	-14,0%	2,5%
- Affacturage	60	0	0	-100,0%	-
- Valeurs non imputées	1 199	625	428	-47,9%	-31,5%
- Créances rattachées	2 655	2 406	3 167	-9,4%	31,6%
- Créances en souffrance	22 942	36 595	36 271	59,5%	-0,9%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	15 073	18 677	20 119	23,9%	7,7%
<i>(provisions)</i>	8 076	4 483	3 190	-44,5%	-28,8%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	7 857	17 841	16 133	127,1%	-9,6%
<i>(provisions)</i>	22 281	30 506	46 186	36,9%	51,4%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	12	77	19	541,7%	-75,3%
<i>(provisions)</i>	0	199	122	-	-38,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	43 873	83 987	88 866	91,4%	5,8%
- Titres de placement	21 989	69 985	67 187	218,3%	-4,0%
- Comptes de stocks	48	83	126	72,9%	51,8%
- Débiteurs divers	7 896	5 488	5 238	-30,5%	-4,6%
- Créances rattachées	165	621	797	276,4%	28,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	4 864	488	1 615	-90,0%	230,9%
- Valeurs à rejeter	183	191	472	4,4%	147,1%
- Comptes d'ordre & divers	8 728	7 131	13 431	-18,3%	88,3%
VALEURS IMMOBILISEES	36 226	41 075	55 604	13,4%	35,4%
- Immobilisations financières	17 872	20 734	29 363	16,0%	41,6%
- Dépôts & cautionnements	263	514	530	95,4%	3,1%
- Immobilisations en cours	1 260	1 777	2 410	41,0%	35,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	98	263	200	168,4%	-24,0%
- Immobilisations d'exploitation	15 737	16 105	19 843	2,3%	23,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	377	500	2 503	32,6%	400,6%
- Immobilisations hors-exploitation	943	1 746	3 240	85,2%	85,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	152	0	-	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	151	199	218	31,8%	9,5%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	512 349	647 365	710 916	26,4%	9,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2009-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	96 999	124 114	136 964	28,0%	10,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	20 053	43 700	29 309	117,9%	-32,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	6 950	6 991	6 437	0,6%	-7,9%
- Comptes d'emprunts	68 435	72 418	99 617	5,8%	37,6%
- Autres sommes dues	582	136	506	-76,6%	272,1%
- Dettes rattachées	979	869	1 095	-11,2%	26,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	343 150	427 063	450 103	24,5%	5,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	210 371	278 082	280 472	32,2%	0,9%
- Dépôts à terme reçus	53 937	56 343	71 886	4,5%	27,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	50 949	62 692	67 839	23,0%	8,2%
- Dépôts de garantie reçus	17 384	19 565	16 584	12,5%	-15,2%
- Autres dépôts	1 060	1 171	530	10,5%	-54,7%
- Bons de caisse	969	1 043	847	7,6%	-18,8%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	5 712	5 695	9 248	-0,3%	62,4%
- Dettes rattachées	2 768	2 472	2 697	-10,7%	9,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	18 611	20 386	25 438	9,5%	24,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 500	2 000	1 500	-20,0%	-25,0%
- Crédoeurs divers	6 220	6 060	8 035	-2,6%	32,6%
- Dettes rattachées	86	347	55	303,5%	-84,1%
- Comptes d'ordre & divers	9 805	11 979	15 848	22,2%	32,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	14	3	3	-78,6%	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	14	3	3	-78,6%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	53 575	75 799	98 408	41,5%	29,8%
- Subventions d'investissement	19	14	56	-26,3%	300,0%
- Fonds affectés	2 057	2 037	2 052	-1,0%	0,7%
- Provisions pour risques & charges	3 095	4 245	6 181	37,2%	45,6%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	400	400	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 227	636	1 672	-48,2%	162,9%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 534	2 568	2 625	1,3%	2,2%
- Primes liées au capital	1 774	2 470	4 369	39,2%	76,9%
- Réserves	12 654	14 194	18 152	12,2%	27,9%
- Ecart de réévaluation	858	148	0	-82,8%	-100,0%
- Capital	38 925	53 250	66 120	36,8%	24,2%
- Dotations	-1 243	0	0	-100,0%	-
- Report à nouveau	-11 811	-13 477	-9 930	14,1%	-26,3%
- Résultat de l'exercice	3 086	9 314	6 711	201,8%	-27,9%
TOTAL DU PASSIF	512 349	647 365	710 916	26,4%	9,8%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	10 337	12 795	14 287	23,8%	11,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	110 503	79 021	114 747	-28,5%	45,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	756	563	725	-25,5%	28,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2009-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	399 235	486 597	579 118	21,9%	19,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	321 272	359 238	432 972	11,8%	20,5%
a) Crédits à court terme	155 500	162 912	213 801	4,8%	31,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	619	2 039	966	229,4%	-52,6%
b) Crédits à moyen terme	129 584	148 337	171 218	14,5%	15,4%
c) Crédits à long terme	13 246	11 394	11 682	-14,0%	2,5%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	22 942	36 595	36 271	59,5%	-0,9%
impayés & immobilisés	15 073	18 677	20 119	23,9%	7,7%
<i>provisions</i>	8 076	4 483	3 190	-44,5%	-28,8%
douteux & litigieux	7 869	17 918	16 152	127,7%	-9,9%
<i>provisions</i>	22 281	30 705	46 308	37,8%	50,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	77 963	127 359	146 146	63,4%	14,8%
a) Titres de placement	21 989	69 985	67 187	218,3%	-4,0%
b) Immobilisations financières	17 872	20 734	29 363	16,0%	41,6%
c) Autres immobilisations	18 203	20 142	26 023	10,7%	29,2%
d) Divers	19 899	16 498	23 573	-17,1%	42,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	416 329	524 120	575 047	25,9%	9,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	342 882	426 591	448 906	24,4%	5,2%
a) A vue	216 083	283 777	289 720	31,3%	2,1%
b) A terme	126 799	142 814	159 186	12,6%	11,5%
dépôts à terme et bons de caisse	54 906	57 386	72 733	4,5%	26,7%
comptes d'épargne à régime spécial	50 949	62 692	67 839	23,0%	8,2%
autres	20 944	22 736	18 614	8,6%	-18,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	45 966	64 803	79 362	41,0%	22,5%
a) Capital, dotations & réserves	41 405	61 568	75 182	48,7%	22,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	796	1 192	2 270	49,7%	90,4%
b) Autres	4 561	3 235	4 180	-29,1%	29,2%
3. AUTRES RESSOURCES	27 481	32 726	46 779	19,1%	42,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	17 094	37 523	-4 071	119,5%	-110,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-17 094	-37 523	4 071	119,5%	-110,8%
1. DISPONIBILITES	-15 150	-21 948	-25 285	44,9%	15,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-1 944	-15 575	29 356	701,2%	-288,5%
emplois	-97 964	-138 820	-106 513	41,7%	-23,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-12 864	-29 667	-11 577	130,6%	-61,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	209	6	5	-97,1%	-16,7%
ressources	96 020	123 245	135 869	28,4%	10,2%
<i>dont hors UMOA</i>	25 941	35 696	17 745	37,6%	-50,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2009-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	54 366	57 209	67 025	5,2%	17,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 569	1 544	1 649	-1,6%	6,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	41 013	42 787	50 249	4,3%	17,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 801	2 751	4 946	52,7%	79,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	7 800	8 354	8 026	7,1%	-3,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	2 081	1 853	2 015	-11,0%	8,7%
+Produits sur prestations de services financiers	305	284	462	-6,9%	62,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3	4	26	33,3%	550,0%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	206	368	348	78,6%	-5,4%
2. CHARGES BANCAIRES	12 152	12 612	14 940	3,8%	18,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 325	4 217	5 432	-2,5%	28,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	4 617	5 234	6 078	13,4%	16,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	91	148	203	62,6%	37,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	5	0	0	-100,0%	-
-Charges sur opérations de change	2 295	2 275	1 937	-0,9%	-14,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	480	462	657	-3,8%	42,2%
-Charges sur prestations de services financiers	237	187	489	-21,1%	161,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	102	89	144	-12,7%	61,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	42 214	44 597	52 085	5,6%	16,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 077	1 443	1 754	34,0%	21,6%
+Produits sur immobilisations financières	301	786	733	161,1%	-6,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	776	1 002	1 254	29,1%	25,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	345	233	-	-32,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	43 291	46 040	53 839	6,4%	16,9%
6. FRAIS GENERAUX	21 830	24 980	29 134	14,4%	16,6%
-Frais de personnel	7 955	9 207	12 087	15,7%	31,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 047	1 248	1 279	19,2%	2,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	12 828	14 525	15 768	13,2%	8,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	3 104	3 172	3 654	2,2%	15,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	3 190	3 188	3 702	-0,1%	16,1%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	86	16	48	-81,4%	200,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	18 357	17 888	21 051	-2,6%	17,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	8 531	5 891	10 080	-30,9%	71,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	18 525	14 143	15 637	-23,7%	10,6%
+Reprises de provisions	9 994	8 252	5 557	-17,4%	-32,7%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	206	368	348	78,6%	-5,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	10 032	12 365	11 319	23,3%	-8,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-709	-224	114	-68,4%	-150,9%
+Subventions d'exploitation	5	0	0	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	152	145	194	-4,6%	33,8%
+Produits exceptionnels	154	342	205	122,1%	-40,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	23	0	0	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	235	151	20	-35,7%	-86,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	191	35	0	-81,7%	-100,0%
-Charges exceptionnelles	617	525	265	-14,9%	-49,5%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-3 233	-220	-687	-93,2%	212,3%
+Profits sur exercices antérieurs	848	596	3 445	-29,7%	478,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 081	816	4 132	-80,0%	406,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 004	2 607	4 035	-13,2%	54,8%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	3 086	9 314	6 711	201,8%	-27,9%
+Bénéfices	6 932	10 270	15 791	48,2%	53,8%
-Pertes	-3 846	-956	-9 080	-75,1%	849,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2009-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,2%	18,2%	17,8%	3,0	-0,4
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	7,1%	10,2%	8,4%	3,1	-1,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	57,0%	49,0%	57,7%	-8,0	8,7
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,4%	4,7%	4,5%	0,3	-0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,4%	1,4%	1,4%	0,0	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,1%	2,0%	2,1%	-0,1	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,6%	2,4%	2,4%	-0,2	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,6%	1,5%	1,7%	-0,1	0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,8%	12,8%	12,6%	0,0	-0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,2%	10,1%	10,4%	-0,1	0,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,1%	8,1%	8,3%	0,0	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	59,3%	63,2%	63,0%	3,9	-0,2
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	46,0%	32,3%	47,1%	-13,7	14,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	7,3%	20,9%	12,9%	13,6	-8,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,1%	13,0%	7,3%	6,9	-5,7
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	27,9	23,5	24,2	-15,8%	3,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,4	16,8	17,5	-28,2%	4,2%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	-	-	-	-	-

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2009-2011
MONTANT DU CAPITAL	38 925	53 250	66 120	36,8%	24,2%
REPARTITION DU CAPITAL	38 925	53 250	66 120	36,8%	24,2%
Nationaux	10 071	15 233	23 817	51,3%	56,4%
<i>Etat</i>	5 368	4 030	12 998	-24,9%	222,5%
<i>Privés</i>	4 703	11 203	10 819	138,2%	-3,4%
Non-nationaux	28 854	38 017	42 303	31,8%	11,3%
<i>dont UMOA</i>	18 891	4 851	13 564	-74,3%	179,6%
TOTAL DU BILAN	512 349	647 365	710 916	26,4%	9,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	65	78	93	20,0%	19,2%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	65	78	93	20,0%	19,2%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	48	70	ND	45,8%
EFFECTIFS	783	1 062	1 203	35,6%	13,3%
Employés	472	683	776	44,7%	13,6%
<i>dont Etrangers</i>	0	1	0	-	-100,0%
Cadres	311	379	427	21,9%	12,7%
<i>dont Etrangers</i>	11	18	18	63,6%	-
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	187 370	215 539	261 373	15,0%	21,3%
Personnes physiques	164 643	183 603	225 623	11,5%	22,9%
<i>dont Etrangers</i>	2 740	3 872	2 787	41,3%	-28,0%
Personnes morales	22 727	31 936	35 750	40,5%	11,9%
<i>dont Etrangers</i>	1 363	718	1 297	-47,3%	80,6%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	7,63%	6,05%	7,01%	-1,58	0,96
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	11	11	11	0	0
A - Par type					
Banques	10	10	10	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	8	8	8	0	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	4	4	1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	7	7	-1	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.7 : SENEGAL

II.7.1. - Liste des établissements de crédit

II.7.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (e)	REPARTITION DU CAPITAL (e)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					NATIONAUX ETAT	NON- NATIONAUX						
BANQUES (19)				162 709	7 127	65 766	3 362 813	335	986 009	1 046	3 090	4 136
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	589 252	49	164 987	193	580	773
K 0012 C	- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Groupe Attijariwafa Bank	CBAO, Groupe Attijariwafa Bank	30/07/1965	11 450	897	960	628 210	87	235 905	144	1 003	1 147
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 060	328 757	34	127 309	114	355	469
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	5 000	1 200	2 900	225 543	10	94 887	53	124	177
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	10 463	0	2 041	360 114	36	161 288	232	36	268
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	5 000	0	250	122 378	8	16 470	43	106	149
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	5 500	1 408	3 542	166 437	22	81 617	50	188	238
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	7 000	0	1 873	134 423	18	36 365	21	143	164
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	22 549	0	22 549	118 401	1	183	35	2	37
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	10 000	600	2 825	169 955	13	7 898	14	82	96
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	13 726	0	0	54 925	15	13 528	24	127	151
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	5 867	532	4 043	158 753	1	377	21	21	42
K 0125 A	- Banque Régionale de Solidarité du Sénégal?	BRS-SENEGAL	17/05/2005	2 000	0	0	15 484	8	19 658	14	72	86
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	6 500	0	5 960	20 071	3	195	7	11	18
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BA-SENEGAL	28/10/2005	11 000	0	2 000	124 559	17	22 933	44	78	122
K 0140 R	- International Commercial Bank - Sénégal	ICB-SENEGAL?	20/10/2005	7 404	0	0	37 541	3	1 736	12	49	61
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	9 250	0	1 250	85 230	9	0	14	96	110
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/2009	10 000	0	10 000	22 780	1	673	11	17	28
K 0159 M	- Diamond Bank-Bénin, Succursale du Sénégal											

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
K 0029 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2) - Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	1 800	1 800	0	0	2 124	1	0	6	2	8
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	2006	1 800	1 800	0	0	2 124	1	0	6	2	8
	TOTAL ETABLISSEMENTS (21)			164 509	8 927	65 766	89 816	3 364 937	336	986 009	1 052	3 092	4 144

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	548 538	613 295	582 168	11,8%	-5,1%
- Caisse	61 007	70 551	75 637	15,6%	7,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	385 552	414 656	337 055	7,5%	-18,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	54 377	49 922	75 912	-8,2%	52,1%
- Comptes de prêts	43 946	74 828	90 584	70,3%	21,1%
- Valeurs non imputées	11	-21	-6	-290,9%	-71,4%
- Créances rattachées	251	368	418	46,6%	13,6%
- Créances en souffrance	3 394	2 991	2 568	-11,9%	-14,1%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 572 686	1 722 854	2 025 464	9,5%	17,6%
- Portefeuille d'effets commerciaux	83 391	89 193	102 917	7,0%	15,4%
. Crédits de campagne	0	0	10 781	-	-
. Crédits ordinaires	83 391	89 193	92 136	7,0%	3,3%
- Autres crédits à court terme	322 482	369 697	474 053	14,6%	28,2%
. Crédits de campagne	10 167	19 323	11 927	90,1%	-38,3%
. Crédits ordinaires	312 315	350 374	462 126	12,2%	31,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	276 695	313 466	333 879	13,3%	6,5%
- Crédits à moyen terme	636 544	681 228	811 777	7,0%	19,2%
- Crédits à long terme	86 179	91 657	99 529	6,4%	8,6%
- Affacturage	1 347	3 821	13 159	183,7%	244,4%
- Valeurs non imputées	4 158	8 007	7 768	92,6%	-3,0%
- Créances rattachées	11 946	12 421	12 791	4,0%	3,0%
- Créances en souffrance	149 944	153 364	169 591	2,3%	10,6%
. Impayées ou immobilisées	89 989	99 975	110 250	11,1%	10,3%
(provisions)	13 113	12 336	17 279	-5,9%	40,1%
. Douteuses ou litigieuses	59 730	52 935	59 336	-11,4%	12,1%
(provisions)	163 108	183 414	167 711	12,4%	-8,6%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	225	454	5	101,8%	-98,9%
(provisions)	152	8	0	-94,7%	-100,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	420 989	537 681	604 267	27,7%	12,4%
- Titres de placement	347 234	451 585	490 494	30,1%	8,6%
- Comptes de stocks	223	246	289	10,3%	17,5%
- Débiteurs divers	9 402	13 067	11 657	39,0%	-10,8%
- Créances rattachées	6 040	6 206	6 974	2,7%	12,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	28 957	23 677	32 131	-18,2%	35,7%
- Valeurs à rejeter	1 263	1 987	836	57,3%	-57,9%
- Comptes d'ordre & divers	27 870	40 913	61 886	46,8%	51,3%
VALEURS IMMOBILISEES	142 512	142 021	153 038	-0,3%	7,8%
- Immobilisations financières	39 262	28 851	31 489	-26,5%	9,1%
- Dépôts & cautionnements	2 211	2 520	2 971	14,0%	17,9%
- Immobilisations en cours	11 484	7 531	9 817	-34,4%	30,4%
dont Immobilisations incorporelles	282	87	547	-69,1%	528,7%
- Immobilisations d'exploitation	68 230	78 314	78 228	14,8%	-0,1%
dont Immobilisations incorporelles	5 487	5 059	5 658	-7,8%	11,8%
- Immobilisations hors-exploitation	7 206	14 696	15 516	103,9%	5,6%
dont Immobilisations incorporelles	2	2	0	-	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	13 043	9 691	14 496	-25,7%	49,6%
- Créances rattachées	909	325	394	-64,2%	21,2%
- Créances en souffrance	167	93	127	-44,3%	36,6%
(provisions)	953	428	498	-55,1%	16,4%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 684 725	3 015 851	3 364 937	12,3%	11,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (S u i t e)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
		0,0	(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	238 211	240 992	431 350	1,2%	79,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	79 398	79 211	179 323	-0,2%	126,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	12 841	9 800	22 168	-23,7%	126,2%
- Comptes d'emprunts	143 709	149 848	226 300	4,3%	51,0%
- Autres sommes dues	708	949	2 484	34,0%	161,7%
- Dettes rattachées	1 555	1 184	1 075	-23,9%	-9,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 013 002	2 281 294	2 393 368	13,3%	4,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	968 855	1 109 498	1 164 397	14,5%	4,9%
- Dépôts à terme reçus	487 455	512 200	547 025	5,1%	6,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	410 377	452 839	465 439	10,3%	2,8%
- Dépôts de garantie reçus	77 987	110 357	84 727	41,5%	-23,2%
- Autres dépôts	8 000	13 431	8 161	67,9%	-39,2%
- Bons de caisse	19 899	30 961	63 362	55,6%	104,7%
- Comptes d'affacturage	0	0	451	-	-
- Emprunts à la clientèle	14 077	9 900	9 278	-29,7%	-6,3%
- Autres sommes dues	17 182	31 903	39 801	85,7%	24,8%
- Dettes rattachées	9 170	10 205	10 727	11,3%	5,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	102 359	110 255	114 738	7,7%	4,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	5 833	4 167	7 500	-28,6%	80,0%
- Crédeurs divers	31 557	32 703	29 819	3,6%	-8,8%
- Dettes rattachées	166	127	156	-23,5%	22,8%
- Comptes d'ordre & divers	64 803	73 258	77 263	13,0%	5,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	331 153	383 310	425 481	15,8%	11,0%
- Subventions d'investissement	330	251	170	-23,9%	-32,3%
- Fonds affectés	21 723	21 893	22 118	0,8%	1,0%
- Provisions pour risques & charges	17 333	18 293	19 580	5,5%	7,0%
- Provisions réglementées	319	319	319	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 990	190	190	-93,6%	-
- Titres et emprunts subordonnés	2 172	2 453	9 019	12,9%	267,7%
- Dettes rattachées	10	28	39	180,0%	39,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	3 254	3 230	4 542	-0,7%	40,6%
- Primes liées au capital	11 993	14 879	13 118	24,1%	-11,8%
- Réserves	128 529	141 022	158 882	9,7%	12,7%
- Ecart de réévaluation	73	37	18	-49,3%	-51,4%
- Capital	116 240	161 642	164 509	39,1%	1,8%
- Dotations	1 000	0	0	-100,0%	-
- Report à nouveau	-11 910	-17 719	-26 631	48,8%	50,3%
- Résultat de l'exercice	37 097	36 792	59 608	-0,8%	62,0%
TOTAL DU PASSIF	2 684 725	3 015 851	3 364 937	12,3%	11,6%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	157 976	149 055	150 363	-5,6%	0,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	383 070	372 795	485 016	-2,7%	30,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	13 912	13 093	18 733	-5,9%	43,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 738	5 486	8 882	15,8%	61,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 136 248	2 402 678	2 782 898	12,5%	15,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 602 907	1 743 894	2 059 427	8,8%	18,1%
a) Crédits à court terme	717 030	807 861	963 907	12,7%	19,3%
<i>dont Crédits de campagne</i>	10 167	19 323	22 708	90,1%	17,5%
b) Crédits à moyen terme	636 544	681 228	811 777	7,0%	19,2%
c) Crédits à long terme	86 179	91 657	99 529	6,4%	8,6%
d) Opérations de crédit-bail	13 043	9 691	14 496	-25,7%	49,6%
e) Crédits en souffrance	150 111	153 457	169 718	2,2%	10,6%
impayés & immobilisés	90 056	100 017	110 326	11,1%	10,3%
<i>provisions</i>	13 185	12 336	17 279	-6,4%	40,1%
douteux & litigieux	60 055	53 440	59 392	-11,0%	11,1%
<i>provisions</i>	164 141	183 850	168 209	12,0%	-8,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	533 341	658 784	723 471	23,5%	9,8%
a) Titres de placement	347 234	451 585	490 494	30,1%	8,6%
b) Immobilisations financières	39 262	28 851	31 489	-26,5%	9,1%
c) Autres immobilisations	89 131	103 061	106 532	15,6%	3,4%
d) Divers	57 714	75 287	94 956	30,4%	26,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 448 069	2 776 043	2 934 662	13,4%	5,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 009 665	2 275 256	2 390 141	13,2%	5,0%
a) A vue	986 037	1 141 401	1 204 649	15,8%	5,5%
b) A terme	1 023 628	1 133 855	1 185 492	10,8%	4,6%
dépôts à terme et bons de caisse	507 354	543 161	610 387	7,1%	12,4%
comptes d'épargne à régime spécial	410 377	452 839	465 439	10,3%	2,8%
autres	105 897	137 855	109 666	30,2%	-20,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	276 921	325 588	358 367	17,6%	10,1%
a) Capital, dotations & réserves	249 314	300 445	326 533	20,5%	8,7%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6 512	6 954	8 380	6,8%	20,5%
b) Autres	27 607	25 143	31 834	-8,9%	26,6%
3. AUTRES RESSOURCES	161 483	175 199	186 154	8,5%	6,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	311 821	373 365	151 764	19,7%	-59,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-311 821	-373 365	-151 764	19,7%	-59,4%
1. DISPONIBILITES	-61 197	-70 797	-75 926	15,7%	7,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-250 624	-302 568	-75 838	20,7%	-74,9%
emplois	-487 280	-542 376	-506 113	11,3%	-6,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-70 217	-72 405	-87 596	3,1%	21,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	3 394	2 991	2 568	-11,9%	-14,1%
ressources	236 656	239 808	430 275	1,3%	79,4%
<i>dont hors UMOA</i>	70 227	57 734	91 396	-17,8%	58,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	250 735	272 773	335 759	8,8%	23,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 293	5 851	4 183	-19,8%	-28,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	174 156	183 528	214 331	5,4%	16,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	21 780	28 408	32 954	30,4%	16,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	8 420	5 155	6 546	-38,8%	27,0%
+Produits sur opérations de change	24 688	33 698	59 277	36,5%	75,9%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 314	9 005	10 104	8,3%	12,2%
+Produits sur prestations de services financiers	5 244	5 775	7 715	10,1%	33,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 405	1 412	697	0,5%	-50,6%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	565	59	48	-89,6%	-18,6%
2. CHARGES BANCAIRES	71 204	81 228	110 061	14,1%	35,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	11 856	10 429	11 408	-12,0%	9,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	38 982	44 483	45 459	14,1%	2,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 464	1 443	1 324	-1,4%	-8,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	6 355	3 100	4 075	-51,2%	31,5%
-Charges sur opérations de change	9 942	18 785	43 278	88,9%	130,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	111	65	71	-41,4%	9,2%
-Charges sur prestations de services financiers	1 479	1 615	2 008	9,2%	24,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 015	1 308	2 438	28,9%	86,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	179 531	191 545	225 698	6,7%	17,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	6 203	12 388	7 851	99,7%	-36,6%
+Produits sur immobilisations financières	1 523	1 615	1 849	6,0%	14,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 692	10 773	6 002	129,6%	-44,3%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	12	0	0	-100,0%	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	185 734	203 933	233 549	9,8%	14,5%
6. FRAIS GENERAUX	100 465	114 711	127 307	14,2%	11,0%
-Frais de personnel	42 442	47 794	54 851	12,6%	14,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 439	5 409	5 421	21,9%	0,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	53 584	61 508	67 035	14,8%	9,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	15 824	18 301	19 473	15,7%	6,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	15 886	18 357	19 491	15,6%	6,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	62	56	18	-9,7%	-67,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	69 445	70 921	86 769	2,1%	22,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	23 788	24 456	11 832	2,8%	-51,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	62 387	45 725	51 876	-26,7%	13,5%
+Reprises de provisions	38 599	21 269	40 044	-44,9%	88,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	565	59	48	-89,6%	-18,6%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	46 222	46 524	74 985	0,7%	61,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-497	-739	-2 670	48,7%	261,3%
+Subventions d'exploitation	4	0	0	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	58	78	685	34,5%	778,2%
+Produits exceptionnels	1 626	483	837	-70,3%	73,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1 062	24	34	-97,7%	41,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	48	37	288	-22,9%	678,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	712	0	1 312	-100,0%	-
-Charges exceptionnelles	2 487	1 287	2 626	-48,3%	104,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	977	1 035	-803	5,9%	-177,6%
+Profits sur exercices antérieurs	5 936	5 234	2 768	-11,8%	-47,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 959	4 199	3 571	-15,3%	-15,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	9 605	10 028	11 904	4,4%	18,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	37 097	36 792	59 608	-0,8%	62,0%
+Bénéfices	44 629	47 922	61 906	7,4%	29,2%
-Pertes	-7 532	-11 130	-2 298	47,8%	-79,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	18,4%	18,0%	15,8%	-0,4	-2,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	9,4%	8,8%	8,2%	-0,6	-0,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	54,2%	56,1%	52,2%	1,9	-3,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,3%	4,9%	3,2%	0,6	-1,7
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,1%	2,1%	2,0%	0,0	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,4%	2,1%	0,0	-0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,0%	3,1%	3,7%	0,1	0,6
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,8%	1,2%	0,8%	-0,6	-0,4
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,2%	11,2%	11,4%	0,0	0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,3%	8,9%	9,1%	-0,4	0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,9%	6,5%	7,0%	-0,4	0,5
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	64,8%	69,5%	65,0%	4,7	-4,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	34,0%	34,5%	13,6%	0,5	-20,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	20,7%	19,2%	26,4%	-1,5	7,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,8%	10,1%	14,7%	-1,7	4,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	31,6	29,8	30,7	-5,7%	3,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	21,9	18,4	20,9	-16,0%	13,6%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	64,6%	53,2%	45,2%	-11,4	-8,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	116 240	161 642	164 509	39,1%	1,8%
REPARTITION DU CAPITAL	116 240	161 642	164 509	39,1%	1,8%
Nationaux	30 068	39 782	74 693	32,3%	87,8%
<i>Etat</i>	6 794	7 103	8 927	4,5%	25,7%
<i>Privés</i>	23 274	32 679	65 766	40,4%	101,2%
Non-nationaux	86 172	121 860	89 816	41,4%	-26,3%
<i>dont UMOA</i>	16 406	9 421	2 632	-42,6%	-72,1%
TOTAL DU BILAN	2 684 725	3 015 851	3 364 937	12,3%	11,6%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	282	301	336	6,7%	11,6%
Périodiques	1	2	1	100,0%	-50,0%
Permanents	281	299	335	6,4%	12,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	286	345	ND	20,6%
EFFECTIFS	3 175	3 846	4 144	21,1%	7,7%
Employés	1 962	2 539	3 092	29,4%	21,8%
<i>dont Etrangers</i>	15	11	48	-26,7%	336,4%
Cadres	1 213	1 307	1 052	7,7%	-19,5%
<i>dont Etrangers</i>	55	51	67	-7,3%	31,4%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	664 556	746 927	986 009	12,4%	32,0%
Personnes physiques	570 077	668 886	897 492	17,3%	34,2%
<i>dont Etrangers</i>	42 656	46 169	75 531	8,2%	63,6%
Personnes morales	94 479	78 041	88 517	-17,4%	13,4%
<i>dont Etrangers</i>	6 890	1 669	942	-75,8%	-43,6%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	8,12%	7,13%	7,17%	-0,99	0,04
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	20	19	19	-1	0
A - Par type					
Banques	17	18	18	1	0
Etablissements Financiers	3	2	1	-1	-1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	13	14	14	1	0
Banques spécialisées	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	3	2	1	-1	-1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	5	5	5	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	7	7	4	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	12	7	7	-5	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.8 : TOGO

II.8.1. - Liste des établissements de crédit

II.8.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (12)			65 686	15 699	19 150	30 837	1 037 338	168	651 584	795	927	1 722
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	263	638	4 099	252 953	22	114 880	131	107	238
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	5 000	5 000	0	0	183 439	40	127 668	101	152	253
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	592	6 408	0	114 581	10	44 225	117	137	254
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	6 101	4 197	704	1 200	98 697	9	25 859	68	89	157
T 0014 Z	- Banque Togolaise de Développement	BTD	01/06/1967	6 130	3 784	100	2 246	91 524	17	47 070	151	76	227
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	1 470	3 383	1 647	42 921	28	237 352	53	123	176
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BA-TOGO	21/09/2005	6 737	0	1 401	5 336	113 741	24	29 786	72	70	142
T 0116 K	- ORABANK-Togo		08/11/2004	6 516	0	6 516	0	90 317	4	4 136	30	46	76
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	8 067	0	0	8 067	31 796	11	8 937	37	71	108
T 0126 W	- Banque Régionale de Solidarité du Togo	BRS-TOGO	13/05/2005	2 000	0	0	2 000	8 715	2	7 156	17	20	37
T 0027 N	- Société Interafricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	6 242	8 654	1	4 515	18	36	54
T 0160 H	- Diamond Bank-Bénin, Succursale du Togo												
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			14 954	0	29	14 925	31 684	1	12	0	0	0
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	0	9	12 945	26 748	0	12	0	0	0
T 0075 Q	- Cauris Investissement	CAURIS INVESTIS- SEMENT	03/07/1995	2 000	0	20	1 980	4 936	1	0	0	0	0
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011										
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			80 640	15 699	19 179	45 762	1 069 022	169	651 596	795	927	1 722

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	VARIATION	VARIATION
			(*)	2009-2010	2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	178 638	223 850	248 890	25,3%	11,2%
- Caisse	20 715	24 928	26 767	20,3%	7,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	94 369	117 368	138 605	24,4%	18,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	39 065	46 482	50 737	19,0%	9,2%
- Comptes de prêts	24 024	32 361	30 072	34,7%	-7,1%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	465	484	766	4,1%	58,3%
- Créances en souffrance	0	2 227	1 943	-	-12,8%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	333 911	418 994	569 621	25,5%	35,9%
- Portefeuille d'effets commerciaux	8 146	14 609	13 334	79,3%	-8,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	44	0	0	-100,0%	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	8 102	14 609	13 334	80,3%	-8,7%
- Autres crédits à court terme	54 888	82 364	128 381	50,1%	55,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	4 066	31	18	-99,2%	-41,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	50 822	82 333	128 363	62,0%	55,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	114 842	131 181	188 181	14,2%	43,5%
- Crédits à moyen terme	131 479	161 480	210 553	22,8%	30,4%
- Crédits à long terme	9 018	9 727	9 901	7,9%	1,8%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	96	102	36	6,3%	-64,7%
- Créances rattachées	1 644	2 462	3 672	49,8%	49,1%
- Créances en souffrance	13 798	17 069	15 563	23,7%	-8,8%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	7 085	8 176	6 014	15,4%	-26,4%
<i>(provisions)</i>	2 628	2 314	591	-11,9%	-74,5%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	6 626	8 892	9 548	34,2%	7,4%
<i>(provisions)</i>	36 328	42 974	48 610	18,3%	13,1%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	87	1	1	-98,9%	-
<i>(provisions)</i>	510	2 307	1 525	352,4%	-33,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	87 664	98 794	145 194	12,7%	47,0%
- Titres de placement	66 067	78 554	126 108	18,9%	60,5%
- Comptes de stocks	9	4	5	-55,6%	25,0%
- Débiteurs divers	4 990	5 159	4 643	3,4%	-10,0%
- Créances rattachées	2 532	1 658	2 571	-34,5%	55,1%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	662	345	510	-47,9%	47,8%
- Valeurs à rejeter	2 764	1 169	2	-57,7%	-99,8%
- Comptes d'ordre & divers	10 640	11 905	11 355	11,9%	-4,6%
VALEURS IMMOBILISEES	131 248	117 978	105 317	-10,1%	-10,7%
- Immobilisations financières	93 761	80 760	68 695	-13,9%	-14,9%
- Dépôts & cautionnements	597	642	647	7,5%	0,8%
- Immobilisations en cours	3 272	1 944	2 257	-40,6%	16,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	815	121	234	-85,2%	93,4%
- Immobilisations d'exploitation	28 040	28 853	28 879	2,9%	0,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 992	3 167	3 248	5,8%	2,6%
- Immobilisations hors-exploitation	5 559	5 768	4 830	3,8%	-16,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	19	11	6	-42,1%	-45,5%
- Créances rattachées	0	0	3	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	731 461	859 616	1 069 022	17,5%	24,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	55 857	106 280	157 419	90,3%	48,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	27 197	34 193	43 357	25,7%	26,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	9 864	32 351	31 716	228,0%	-2,0%
- Comptes d'emprunts	18 587	39 341	81 885	111,7%	108,1%
- Autres sommes dues	76	99	44	30,3%	-55,6%
- Dettes rattachées	133	296	417	122,6%	40,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	546 249	602 691	744 656	10,3%	23,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	257 328	267 580	346 232	4,0%	29,4%
- Dépôts à terme reçus	127 159	149 979	210 017	17,9%	40,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	131 169	146 509	157 002	11,7%	7,2%
- Dépôts de garantie reçus	14 952	32 243	24 318	115,6%	-24,6%
- Autres dépôts	10 926	929	318	-91,5%	-65,8%
- Bons de caisse	1 245	437	544	-64,9%	24,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	2 428	3 200	4 396	31,8%	37,4%
- Dettes rattachées	1 042	1 814	1 829	74,1%	0,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	17 902	21 558	21 194	20,4%	-1,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Crédeurs divers	5 176	5 225	5 748	0,9%	10,0%
- Dettes rattachées	143	27	1 468	-81,1%	5337,0%
- Comptes d'ordre & divers	12 583	16 306	13 978	29,6%	-14,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	27	29	30	7,4%	3,4%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	27	29	30	7,4%	3,4%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	111 426	129 058	145 723	15,8%	12,9%
- Subventions d'investissement	0	18	0	-	-100,0%
- Fonds affectés	1 065	1 458	1 584	36,9%	8,6%
- Provisions pour risques & charges	17 170	15 809	13 534	-7,9%	-14,4%
- Provisions réglementées	1 791	0	0	-100,0%	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	261	0	0	-100,0%	-
- Titres et emprunts subordonnés	562	1 982	5 821	252,7%	193,7%
- Dettes rattachées	5	19	94	280,0%	394,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	732	2 643	2 654	261,1%	0,4%
- Primes liées au capital	174	342	273	96,6%	-20,2%
- Réserves	14 402	16 325	19 122	13,4%	17,1%
- Ecart de réévaluation	7 186	7 394	7 030	2,9%	-4,9%
- Capital	61 939	78 124	80 640	26,1%	3,2%
- Dotations	2 471	2 471	2 471	-	-
- Report à nouveau	-697	-6 462	-5 512	827,1%	-14,7%
- Résultat de l'exercice	4 365	8 935	18 012	104,7%	101,6%
TOTAL DU PASSIF	731 461	859 616	1 069 022	17,5%	24,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	37 898	35 870	41 267	-5,4%	15,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	82 316	142 336	118 798	72,9%	-16,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	8 932	0	167	-100,0%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	7 660	8 827	2 535	15,2%	-71,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	553 279	636 250	820 897	15,0%	29,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	332 948	416 888	566 465	25,2%	35,9%
a) Crédits à court terme	178 634	228 601	330 442	28,0%	44,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	4 110	31	18	-99,2%	-41,9%
b) Crédits à moyen terme	131 479	161 480	210 553	22,8%	30,4%
c) Crédits à long terme	9 018	9 727	9 901	7,9%	1,8%
d) Opérations de crédit-bail	19	11	6	-42,1%	-45,5%
e) Crédits en souffrance	13 798	17 069	15 563	23,7%	-8,8%
impayés & immobilisés	7 085	8 176	6 014	15,4%	-26,4%
<i>provisions</i>	2 628	2 314	591	-11,9%	-74,5%
douteux & litigieux	6 713	8 893	9 549	32,5%	7,4%
<i>provisions</i>	36 838	45 281	50 135	22,9%	10,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	220 331	219 362	254 432	-0,4%	16,0%
a) Titres de placement	66 067	78 554	126 108	18,9%	60,5%
b) Immobilisations financières	93 761	80 760	68 695	-13,9%	-14,9%
c) Autres immobilisations	37 468	37 207	36 613	-0,7%	-1,6%
d) Divers	23 035	22 841	23 016	-0,8%	0,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	675 737	753 632	912 020	11,5%	21,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	545 207	600 877	742 827	10,2%	23,6%
a) A vue	259 756	270 780	350 628	4,2%	29,5%
b) A terme	285 451	330 097	392 199	15,6%	18,8%
dépôts à terme et bons de caisse	128 404	150 416	210 561	17,1%	40,0%
comptes d'épargne à régime spécial	131 169	146 509	157 002	11,7%	7,2%
autres	25 878	33 172	24 636	28,2%	-25,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	88 249	105 300	117 876	19,3%	11,9%
a) Capital, dotations & réserves	77 384	94 448	103 441	22,1%	9,5%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	1 059	1 401	2 507	32,3%	78,9%
b) Autres	10 865	10 852	14 435	-0,1%	33,0%
3. AUTRES RESSOURCES	42 281	47 455	51 317	12,2%	8,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	122 458	117 382	91 123	-4,1%	-22,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-122 458	-117 382	-91 123	-4,1%	-22,4%
1. DISPONIBILITES	-20 724	-24 928	-26 768	20,3%	7,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-101 734	-92 454	-64 355	-9,1%	-30,4%
emplois	-157 458	-198 438	-221 357	26,0%	11,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-43 038	-44 322	-45 094	3,0%	1,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	2 227	1 943	-	-12,8%
ressources	55 724	105 984	157 002	90,2%	48,1%
<i>dont hors UMOA</i>	14 503	21 694	28 918	49,6%	33,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
1. PRODUITS BANCAIRES	78 080	81 337	100 706	4,2%	23,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 460	2 682	2 903	9,0%	8,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	42 862	49 876	64 543	16,4%	29,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	8 174	7 752	9 844	-5,2%	27,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1 815	11	0	-99,4%	-100,0%
+Produits sur opérations de change	18 878	14 922	15 214	-21,0%	2,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	1 774	3 780	4 080	113,1%	7,9%
+Produits sur prestations de services financiers	879	1 245	1 717	41,6%	37,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 346	1 211	2 584	-10,0%	113,4%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	108	142	179	31,5%	26,1%
2. CHARGES BANCAIRES	30 637	25 070	28 396	-18,2%	13,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 176	2 398	4 497	10,2%	87,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	10 963	13 175	15 634	20,2%	18,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	997	1 006	548	0,9%	-45,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	10	0	-	-100,0%
-Charges sur opérations de change	15 817	7 698	6 786	-51,3%	-11,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	511	700	889	37,0%	27,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	173	83	42	-52,0%	-49,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	47 443	56 267	72 310	18,6%	28,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 097	3 843	3 358	-6,2%	-12,6%
+Produits sur immobilisations financières	2 867	2 624	2 247	-8,5%	-14,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 230	1 233	1 123	0,2%	-8,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	14	12	-	-14,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	51 540	60 110	75 668	16,6%	25,9%
6. FRAIS GENERAUX	32 473	35 467	40 994	9,2%	15,6%
-Frais de personnel	13 644	14 464	15 927	6,0%	10,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 299	1 633	1 751	25,7%	7,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	17 530	19 370	23 316	10,5%	20,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	5 061	5 694	5 869	12,5%	3,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	5 140	5 832	6 125	13,5%	5,0%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	79	138	256	74,7%	85,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	14 006	18 949	28 805	35,3%	52,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	6 275	4 575	3 967	-27,1%	-13,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	20 385	15 640	11 844	-23,3%	-24,3%
+Reprises de provisions	14 110	11 065	7 877	-21,6%	-28,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	108	142	179	31,5%	26,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	7 839	14 516	25 017	85,2%	72,3%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-794	-1 696	-2 385	113,6%	40,6%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	1	1	1	-	-
+Produits exceptionnels	176	178	436	1,1%	144,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	125	150	-	20,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	16	54	293	237,5%	442,6%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	38	172	120	352,6%	-30,2%
-Charges exceptionnelles	917	1 774	2 559	93,5%	44,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-638	-1 324	-1 166	107,5%	-11,9%
+Profits sur exercices antérieurs	1 148	684	890	-40,4%	30,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 786	2 008	2 056	12,4%	2,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 042	2 561	3 454	25,4%	34,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	4 365	8 935	18 012	104,7%	101,6%
+Bénéfices	8 151	11 095	18 759	36,1%	69,1%
-Pertes	-3 786	-2 160	-747	-42,9%	-65,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	14,3%	13,9%	10,7%	-0,4	-3,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	4,1%	2,7%	0,0	-1,4
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	74,1%	73,6%	76,5%	-0,5	2,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,7%	3,4%	3,6%	-0,3	0,2
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	2,2%	2,3%	0,0	0,1
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,4%	2,5%	0,0	0,1
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,9%	3,3%	3,1%	-1,6	-0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,8%	1,5%	1,4%	-0,3	-0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,9%	13,3%	13,2%	-0,6	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,2%	9,5%	9,7%	-0,7	0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,8%	7,1%	7,2%	-0,7	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	79,3%	73,4%	65,2%	-5,9	-8,2
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	44,5%	24,0%	13,7%	-20,5	-10,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	9,2%	15,9%	24,9%	6,7	9,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	4,6%	7,9%	13,6%	3,3	5,7
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	20,4	21,1	23,8	3,4%	12,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	8,8	11,3	16,7	28,4%	47,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	9552,6%	100,0%	0,0%	-9 452,6	-100,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011 (*)	VARIATION 2009-2010	VARIATION 2010-2011
MONTANT DU CAPITAL	61 939	78 124	80 640	26,1%	3,2%
REPARTITION DU CAPITAL	61 939	78 124	80 640	26,1%	3,2%
Nationaux	26 748	40 777	34 878	52,4%	-14,5%
<i>Etat</i>	14 735	23 266	15 699	57,9%	-32,5%
<i>Privés</i>	12 013	17 511	19 179	45,8%	9,5%
Non-nationaux	35 191	37 347	45 762	6,1%	22,5%
<i>dont UMOA</i>	8 044	17 334	22 285	115,5%	28,6%
TOTAL DU BILAN	731 461	859 616	1 069 022	17,5%	24,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	145	157	169	8,3%	7,6%
Périodiques	1	1	0	-	-100,0%
Permanents	144	156	169	8,3%	8,3%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	-	104	118	ND	13,5%
EFFECTIFS	1 593	1 683	1 722	5,6%	2,3%
Employés	984	1 049	927	6,6%	-11,6%
<i>dont Etrangers</i>	1	18	4	1700,0%	-77,8%
Cadres	609	634	795	4,1%	25,4%
<i>dont Etrangers</i>	6	15	15	150,0%	-
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	704 972	583 543	651 596	-17,2%	11,7%
Personnes physiques	667 705	543 946	610 786	-18,5%	12,3%
<i>dont Etrangers</i>	16 731	26 925	34 549	60,9%	28,3%
Personnes morales	37 267	39 597	40 810	6,3%	3,1%
<i>dont Etrangers</i>	666	1 028	1 400	54,4%	36,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	6,67%	5,87%	5,59%	-0,80	-0,28
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	13	13	0	0
A - Par type					
Banques	11	11	11	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	10	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	1	0	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	3	3	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	10	10	9	0	-1

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
SEPTEMBRE 2012



Commission Bancaire de l'UMOA
Secrétariat Général
Bd Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)
01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sg@bceao.int